

**ARRÊTÉ n°2025-DCPATE-442**  
autorisant la société SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation  
sur le territoire de la commune de SÈVREMONT  
en zone industrielle du champ de la croix de la Pommeraie sur Sèvre

Le Préfet de Vendée,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,

Le Préfet des Deux-Sèvres,

Vu le Code de l'environnement (parties législative et réglementaire), relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, notamment l'article R.511-9 fixant la nomenclature des installations classées ;

Vu la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24/11/2010 relative aux émissions industrielles ;

Vu le décret du président de la République en date du 18 octobre 2023 portant nomination de Monsieur Patrick VAUTIER, en qualité de sous-préfet de Niort, secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres ;

Vu le décret du Président de la République du 19 mars 2025 nommant Monsieur Simon FETET en qualité de préfet des Deux-Sèvres ;

Vu la décision d'exécution UE 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles pour le traitement des déchets ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027 et le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) du Lay, de la Sèvre Nantaise, du Layon-Aubance et du Thouet ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié le 14 juin 2021 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

Vu l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole et modifié le 26 décembre 2018 ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Pays de la Loire du 26 avril 2024 relatif au programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté du préfet de la région Nouvelle Aquitaine du 9 juillet 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

Vu l'arrêté régional du 5 août 2024 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Pays de la Loire ;

Vu l'arrêté régional du 23 décembre 2015 établissant le référentiel régional de mise en œuvre de l'équilibre de la fertilisation azotée pour la région Nouvelle Aquitaine ;

Vu l'arrêté interpréfectoral n° 18-DRCTAJ/1-681 et A6012 du 27 novembre 2018 autorisant la SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation à SÈVREMONT ;

Vu l'arrêté interpréfectoral complémentaire n° 21-DRCTAJ/1-699 du 24 décembre 2021 autorisant la SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation à SÈVREMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 2 juillet 2025 portant délégation de signature à Monsieur Patrick VAUTIER, secrétaire général de la Préfecture de Deux-Sèvres, sous-préfet de Niort ;

Vu la demande formulée par téléprocédure le 25 octobre 2023 complétée le 26 juin 2024 (suite à une demande de complément du 15 février 2024) et le 24 septembre 2024 (suite à une demande de complément du 12 juillet 2024) par la SAS BIOPOMMERIA, dont le siège social est situé au lieu-dit "ZAC des champs de Lescaze » 47310 ROQUEFORT, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de méthanisation de matières organiques située en ZI du champ de la croix – La Pommeraie sur Sèvre" – 85700 SÈVREMONT ;

Vu le dossier technique annexé à la demande, notamment le projet d'extension du plan d'épandage et son étude d'impact, l'étude de danger du site de méthanisation actualisée lors de la mise en place de panneaux photovoltaïques sur le bâtiment de réception des matières en 2023, l'ajout d'un nouveau stockage déporté de digestat à St Maurice Etusson en Deux-Sèvres (lagune double géomembrane couverte de 7000 m<sup>3</sup>) ;

Vu les résultats de l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 24 mars 2025 au mardi 22 avril 2025 ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur en date du 23 mai 2025 ;

Vu l'avis des conseils municipaux et des collectivités consultés ;

Vu l'avis des services administratifs consultés ;

Vu l'avis de l'autorité environnementale du 26 septembre 2024 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement de la Direction départementale de la protection des populations en date du 13 juin 2025 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté le 26 juin 2025 à la connaissance du demandeur pour éventuelles observations ;

Vu le courrier de réponse du pétitionnaire en date du 11 juillet 2025 ;

Considérant l'absence d'effets cumulés du projet avec ceux d'autres projets d'activités, ouvrages, travaux et installations existants et/ou approuvés dans cette zone ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés par les articles L.211-1 et L.511-1 du titre 1<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques et pour la protection de la nature et de l'environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à maintenir les effets létaux significatifs et létaux des phénomènes dangereux susceptibles de survenir dans le périmètre de l'établissement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à limiter les nuisances de l'établissement sur son environnement ;

Considérant que les prescriptions du présent arrêté sont de nature à surveiller et diminuer l'impact de l'épandage des digestats sur le milieu naturel ;

Considérant les observations présentées par le pétitionnaire du 11 juillet 2025 ;

## **Arrêté**

---

### **TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES**

---

#### **Article 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation**

##### **Article 1.1.1 - Titulaire de l'autorisation**

Les prescriptions de l'arrêté inter-préfectoral modifié n° 18-DRCTA/J/1-681 et n° A6012 du 27 novembre 2018 susvisé sont abrogées à l'exception du préambule de l'article 1.1 au titre I du dit arrêté.

La SAS BIOPOMMERIA dont le siège social est située au lieu-dit « ZAC des champs de Lescaze » - 47310 ROQUEFORT, est autorisée à exploiter une unité de méthanisation agricole avec valorisation du biométhane au lieu-dit "ZI du champ de la croix – La Pommeraie sur Sèvre" – 85700 SÈVREMONT, sous réserve de respecter les prescriptions du présent arrêté.

##### **Article 1.1.2 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration**

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec l'installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les installations soumises à déclaration respectent les prescriptions d'aménagement et d'exploitation définies par les arrêtés types correspondants, en complément des dispositions générales portant sur l'ensemble du site figurant dans le corps du présent arrêté, sauf en ce qu'elles auraient de contraire au présent arrêté.

### Article 1.1.3 - Installations visées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubriques	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime *
3532	<p>Valorisation ou un mélange de valorisation et d'élimination, de déchets non dangereux non inertes avec une capacité supérieure à 75 tonnes par jour et entraînant une ou plusieurs des activités suivantes, à l'exclusion des activités relevant de <a href="#">la directive 91/271/CEE</a> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- traitement biologique</li> <li>- prétraitement des déchets destinés à l'incinération ou à la co incinération</li> <li>- traitement du laitier et des cendres</li> <li>- traitement en broyeur de déchets métalliques, notamment déchets d'équipements électriques et électroniques et véhicules hors d'usage ainsi que leurs composants.</li> </ul> <p>Nota : lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour</p>	<p><b>233 tonnes / jour</b> (méthanisation de sous produits et effluents)</p>	A
2781-1-a	<p>Installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production :</p> <p>1. méthanisation de matière végétale brute, effluents d'élevage, matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux d'industries agroalimentaires :</p> <p>a) La quantité de matières traitées étant supérieure ou égale à 100 t/j</p>	<p><b>233 tonnes / jour</b> (dont 207 t/j en 2781-1-a et 26 t/j en 2781-2-b)</p>	A
(2781-2-b)	<p>2. méthanisation d'autres déchets non dangereux</p> <p>b) La quantité de matières traitées étant inférieure ou égale à 100 t/j</p>		

\* A (autorisation), E (Enregistrement), DC ou D (déclaration)

Au sens de l'article R.515-61 du Code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
<p>Valorisation de déchets non dangereux avec une capacité supérieure à 75 tonnes /jour en traitement biologique</p> <p>Lorsque la seule activité de traitement des déchets exercée est la digestion anaérobie, le seuil de capacité pour cette activité est fixé à 100 tonnes par jour.</p>	3532	5.3 b)	DÉCISION D'EXÉCUTION (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018, établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD) économiquement acceptables les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

**Article 1.1.4 -Installations visées par une rubrique de la nomenclature définie à l'article à l'article R.214-1 du Code de l'environnement**

Rubriques IOTA	Désignation	Grandeur caractéristique	Régime
2.1.5.0	<p>Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant :</p> <p>2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D).</p>	2,9 ha	D (régularisation)

**Article 1.1.5 -Implantation de l'établissement**

Les installations sont implantées sur les parcelles A2126, A2127, A2128 et A1990 du plan cadastral de la commune de SÈVREMONT (La Pommeraie sur Sèvre) représentant une superficie totale 29261 m².

**Article 1.1.6 -Description des activités principales**

L'activité principale est une unité de méthanisation mésophile de matières organiques avec valorisation de biométhane par réinjection dans le réseau de distribution de gaz de ville. Pour cela, elle met en œuvre les principaux équipements suivants :



- un pont-bascule,
- un hall réception de 1975 m<sup>2</sup> abritant l'accueil matières entrantes, broyeur, trémie d'incorporation, séparateur de phase, local maintenance) couvert en toiture par des panneaux photovoltaïques,
- une cuve réception de 688 m<sup>3</sup>,
- une cuve mélange de 1080 m<sup>3</sup>,
- une unité d'hygiénisation pour les sous-produits animaux entrants (traitement thermique en cuve fermée à 70 °C, pendant une heure minimum)
- un digesteur de 9500 m<sup>3</sup> dont 703 m<sup>3</sup> de stockage biogaz,
- un post-digesteur de 3000 m<sup>3</sup> dont 1000 m<sup>3</sup> de stockage biogaz,
- un laveur oxydo-basique et un biofiltre de 400 m<sup>3</sup>,
- une torchère,
- une chaudière de 900 kW sur gaz naturel complétée par 2 cuves de propane de 3000 l
- une unité d'épuration du biogaz et compression avant le poste d'injection du biométhane dans le réseau public,
- une cuve stockage de digestat liquide de 5000 m<sup>3</sup>,
- un bassin de gestion des eaux pluviales de 420 m<sup>3</sup>,
- un local bureau de 184 m<sup>2</sup>,
- une poche incendie de 280 m<sup>3</sup>,
- un système d'assainissement non collectif pour le rejet des eaux domestiques,
- dix stockages déportés totalisant un stockage de digestat liquide de 33750 m<sup>3</sup> (cf annexe).

#### **Article 1.1.7 -Capacité de l'installation**

Le site est autorisé à traiter au maximum 85000 t de déchets organiques par an, soit 233 t en moyenne par jour.

La capacité maximale d'injection de biométhane produit est autorisée jusqu'à 1400 Nm<sup>3</sup>/h.

La capacité de stockage de biogaz est estimée à 1703 m<sup>3</sup> (le digesteur et le post-digesteur) soit 1960 kg de biogaz (40 % CO<sub>2</sub>, 60 % CH<sub>4</sub>).

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.

#### **Article 1.1.8 -Mise en œuvre de la directive des émissions industrielles pour le traitement des déchets**

Suite à la transmission de son dossier de réexamen et à son instruction technique, il est pris acte des engagements que l'exploitant a pris dans son dossier de réexamen, qui pourront lui être opposés par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection.

Le dossier de réexamen prévu à l'art R 515-71 du code de l'environnement a été déclaré complet et recevable par le préfet le 30/05/2023.

L'exploitant de l'installation autorisée met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) pour lesquelles il s'est engagé.

Sans préjudice de l'art L 181-14 du code de l'environnement, l'installation met en œuvre des dispositifs de surveillance et respecte les niveaux d'émission et de consommation répondant aux exigences sur les MTD.

## **Article 1.2 - Modifications et cessation d'activité**

### **Article 1.2.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation environnementale**

Les installations et leurs annexes sont implantées, construites, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés au préfet en vue d'obtenir cette autorisation.

### **Article 1.2.2 - Portée à connaissance**

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

### **Article 1.2.3 - Mise à jour de l'étude de dangers**

L'étude de dangers est actualisée à l'occasion de toute modification importante soumise ou non à une procédure d'autorisation. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet.

### **Article 1.2.4 – Changement d'exploitant**

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

### **Article 1.2.5 – Cessation d'activité**

L'usage à prendre en compte lors de l'opération de remise en état est un usage compatible avec les règles d'urbanisme en vigueur au moment de l'arrêt de l'exploitation.

Au moins 3 mois avant la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt. La notification doit être accompagnée d'un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation (ou de l'ouvrage), ainsi qu'un mémoire sur les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site.

Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et des déchets présents sur le site ;
- les interdictions ou les limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

Les déchets présents sur le site sont méthanisés sur site durant la période de trois mois entre la notification au préfet de l'arrêt de l'activité et la cessation définitive. Aucun autre déchet n'est admis durant cette période.

Sans préjudice des mesures des articles R.181-48 du Code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5 et R.515-75 du Code de l'environnement lorsqu'une installation est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et qu'il permette un usage futur du site comparable à celui de la dernière période d'exploitation de l'installation mise à l'arrêt.

L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières.

### **Article 1.3 - Législations et réglementations applicables**

#### **Article 1.3.1 - Textes généraux applicables à l'établissement**

Outre les dispositions du Code de l'environnement et sans préjudice des autres réglementations en vigueur, les prescriptions des textes suivants s'appliquent à l'établissement pour les parties qui les concernent.

#### **Article 1.3.2 - Textes spécifiques applicables à l'établissement**

	Références des textes	Critères d'application
10/11/2009	Arrêté ministériel fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre I <sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement	Méthanisation en autorisation

#### **Article 1.3.3 - Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le Code minier, le Code civil, le Code de l'urbanisme, le Code du travail et le Code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation administrative ne vaut pas permis de construire.

---

## **TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT**

---

#### **Article 2.1 - Justificatifs tenus à la disposition de l'inspection des installations classées**

L'exploitant est en permanence en mesure de justifier du respect des dispositions du présent arrêté. Les justificatifs correspondants sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur sa simple demande.

En particulier, les documents suivants sont disponibles durant toute la vie de l'installation sauf pour les pièces circonstanciées pour lesquelles une période de conservation différente peut être justifiée :



- le dossier de demande d'autorisation initial et les demandes successives de modifications adressés au préfet ;
- les plans de l'établissement tenus à jour, y compris les réseaux ;
- les actes et les décisions administratifs dont bénéficie l'établissement, notamment les arrêtés d'autorisation ainsi que les récépissés de déclaration et leurs prescriptions générales ;
- les enregistrements, compte rendus et résultats de contrôles des opérations de maintenance et d'entretien des installations ;
- les enregistrements, rapports de contrôles, résultats de vérifications et registres liés à la surveillance de l'établissement et de son environnement ainsi que les rapports de contrôles réglementaires réalisés par des organismes agréés. Ces justificatifs peuvent être informatisés si des dispositions sont prises pour les sauvegarder.

## **Article 2.2 - Principes de conception et d'aménagement**

### **➤ Principes généraux**

Au sens du présent arrêté, le terme « installations » regroupe tant les outils de production et les utilités nécessaires à leur fonctionnement que les équipements de traitement des émissions de tout type de l'établissement.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, de solutions techniques propres et fiables, d'optimisation de l'efficacité énergétique, de manière à :

- économiser les ressources naturelles (matières premières, eau, énergie...), notamment par le recyclage et la valorisation ;
- limiter toutes émissions dans l'environnement (eaux, sols, air, déchets, bruits, lumière, vibrations...), y compris les émissions diffuses, par la mise en place de techniques de traitement appropriées et d'équipements correctement dimensionnés ;
- gérer et réduire les quantités et la toxicité des effluents et des déchets ;
- prévenir la dissémination directe ou indirecte de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés par le code de l'environnement.

Tout rejet ou émission non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit. Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents. Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduits que possible.

### **➤ Intégration dans le paysage**

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'établissement dans le paysage.

L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence. Les surfaces où cela est possible sont engazonnées.

Les haies sont conservées et complétées sur le pourtour du site d'exploitation et des sites des stockages déportés concernés par un permis de construire de manière à limiter la perception visuelle des ouvrages présents sur ces sites.

L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets... .

- L'exploitant met en place ou maintient les mesures particulières suivantes :

- les camions transportant du digestat liquide depuis le méthaniseur à destination du stockage déporté n° 21 dénommé « Saint Maurice Etusson » ne devront pas traverser les bourgs de la Fougereuse et d'Etusson (en référence avec la lettre préfectorale du 12 novembre 2024)

- dans le plan d'épandage, deux parcelles sont concernées par un dépassement de la teneur en nickel. Ce sont les parcelles EBL6B et EBL18 du GAEC LES MÉTAIRIES avec une teneur respective de 57,7 mg/kg MS et 62,9 mg/kg MS pour une teneur limite de 50 mg/kg MS. Les teneurs des sols sont naturellement significatives en nickel sur la bordure sédimentaire du massif armoricain sans apport exogène de matières organiques. Le dépassement étant modéré pour le nickel, BIOPOMMERIA s'engage au suivi de ces parcelles, en particulier sur cet élément. Dans ces conditions, ces 2 parcelles sont maintenues dans le plan d'épandage avec une surveillance renforcée de la teneur en nickel dans les sols des deux parcelles concernées.

**Article 2.3 - Conditions d'admission des déchets et matières traités : nature et origine des matières**  
L'installation BIOPOMMERIA est dimensionnée pour traiter 85 000 tonnes de matières entrantes par an.

Les déchets proviennent des départements de Vendée et Deux-Sèvres et des départements limitrophes.

Les déchets organiques admissibles sur le site sont les suivants : (PJ 46 du dossier)

- lisiers (porc, canard, bovin, lapin) ;
- fumiers (volaille, bovin, canard) ;
- déchets d'abattoirs (viscères, sang, croupions, matières stercoraires) ;
- sous-produits d'industries agroalimentaires et autres déchets méthanisables ;
- boues ferriques ;
- eaux souillées par du digestat ;
- cultures intermédiaires à vocation énergétique (CIVE) ;

Cette liste principale peut être complétée par d'autres intrants, mais toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée au préalable à la connaissance du préfet.

#### **Article 2.4 – Prévention de la pollution de l'air**

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée quotidiennement. La teneur maximale de H<sub>2</sub>S du biométhane issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé doit être inférieure à 3,5 ppm à l'entrée du poste d'injection dans le réseau public de distribution de gaz (avec un coefficient de conversion de 1,43).

#### **Article 2.5 - Bilan environnement annuel (déclaration GERP - gestion électronique du registre des émissions polluantes)**

L'exploitant réalise un bilan portant sur l'année précédente de ses émissions polluantes et déchets qu'il déclare suivant le format fixé par le ministre chargé des installations classées.

La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, les déchets et les sols, quel qu'en soit le cheminement.

La déclaration des données d'émission d'une année est effectuée avant le 1<sup>er</sup> avril de l'année suivante.

---

## **TITRE 3 - APPLICATION DES MEILLEURES TECHNIQUES DISPONIBLES**

---

### **Article 3.1 - Engagements de l'exploitant**

Suite à la transmission de son dossier de réexamen et à son instruction technique, il est pris acte des engagements que l'exploitant a pris dans son dossier de réexamen, qui pourront lui être opposés par la suite lors des contrôles réalisés par l'inspection.

Le dossier de réexamen prévu à l'art R 515-71 du code de l'environnement a été déclaré complet et recevable par le préfet le 30/05/2023.

L'exploitant de l'installation autorisée met en œuvre les meilleures techniques disponibles (MTD) pour lesquelles il s'est engagé.

Sans préjudice de l'art L 181-14 du code de l'environnement, l'installation met en œuvre des dispositifs de surveillance et respecte les niveaux d'émission et de consommation répondant aux exigences sur les MTD.

---

## **TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES**

---

### **Article 4.1 - Prélèvements et consommation d'eau**

#### **Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau**

L'alimentation en eau du site se fera via le réseau public d'alimentation en eau potable.

#### **Article 4.1.2 - Protection de la ressource**

Les arrivées d'eau sont munies d'un dispositif totalisateur dont les mesures des quantités prélevées sont enregistrées à un rythme a minima hebdomadaire.

### **Article 4.2 - Rejet des eaux**

#### **Article 4.2.1 - Gestion des eaux usées - Identification des effluents aqueux de l'installation**

Les eaux usées et les eaux de lavage du site sont collectées avant d'être recyclé dans le process.

Les eaux usées domestiques sont collectées et dirigées vers un système d'assainissement autonome.

#### **Article 4.2.2 - Gestion des eaux pluviales**

Elles comprennent les eaux de toitures et de voiries. Elles rejoignent un bassin de rétention après passage par un séparateur d'hydrocarbures et rejetées en milieu naturel.

## TITRE 5 - DÉCHETS

### Article 5.1 - Gestion des digestats de méthanisation

#### Article 5.1.1 - Séparation de phase

L'installation produit annuellement 73950 tonnes de digestats bruts.

Le digestat issu de la méthanisation subit une séparation de la phase solide et de la phase liquide et donne 70250 t de digestat liquide et 3700 t de digestat solide.

#### Article 5.1.2 - Stockage et transport des digestats

Les digestats liquides sont stockés sur site pour être transférés vers les stockages désignés en annexe avant épandage en tonne à lisier ou combiné duaferti.

Les flux prévisionnels de digestats sont les suivants :

Matières	Tonnage t /an	Azote total t/an	Azote par unité de matière brute	Phosphore t/an	Azote par unité de matière brute
Digestat liquide	70250	330	4,7 kg/m <sup>3</sup>	42,2	0,6 kg/m <sup>3</sup>
Digestat solide	3700	14	3,8 kg/t	18,8	5,1 kg/t
Total	73950	344		61,0	

En sortie de séparation de phase, le digestat solide est stocké dans 2 caissons de 30 m<sup>3</sup> vidés en continu en station de compostage. Par conséquent, il n'y pas de nécessité d'évaluer le volume du besoin de son stockage, à part le volume tampon en bâtiment sur site en sortie de séparateur de phase.

Le digestat liquide est stocké sur site (cuve de 5000 m<sup>3</sup>); puis part vers du stockage déporté sur 10 sites extérieurs (cf liste en annexe).

Au total, la capacité de stockage déporté du digestat liquide est d'environ 7,1 mois.

### Article 5.2 - Épandage des digestats

#### Article 5.2.1 - Règles générales

L'exploitant est autorisé à pratiquer l'épandage du digestat liquide et solide sur les parcelles mises à disposition, dont le relevé figure dans le dossier de demande d'autorisation, sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté et dans les conditions définies dans l'étude préalable à l'épandage.

L'épandage de digestats, sur ou dans les sols agricoles doit respecter les règles définies par l'arrêté ministériel du 02 février 1998 et par les arrêtés ministériels, régionaux et préfectoraux relatifs au programme d'action nitrates en vigueur.

Seuls les digestats ayant un intérêt pour les sols ou pour la nutrition des cultures peuvent être épandus.

L'épandage des digestats est réalisé avec une convention entre les parties suivantes en vue de fixer les obligations de chacun :

- Producteur de déchets SAS BIOPOMMERIA et prestataire réalisant l'opération d'épandage ;
  - Producteur de déchets SAS BIOPOMMERIA et agriculteurs exploitant les terrains.
- Ces contrats définissent les engagements de chacun, ainsi que leur durée.

Concernant les digestats liquides, l'épandage des parcelles de cultures à partir des fosses et des lagunes de stockage est réalisé par 2 moyens :

- l'épandage réalisé par un système de citernes et caissons en bout de champ et épandage avec un combiné duaferri (sans tonne) équipé d'une rampe pendillard permettant de répartir uniformément la dose.
- le pompage du digestat avec des tonnes à lisier directement dans les stockages. Les tonnes à lisier épandent ensuite le digestat avec une rampe pendillard permettant de répartir uniformément la dose.

#### **Article 5.2.2 - Origine des déchets à épandre**

Les déchets à épandre sont constitués exclusivement de digestat liquide ou solide.

Aucun autre déchet ou effluent ne pourra être incorporé à ceux-ci en vue d'être épandu.

Les quantités épandues sont de 344 t/an d'azote et 61 t/an de phosphore. Les quantités épandues respectent les seuils des réglementations en vigueur dont le principe de l'équilibre de la fertilisation.

---

## **TITRE 6 - PRÉVENTIONS DES RISQUES TECHNOLOGIQUES**

---

### **Article 6.1 - Moyens d'intervention et organisation des secours**

#### **Article 6.1.1 - Disponibilité et entretien des moyens d'intervention**

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés.

La distance entre les stocks de produits combustibles et les équipements de production ou de stockage de biogaz ne peut être inférieure à 10 m.

#### **Article 6.1.2 - Moyens d'intervention et ressources en eau**

L'établissement dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- des extincteurs portatifs de différentes capacités contenant des agents d'extincteurs appropriés au risque à défendre ;
- des robinets d'incendie armés ;



- une réserve d'eau d'un volume minimum de 280 m<sup>3</sup> (répertoriée par le SDIS sous le n° 180-0044) sous la forme d'un point d'eau artificiel (PEA) situé sur le site de l'unité de méthanisation.

---

## TITRE 7 - INFORMATION SUR LE FONCTIONNEMENT

---

### Article 7.1 - Information de l'inspection des installations classées sur le fonctionnement de l'installation

#### a) Information en cas d'accident.

L'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

#### b) Consignation des résultats de surveillance.

Toutes les analyses exigées par la réglementation sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

#### c) Rapport annuel d'activité.

Une fois par an, l'exploitant adresse au préfet un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue par la réglementation, ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.

Ce rapport est transmis au préfet au plus tard le 1er avril de l'année suivante.

---

## TITRE 8 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES

---

### Article 8.1 - Durée de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de trois années consécutives

### Article 8.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où lesdits actes leur ont été notifiés ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois.

En application des dispositions du II de l'article R 311-6 du code de justice administrative, l'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique ne proroge pas les délais de recours contentieux mentionnés ci-dessus.

- Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

### Article 8.3 - Publicité-information des tiers

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement :

- 1/ une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de Sèvremont et peut y être consultée.
- 2/ Un extrait de cet arrêté y est affiché pendant une durée minimum d'un mois ; le procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé au Préfet.
- 3/ l'arrêté est publié sur le site internet de la Préfecture de la Vendée et des Deux-Sèvres pendant une durée minimale d'un mois.
- 4/ l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté en application de l'article R.181-44 du Code de l'environnement.

### Article 8.4 - Frais

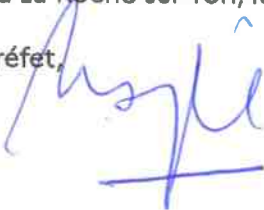
Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

### Article 8.5 - Exécution

La Secrétaire générale de la Préfecture de la Vendée, le secrétaire général de la préfecture des Deux-Sèvres, le directeur départemental de la protection des populations de la Vendée, le directeur départemental de la direction départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations des Deux-Sèvres, sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à La Roche-sur-Yon, le 31 JUL. 2025

Le Préfet,



Fait à Niort, le 31 JUL. 2025

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture



Patrick VAUTIER

### ARRÊTÉ n°2025-DCPATE-442

autorisant la société SAS BIOPOMMERIA à exploiter une unité de méthanisation sur le territoire de la commune de SÈVREMONT en zone industrielle du champ de la croix de la Pommeraie sur Sèvre

**ANNEXES à l'arrêté N° 2025-DCPATE-442**

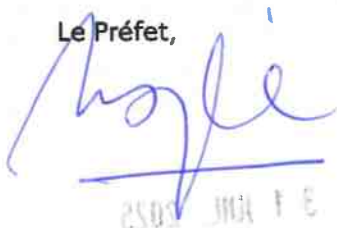
**Autorisant au titre des installations classées pour la protection de l'environnement  
l'unité de méthanisation exploitée par la SAS BIOPOMMERIA  
en zone industrielle du champ de la croix de la Pommeraie sur Sèvre  
sur la commune de SÈVREMONT**

- Arrêté ministériel du 10 novembre 2009 modifié le 14 juin 2021 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre I<sup>er</sup> du livre V du Code de l'environnement ;
- Liste des stockages de digestat liquide de l'unité de méthanisation de la SAS BIOPOMMERIA ;
- Liste des parcelles du plan d'épandage de la SAS BIOPOMMERIA.

Vu pour être annexé à mon arrêté du :

La Roche-sur-Yon, le **31 JUL. 2025**

Le Préfet,



2505 JUL 1 E

Niort, le **31 JUL. 2025**

Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général de la préfecture



2505 JUL 1 E  
Patrick VAUTIER



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Légifrance**

Le service public de la diffusion du droit

## **Arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement**

❶ Dernière mise à jour des données de ce texte : 21 juin 2025

NOR : DEVP0920874A

JORF n°0274 du 26 novembre 2009

**Version en vigueur au 16 juillet 2025**

Le ministre d'Etat, ministre de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer, en charge des technologies vertes et des négociations sur le climat,

Vu le règlement (CE) n° 1774/2002 modifié du Parlement européen et du Conseil du 3 octobre 2002 établissant les règles sanitaires relatives à l'élimination et à la transformation des sous-produits animaux ;

Vu le code de l'environnement, et notamment le titre II du livre Ier et les titres Ier et IV du livre V ;

Vu l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement, notamment les rubriques 2781, 2170, 2730 et 2731 ;

Vu les articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural ;

Vu le décret n° 96-1010 du 19 novembre 1996 relatif aux appareils destinés à être utilisés en atmosphère explosive ;

Vu l'arrêté du 8 janvier 1998 modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux épandages de boues sur les sols agricoles, pris en application des articles R. 211-25 à R. 211-43 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté du 4 septembre 2000 relatif à l'agrément des laboratoires pour certains types de prélèvements à l'émission des substances dans l'atmosphère ;

Vu l'arrêté du 28 juillet 2003 sur les conditions d'installation des matériels électriques dans les emplacements où des atmosphères explosives peuvent se créer ;

Vu l'arrêté du 29 juin 2004 relatif au bilan de fonctionnement prévu par le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1997 modifié ;

Vu l'arrêté du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages soumis à autorisation ;

Vu l'avis des ministres et organisations professionnelles intéressés ;

Vu l'avis du Conseil supérieur des installations classées en date du 26 mai 2009 ;

Vu l'avis de la commission consultative d'évaluation des normes du 30 juillet 2009,

Arrête :

### **TITRE IER : DEFINITIONS ET CHAMP D'APPLICATION (Articles 1 à 2)**

#### **Article 1**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 1**

#### **Champ d'application.**

Le présent arrêté s'applique aux installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production, soumises à autorisation au titre de la rubrique 2781.

Le présent arrêté s'applique également aux extensions ou modifications d'installations soumises aux dispositions du I



de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Les dispositions applicables aux installations existantes régulièrement autorisées avant le 1er juillet 2021 sont celles prévues à l'article 53.

Le présent arrêté ne concerne pas :

- les installations intégrées à des installations autorisées ou déclarées au titre de la loi sur l'eau sous la rubrique 2.1.1.0 définie à l'article R. 214-1 du code de l'environnement ;
- les installations de stockage de déchets non dangereux ;
- les installations expérimentales de recherche, de développement et d'essais visant à améliorer les processus de méthanisation, lorsque la quantité de déchets, matières organiques ou effluents admis en un an n'excède pas 200 tonnes.

Le présent arrêté vise à encadrer les incidences environnementales des installations susvisées. Ses dispositions s'appliquent sans préjudice des autres réglementations applicables, et notamment du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002.

## Article 2

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 2

### Définitions.

Pour l'application du présent arrêté, les définitions suivantes sont retenues :

**Méthanisation** : processus contrôlé de transformation biologique anaérobie de matières organiques qui conduit à la production de biogaz et de digestat.

**Installation de méthanisation** : unité technique destinée spécifiquement au traitement de matières organiques par méthanisation, à l'exclusion des équipements associés au sein des installations d'élevage aux couvertures de fosse récupératrices de biogaz issu de l'entreposage temporaire d'effluents d'élevage. Elle peut être constituée de plusieurs lignes de méthanisation avec leurs équipements de réception, d'entreposage et de traitement préalable des matières, leurs systèmes d'alimentation en matières et de traitement ou d'entreposage des digestats et déchets et des eaux usées, et éventuellement leurs équipements d'épuration du biogaz.

**Ligne de méthanisation** : comprend un ou plusieurs réacteurs, ou digesteurs, disposés en série ;

**Méthanisation par voie solide ou pâteuse** : méthanisation permettant le traitement de substrat avec des teneurs importantes en matière sèche, par réincorporation de matière déjà digérée ou par aspersion de percolat récupéré, stocké en cuve et maintenu à température.

**Matières** : on entend par matières les déchets et les matières organiques ou effluents traités dans l'installation.

**Biogaz** : gaz issu de la fermentation anaérobie de matières organiques, composé pour l'essentiel de méthane et de dioxyde de carbone, et contenant notamment des traces d'hydrogène sulfuré.

**Digestat** : résidu brut liquide, pâteux ou solide issu de la méthanisation de matières organiques.

**Effluents d'élevage** : déjections liquides ou solides, fumiers, eaux de pluie ruisselant sur les aires découvertes accessibles aux animaux, jus d'ensilage et eaux usées issues de l'activité d'élevage et de ses annexes.



**Matières stercoraires :** contenu de l'appareil digestif d'un animal récupéré après son abattage.

**Matière végétale brute :** matière végétale ne présentant aucune trace de produit ou de matière non végétale ajouté postérieurement à sa récolte ou à sa collecte ; sont notamment considérés comme matières végétales brutes, au sens du présent arrêté, des végétaux ayant subi des traitements physiques ou thermiques.

**Retour au sol :** usage d'amendement ou de fertilisation des sols ; regroupe la destination des matières mises sur le marché et celle des déchets épandus sur terrain agricole dans le cadre d'un plan d'épandage.

**Stockage enterré :** réservoir se trouvant entièrement ou partiellement en dessous du niveau du sol environnant, qu'il soit directement dans le sol ou en fosse ;

**Torchère ouverte :** torchère pour biogaz dont la flamme est visible de l'extérieur ;

**Torchère fermée :** torchère pour biogaz comprenant une chambre de combustion fermée rendant la flamme invisible de l'extérieur ;

**Azote global :** somme de l'azote organique, de l'azote ammoniacal et de l'azote oxydé ;

**Permis d'intervention :** permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques sans emploi d'une flamme ou d'une source chaude ;

**Permis de feu :** permis permettant la réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques par emploi d'une flamme ou d'une source chaude ;

**Concentration d'odeur (ou niveau d'odeur) :** niveau de dilution qu'il faut appliquer à un effluent pour qu'il ne soit plus ressenti comme odorant par 50 % des personnes constituant un échantillon de population. Elle s'exprime en unité d'odeur européenne par  $m^3$  (uoE/  $m^3$ ) ;

**Débit d'odeur :** produit du débit d'air rejeté exprimé en  $m^3/h$  par la concentration d'odeur. Il s'exprime en unité d'odeur européenne par heure (uoE/ h).

## **TITRE II : INSTALLATIONS NOUVELLES (Articles 3 à 52-8)**

### **CHAPITRE IER : CONCEPTION ET AMENAGEMENT GENERAL DES INSTALLATIONS (Articles 3 à 12)**

#### **Article 3**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 3**

#### **Implantation.**

L'installation est implantée et réalisée conformément aux plans joints à la demande d'autorisation. Le plan détaillé précisant les emplacements des différents équipements et les dispositifs associés ainsi que les adaptations réalisées est mis à jour chaque fois que nécessaire.

Le choix du site d'implantation est fait de telle manière qu'il ne porte pas atteinte à l'environnement, au paysage ou à la santé, notamment en ce qui concerne la proximité d'habitations ou de zones fréquentées par des tiers.

#### **Article 4**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 4**

#### **Distances d'implantation.**

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'installation n'est pas située dans le périmètre de protection rapproché d'un captage d'eau destinée à la consommation humaine. Elle est distante d'au moins 35 mètres des puits et forages de captage d'eau extérieurs au site, des sources, des aqueducs en écoulement libre, de toute installation souterraine ou semi-enterrée utilisée pour le stockage des eaux destinées à l'alimentation en eau potable, à des industries agroalimentaires ou à l'arrosage des cultures maraîchères ou hydroponiques ; la distance minimale aux rives et berges des cours d'eau, égale à 35 mètres dans le cas général, peut toutefois être réduite en cas de transport par voie d'eau.

La distance entre l'installation (à l'exception des équipements ou des zones destinées exclusivement au stockage de matière végétale brute) et les habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, ne peut pas être inférieure à 200 mètres, à l'exception des logements occupés par des personnels de l'installation et des logements dont l'exploitant ou le fournisseur de substrats de méthanisation ou l'utilisateur de la chaleur produite a la jouissance.

Sans préjudice des dispositions de l'article 52-2, l'arrêté préfectoral mentionne la distance minimale d'implantation de l'installation ou de ses différents composants par rapport aux habitations occupées par des tiers, y compris les lieux d'accueil visés au II de l'article 1er de la loi n° 2000-614 du 5 juillet 2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage, stades ou terrains de camping agréés ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public, à l'exception de ceux en lien avec la collecte ou le traitement des déchets ou des eaux usées.

La détermination de ces distances s'appuie notamment sur l'étude de dangers et l'étude d'impact.

La distance entre les installations de combustion ou un local abritant ces équipements (unités de cogénération, chaudières) et installations d'épuration de biogaz ou un local abritant ces équipements ne peut être inférieure à 10 mètres.

La distance entre les torchères ouvertes et les équipements de méthanisation (digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 15 mètres. La distance entre les torchères fermées et les équipements de méthanisation (prétraitement, digesteur, post digesteur, gazomètre) ne peut être inférieure à 10 mètres. La distance entre les torchères et les unités connexes (local séchage, local électrique, local technique) ne peut être inférieure à 10 mètres.

La distance entre les aires de stockage de liquides inflammables ou des matériaux combustibles (dont les intrants et les arbres feuillus à proximité) et les sources d'inflammation (par exemple : armoire électrique, torchère) ne peut être inférieure à 10 mètres sauf dispositions spécifiques coupe-feu dont l'exploitant justifie qu'elles apportent un niveau de protection équivalent.

## Article 5

Contrôle de l'accès à l'installation.

L'installation est ceinte d'une clôture d'une hauteur minimale de 2 mètres de manière à interdire toute entrée non autorisée à l'intérieur du site. Toutefois, pour les installations implantées sur le même site qu'une autre installation classée dont le site est déjà clôturé, l'exploitant peut justifier dans l'étude d'impact qu'une simple signalétique peut être suffisante. Un accès principal est aménagé pour les conditions normales de fonctionnement du site, tout autre accès devant être réservé à un usage secondaire ou exceptionnel. Les issues sont fermées en dehors des heures de réception des matières à traiter. Ces heures de réception sont indiquées à l'entrée de l'installation.

## Article 6

Conception de l'installation.

L'installation est conçue dans l'objectif d'une optimisation de la méthanisation, de la qualité du biogaz et de la maîtrise des émissions dans l'environnement.

L'étude d'impact évalue les principaux modes de valorisation du biogaz, du digestat, les potentialités de l'installation, et justifie le choix finalement retenu.

## Article 7

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 5

## Capacité de l'installation.

L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les conditions de fonctionnement, la capacité journalière, en tonnes brutes de matière traitée (t/j) ainsi qu'en volume de biogaz produit (Nm<sup>3</sup>/j) tant pour l'installation que pour chaque ligne qui la compose, ainsi que la nature des matières autorisées à y être traitées. Il précise également les capacités d'entreposage des matières en entrée et en sortie de traitement, ainsi que la capacité de stockage de biogaz et/ ou de biométhane en volume et en durée de production.

La capacité journalière de l'installation est la somme de la capacité de traitement de matières de chaque ligne qui la compose mentionnée dans le dossier d'autorisation.

## Article 8

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 6**

### Prévention des risques d'incendie et d'explosion.

L'installation est conçue et aménagée de façon à réduire autant que faire se peut les risques d'incendie et d'explosion et à limiter toute éventuelle propagation d'un sinistre. Elle est pourvue de moyens de secours contre l'incendie appropriés à la nature et aux quantités de matières et de déchets entreposés. L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les prescriptions en la matière et fixe les distances d'éloignement minimales entre les stocks de produits combustibles et les équipements de production ou de stockage de biogaz.

Pour les stockages d'intrants solides, de digestat solide et séché de longue durée, des dispositifs de sécurité, notamment à l'aide de sondes de température régulièrement réparties et à différents niveaux de profondeur du stockage, sont mis en place afin de prévenir les phénomènes d'auto-échauffement (feux couvant et émission de monoxyde de carbone).

A l'exception des unités de séchage basse température (moins de 85° C), les unités de séchage de digestat sont équipées d'un système de détection de monoxyde de carbone (avec alarme sonore et visuelle) et d'extinction d'incendie.

Chaque local technique est équipé d'un détecteur de fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps (et dont la teneur et la fréquence ne peuvent être inférieures aux prescriptions du fabricant).

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de sécurité incendie. Il rédige ou fait établir des consignes de maintenance (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...) et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

Le stockage de liquide inflammable, de combustible et de réactifs (carton, palette, huile thermique, réactifs potentiellement exothermiques comme le chlorure de fer ...) est interdit dans les locaux abritant les unités de combustion du biogaz

Des consignes relatives à la prévention des risques sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Elles font l'objet d'une communication au personnel permanent ainsi qu'aux intérimaires et personnels entreprises extérieures appelés à intervenir sur les installations. Ces consignes indiquent notamment :

-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf délivrance préalable d'un permis de feu ;

-l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;

-l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

-l'obligation d'un permis d'intervention pour les parties concernées de l'installation ;

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ainsi que les conditions de destruction ou de relargage du biogaz ;

-les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, et notamment du biogaz ;

-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 39 ;

-les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;

-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, du personnel d'astreinte visé à l'article 50 bis, des services d'incendie et de secours, etc. ;

-la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;

-les instructions de maintenance et de nettoyage ;

-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place et en faisant apparaître la date de dernière modification de chacune.

#### **Article 8 bis**

**Création Arrêté du 14 juin 2021 - art. 6**

**Accessibilité en cas de sinistre.**

##### **I.-Accessibilité.**

L'installation dispose en permanence d'au moins un accès pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par " accès à l'installation " une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.



## II.-Accessibilité des engins à proximité de l'installation.

Au moins une voie " engins " est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie " engins " respecte les caractéristiques suivantes :

-la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;

-dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de  $S = 15/ R$  mètres est ajoutée ;

-la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;

-chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie.

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie " engins " permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 10 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

## III.-Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site.

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie " engins " de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

-largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie " engins " ;

-longueur minimale de 10 mètres, et présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie " engins ".

## IV.-Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins.

A partir de chaque voie " engins " est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.

## Article 9

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 7**

## Stockage du digestat.

Les ouvrages de stockage du digestat sont dimensionnés et exploités de manière à éviter tout déversement dans le milieu naturel. Ils ont une capacité suffisante pour permettre le stockage de l'ensemble du digestat (fraction solide et fraction liquide) produit pendant une période correspondant à la plus longue période pendant laquelle son évacuation ou son traitement n'est pas possible, sauf si l'exploitant ou un prestataire dispose de capacités de stockage sur un autre site et est en mesure d'en justifier la disponibilité.



Les stockages de digestats solides et liquides sont couverts. Cette disposition ne s'applique pas pour le digestat solide stocké en bout de champs moins de 24 heures avant épandage, ni aux lagunes de stockage de digestat liquide ayant subi un traitement de plus de 80 jours.

Les installations de stockage non couvertes doivent faire l'objet de mesures organisationnelles prenant en compte les situations météorologiques décennales (et notamment le niveau de réduction nécessaire des quantités de digestats produites avant les événements pluvieux importants) permettant d'éviter les débordements. Ces mesures sont annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

## Article 10

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 8**

### Destruction du biogaz.

L'installation dispose d'un équipement de destruction du biogaz produit en cas d'indisponibilité temporaire des équipements de valorisation du biogaz. Cet équipement est présent en permanence sur le site et est muni d'un arrête-flammes. Les équipements disposant d'un arrête-flammes conçu selon les normes NF EN ISO 16852 (de janvier 2017) ou NF ISO 22580 (de décembre 2020) sont présumés satisfaire aux exigences du présent article.

Dans le cas de l'utilisation d'une torchère, l'étude d'impact devra en préciser les règles d'implantation et de fonctionnement. Notamment, les torchères installées doivent être mises en route avant le remplissage total des unités de stockages de biogaz. Dans le cas d'une torchère asservie, l'exploitant tient à disposition de l'inspection les pressions de service de la torchère et d'ouverture des soupapes.

Pour les installations existantes au 1er juillet 2021, dans le cas où cet équipement n'est pas présent en permanence sur le site, l'installation dispose d'une capacité permettant le stockage du biogaz produit jusqu'à la mise en service de cet équipement. L'exploitant définit dans un plan de gestion, au plus tard le 1er janvier 2022, les mesures de gestion associées à ces situations d'indisponibilités et garantissant la limitation de la production et un stockage du biogaz compatible avec le délai maximal de disponibilité de ses moyens de destruction ou de valorisation de secours. Ce délai ne peut être supérieur à 6 heures.

Pour l'ensemble des installations, des mesures de gestion, actualisées chaque année en fonction des quantités traitées et des équipements installés, sont définies et annexées au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, pour faire face à un éventuel pic de production. Ces mesures prévoient le stockage temporaire d'une quantité de biogaz déterminée en fonction de la documentation fournie par les constructeurs des installations. Cette quantité ne peut être inférieure à 6 heures de production nominale, ou 3 heures pour les installations disposant d'une torchère installée à demeure, dans la limite de 5 tonnes.

Lorsque le torchage s'avère nécessaire en cas de dépassement de la capacité établie au précédent alinéa, la durée de torchage est recensée et versée au programme de maintenance préventive. Si dans le cours d'une année, et à l'exception des opérations de maintenance et des situations accidentelles liées à l'indisponibilité du réseau de valorisation en sortie d'installation, il est recensé plus de trois événements de dépassement de capacité de stockage ayant impliqué l'activation durant plus de 6 heures d'une torchère ou à défaut d'une soupape de décompression, l'exploitant communique à l'inspection des installations classées un bilan de ces événements, une analyse de leurs causes et des propositions de mesures correctives de nature à respecter les dispositions du précédent alinéa.

## Article 11

### Conditions générales d'aménagement des installations.

Sans préjudice des dispositions de l'article 42, les articles 4, 5, 6, 7, 9, 10, 11 et 13 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé s'appliquent.

## Article 12

### Comptage du biogaz.

L'installation est équipée d'un dispositif de mesure de la quantité de biogaz produit et de la quantité de biogaz valorisé ou détruit. Ce dispositif est vérifié a minima une fois par an par un organisme compétent. Les quantités de biogaz mesurées et les résultats des vérifications sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE II : CONDITIONS D'ADMISSION DES DECHETS ET MATIERES TRAITES (Articles 13 à 21)

### Article 13

Nature et origine des matières.

L'arrêté préfectoral précise l'origine géographique et la nature des matières admises dans l'installation.

Toute admission envisagée par l'exploitant de matières d'une nature ou d'une origine différentes de celles mentionnées dans l'arrêté d'autorisation est portée à la connaissance du préfet.

### Article 14

Caractérisation préalable des matières.

L'exploitant élabore un ou des cahiers des charges pour définir la qualité des matières admissibles dans l'installation. Ces éléments précisent explicitement les critères qu'elles doivent satisfaire et dont la vérification est requise.

Avant la première admission d'une matière dans son installation et en vue d'en vérifier l'admissibilité, l'exploitant demande au producteur, à la collectivité en charge de la collecte ou au détenteur une information préalable. Cette information préalable est renouvelée tous les ans et conservée au moins trois ans par l'exploitant.

L'information préalable contient a minima les éléments suivants pour la caractérisation des matières entrantes :

- source et origine de la matière ;
- données concernant sa composition, et notamment sa teneur en matière sèche et en matières organiques ;
- dans le cas de sous-produits animaux au sens du règlement (CE) n° 1774-2002, indication de la catégorie correspondante et d'un éventuel traitement préalable d'hygiénisation ; l'établissement devra alors disposer de l'agrément sanitaire prévu par le règlement (CE) n° 1774-2002, et les dispositifs de traitement de ces sous-produits seront présentés au dossier ;
- son apparence (odeur, couleur, apparence physique) ;
- les conditions de son transport ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, les précautions supplémentaires à prendre, notamment celles nécessaires à la prévention de la formation d'hydrogène sulfuré consécutivement au mélange de matières avec des matières déjà présentes sur le site.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées le recueil des informations préalables qui lui ont été adressées et précise, le cas échéant, les motifs pour lesquels il a refusé l'admission d'une matière.

### Article 15

Matières de caractéristiques constantes dans le temps et boues d'épuration.

A l'exception des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires et des déchets végétaux d'industries agroalimentaires, l'information préalable mentionnée à l'article 14 est complétée, pour les matières entrantes dont les lots successifs présentent des caractéristiques peu variables, par la description du procédé conduisant à leur production et par leur caractérisation au regard des substances mentionnées à l'annexe 7a de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

Dans le cas de traitement de boues d'épuration domestiques ou industrielles, celles-ci doivent être conformes à l'arrêté du 8 janvier 1998 ou à celui du 2 février 1998 modifié, et l'information préalable précise également :

- la description du procédé conduisant à leur production ;
- pour les boues urbaines, le recensement des effluents non domestiques traités par le procédé décrit ;
- une liste des contaminants susceptibles d'être présents en quantité significative au regard des installations raccordées au réseau de collecte dont les eaux sont traitées par la station d'épuration ;
- une caractérisation de ces boues au regard des substances pour lesquelles des valeurs limites sont fixées par l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé, réalisée selon la fréquence indiquée dans cet arrêté sur une période de temps d'une année.

Tout lot de boues présentant une non-conformité aux valeurs limites fixées à l'annexe 1 de l'arrêté du 8 janvier 1998 susvisé est refusé par l'exploitant.

Les informations relatives aux boues sont conservées pendant dix ans par l'exploitant et mises à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 16

Enregistrement lors de l'admission.

Toute admission de déchets ou de matières donne lieu à un enregistrement de :

1. Leur désignation et le code des déchets indiqué à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
2. La date de réception ;
3. Le tonnage ou, en cas de livraison par canalisation, le volume, évalué selon une méthode décrite et justifiée par l'exploitant ;
4. Le nom et l'adresse de l'expéditeur initial ;
5. Le cas échéant, le nom et l'adresse des installations dans lesquelles les déchets ou matières ont été préalablement entreposés, reconditionnés, transformés ou traités et leur numéro SIRET ;
6. Le nom, l'adresse du transporteur du déchet et, le cas échéant, son numéro SIREN et son numéro de récépissé délivré en application de l'article R. 541-50 du code de l'environnement ;
7. La désignation du traitement déjà appliqué au déchet ou à la matière ;
8. La date prévisionnelle de traitement des déchets ou matières ;
9. Le cas échéant, la date et le motif de refus de prise en charge, complétés de la mention de destination prévue des déchets et matières refusés.

Les registres d'admission des déchets sont conservés par l'exploitant pendant une durée minimale de dix ans en cas de retour au sol du digestat, et trois ans dans les autres cas. Ces registres sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le préfet peut ne pas exiger les informations prévues aux points 6, 7 et 8 ci-dessus pour les matières végétales et effluents d'élevage issus de l'exploitation qui alimente une installation relevant de la rubrique 2781-1.

## Article 17

Déchets interdits dans l'installation.

L'admission des déchets suivants est interdite :

- déchets dangereux au sens de l'article R. 541-8 du code de l'environnement susvisé ;
- sous-produits animaux de catégorie 1 tels que définis à l'article 4 du règlement (CE) n° 1774/2002 ;
- déchets contenant un ou plusieurs radionucléides dont l'activité ou la concentration ne peut être négligée du point de vue de la radioprotection.

## Article 18

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 9**

Réception des matières.

L'installation est équipée d'un dispositif de pesée des matières entrantes. A défaut, l'exploitant est en mesure de justifier de la masse (ou du volume, pour les matières liquides) des matières reçues lors de chaque réception, sur la base :

- des informations et estimations communiquées par le producteur de ces matières ;
- ou d'une évaluation effectuée selon une méthode spécifiée, décrite et justifiée par l'exploitant.

Toute admission de matières autres que des effluents d'élevage, des végétaux, des matières stercoraires ou des déchets d'industries agro-alimentaires fait l'objet d'un contrôle de non-radioactivité. Ce contrôle peut être effectué sur le lieu de production des déchets ; l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents justificatifs de la réalisation de ces contrôles et de leurs résultats.

Lorsque le stockage des matières se fait à l'air libre, le dimensionnement intègre les effluents, matières semi-liquides à traiter et au besoin les eaux de lavage des surfaces de réception et de manutention des déchets. Ces ouvrages sont implantés de manière à limiter leur impact sur les tiers.

Tout stockage à l'air libre de matières entrantes, à l'exception des matières végétales brutes et des stockages de



fumiers de moins d'un mois et dont les jus sont collectés et traités par méthanisation, est protégé des eaux pluviales et, pour les matières liquides, doté de limiteurs de remplissage.

L'arrêté préfectoral d'autorisation précise, le cas échéant, les modalités d'acceptation et d'admission pour des déchets ou matières présentant des propriétés particulières, notamment les matières liquides.

## Article 19

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 10

### Limitation des nuisances.

1. L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière que les émissions de toutes natures soient aussi réduites que possible, et cela tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz.

#### A cet effet :

Si le délai de traitement des matières, autres que des végétaux ensilés, susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés pour confiner et traiter les émissions. Ces moyens sont décrits dans le dossier de demande d'autorisation et prescrits, voire complétés, par l'arrêté préfectoral.

Lors de l'admission de telles matières, leur déchargement se fait au moyen d'un dispositif qui isole celles-ci de l'extérieur ou par tout autre moyen équivalent.

Les dispositifs d'entreposage des digestats liquides sont équipés des moyens nécessaires au captage et au traitement des émissions résiduelles de biogaz et composés odorants. A défaut, l'étude d'impact justifie l'acceptabilité et l'efficacité des mesures alternatives prises par l'exploitant.

2. Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche, conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé d'effluents liquides.

3. La zone de déchargement est équipée des moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site de l'installation.

4. Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes pour prévenir les envois de poussières et les dépôts de matières diverses :

- Les voies de circulation et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ;

- Les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas d'envol de poussière ou de dépôt de boue sur les voies de circulation publique ;

- Dans la mesure du possible, les surfaces sont engazonnées et des écrans de végétation sont mis en place.

5. Les unités de séchage de digestat sont nettoyées conformément aux préconisations du constructeur et à minima tous les trois mois afin de retirer tout dépôt.

## Article 20

Non-mélange des digestats.

Dans les installations où plusieurs lignes de méthanisation sont exploitées, les digestats destinés à un retour au sol produits par une ligne ne sont pas mélangés avec ceux produits par d'autres lignes si leur mélange constituerait un moyen de dilution des polluants. Les documents de traçabilité permettent alors une gestion différenciée des digestats par ligne de méthanisation.

## Article 21

Boues d'épuration urbaines.

En cas de méthanisation de boues issues du traitement des eaux usées domestiques, le mélange de boues de différentes origines et le mélange de boues avec d'autres déchets sont soumis à l'autorisation préalable du préfet, qui peut autoriser ce mélange dès lors que l'opération tend à améliorer les caractéristiques agronomiques ou techniques de ces matières.

## CHAPITRE III : CONDITIONS D'EXPLOITATION (Articles 22 à 30)

### Article 22

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 11

Formation.

Avant le premier démarrage des installations, l'exploitant et son personnel, y compris le personnel intérimaire, sont formés à la prévention des nuisances et des risques générés par le fonctionnement et la maintenance de l'installation, à la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et à la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Les formations appropriées pour satisfaire ces dispositions sont dispensées par des organismes reconnus ou des personnels compétents sélectionnés par l'exploitant. Le contenu des formations est décrit et leur adéquation aux besoins et aux équipements installés est justifiée. La formation initiale mentionnée à l'alinéa précédent est délivrée à toute personne nouvellement embauchée. Elle est renouvelée selon une périodicité spécifiée par l'exploitant et validée par les organismes ou personnels compétents ayant effectué la formation initiale. Le contenu de cette formation peut s'appuyer sur des guides faisant référence.

A l'issue de chaque formation, les organismes ou personnels compétents établissent une attestation de formation précisant les coordonnées du formateur, la date de réalisation de la formation, le thème, le contenu de la formation et sa durée en heures. Cette attestation est délivrée à chaque personne ayant suivi les formations.

Avant toute intervention, les prestataires extérieurs sont sensibilisés aux risques générés par leur intervention. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les documents attestant du respect des dispositions du présent article.

### Article 23

Risques de fuite de biogaz.

Les locaux et dispositifs confinés font l'objet d'une ventilation efficace et d'un contrôle de la qualité de l'air portant a minima sur la détection de CH<sub>4</sub> et de H<sub>2</sub>S avant toute intervention. Les conditions d'intervention et les mesures prises pour minimiser la gêne vis-à-vis des populations avoisinantes sont décrites dans l'étude d'impact et font l'objet de consignes spécifiques.

Les dispositifs assurant l'étanchéité des équipements susceptibles d'être à l'origine de dégagement gazeux font l'objet de vérifications régulières. Ces vérifications sont décrites dans un programme de maintenance que l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées.

### Article 24

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 12

Surveillance du procédé de méthanisation.



Chacune des lignes de méthanisation est équipée des moyens de mesure nécessaires à la surveillance du processus de méthanisation. Elles sont notamment équipées de dispositifs de mesure en continu de la température des matières en fermentation et de contrôle en continu de la pression du biogaz. L'exploitant spécifie le domaine de fonctionnement des installations pour chaque paramètre surveillé, en définit la fréquence de surveillance et spécifie le cas échéant les seuils d'alarme associés.

Le système de surveillance inclut des dispositifs pour :

- garantir le fonctionnement stable du digesteur ;

- réduire au minimum les problèmes de fonctionnement, tels que le moussage, pouvant entraîner des dégagements d'odeurs ;

- prévoir des dispositifs d'alerte prévenant suffisamment à l'avance des défaillances pouvant conduire à une perte de confinement et à des explosions.

Il inclut des dispositifs de surveillance ou de modulation des principaux paramètres des déchets et des procédés, y compris :

- le pH et l'alcalinité de l'alimentation du digesteur ;

- mesure continue de la température de fonctionnement du digesteur et des matières en fermentation et de la pression du biogaz ;

- le taux de charge hydraulique et organique de l'alimentation du digesteur ;

- la concentration d'acides gras volatils et d'ammoniac dans le digesteur et le digestat ;

- la quantité, la composition et la pression du biogaz ;

- les niveaux de liquide et de mousse dans le digesteur.

Pour les installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse, le système de surveillance inclut également la surveillance en continu de la température et de la pression au sein de la cuve de stockage du percolat. .

Les dispositions du présent article sont immédiatement applicables aux installations autorisées après le 17 août 2018.

Les dispositions du présent article sont applicables au 17 août 2022 aux installations autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement sont celles de la décision d'exécution (UE) 2018/1147 de la Commission du 10 août 2018 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour le traitement des déchets, au titre de la directive 2010/75/ UE du Parlement européen et du Conseil, notifiée sous le numéro C (2018) 5070.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables aux installations de méthanisation soumises à autorisation, autorisées avant le 18 août 2018, dont les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ne sont pas celles de la décision

d'exécution (UE) 2018/1147 du 10 août 2018 précitée, dans les conditions suivantes :

- quatre ans après la parution au Journal officiel de l'Union européenne, postérieure au 18 août 2018, de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement ;

- à compter du 17 août 2022, lorsque la parution au Journal officiel de l'Union européenne de la décision d'exécution établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale prévue à l'article R. 515-61 du code de l'environnement est intervenue entre le 18 août 2016 et le 17 août 2018.

A la date prévue par le présent article, l'exploitant met en œuvre les meilleures techniques disponibles telles que décrites au présent article ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R. 515-62 du code de l'environnement, sauf si l'arrêté préfectoral fixe des prescriptions particulières en application de l'article R. 515-63 du même code.

## Article 25

Phase de démarrage des installations.

L'étanchéité du ou des digesteurs, de leurs canalisations de biogaz et des équipements de protection contre les suppressions et les sous-pressions est vérifiée avant le ou lors du démarrage et de chaque redémarrage consécutif à une intervention susceptible de porter atteinte à leur étanchéité. L'exécution du contrôle et ses résultats sont consignés.

Avant le premier démarrage de l'installation, l'exploitant informe le préfet de l'achèvement des installations par un dossier technique établissant leur conformité aux conditions fixées par le présent arrêté et par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## Article 26

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 13**

Précautions lors du démarrage.

Lors du démarrage ou du redémarrage ainsi que lors de l'arrêt ou de la vidange de tout ou partie de l'installation, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter les risques de formation d'atmosphères explosives. Il établit une consigne spécifique pour ces phases d'exploitation, à partir des consignes proposées et explicitées par le concepteur des installations. Cette consigne spécifie notamment les moyens de prévention additionnels, du point de vue du risque d'explosion, que l'exploitant met en œuvre pendant ces phases transitoires d'exploitation.

Pendant ces phases, toute opération ou intervention de nature à accentuer le risque d'explosion est interdite.

## Article 27

Indisponibilités.

En cas d'indisponibilité prolongée des installations, l'exploitant évacue les matières en attente de méthanisation susceptibles de provoquer des nuisances au cours de leur entreposage vers des installations de traitement dûment autorisées.

L'arrêté préfectoral précise le délai d'indisponibilité au-delà duquel les dispositions de l'alinéa précédent sont mises en œuvre.

## Article 27 bis

**Création Arrêté du 14 juin 2021 - art. 14**

Systèmes d'épuration du biogaz

Les systèmes d'épuration du biogaz en biométhane sont conçus, exploités, entretenus et vérifiés afin de limiter l'émission du méthane dans les gaz d'effluents à :

-2 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane inférieure à 50 Nm<sup>3</sup>/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 1 % en volume du biométhane produit ;

-1 % en volume du biométhane produit, pour les installations d'une capacité de production de biométhane supérieure à 50 Nm<sup>3</sup>/ h. A compter du 1er janvier 2025, cette valeur est ramenée à 0,5 % en volume du biométhane produit.

Le respect de ces valeurs fait l'objet d'une évaluation annuelle.

## Article 28

Bruit et vibrations.

Les articles 47 et 48 de l'arrêté du 2 février 1998 susvisé s'appliquent.

## Article 29

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 15**

Odeurs.

L'exploitant conçoit et gère son installation de façon à prendre en compte et à limiter les nuisances odorantes, et éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins de stockage ou de traitement, ou dans les canaux à ciel ouvert.

Il réalise à cet effet un dossier consacré à cette problématique, joint au programme de maintenance préventive visé à l'article 39, qui comporte notamment la liste des principales sources d'émissions odorantes vers l'extérieur, qu'elles soient continues ou discontinues, et qui mentionne le débit d'odeur correspondant.

Le dossier comprend une étude de dispersion atmosphérique qui prend en compte les conditions locales de dispersion des polluants gazeux et permet de déterminer les débits d'odeur à ne pas dépasser pour permettre de respecter l'objectif de qualité de l'air mentionné au paragraphe suivant et d'assurer l'absence de gêne olfactive notable aux riverains, en référence à l'état initial olfactif du site avant mise en place de l'installation.

Le débit d'odeur rejeté, tel qu'il est évalué par l'étude, doit être compatible avec l'objectif suivant de qualité de l'air ambiant : la concentration d'odeur imputable à l'installation telle qu'elle est évaluée dans l'étude d'impact au niveau des zones d'occupation humaine (habitations occupées par des tiers, stades ou terrains de camping agréés ainsi que zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers, établissements recevant du public à l'exception de ceux en lien avec la collecte et le traitement des déchets) dans un rayon de 3 000 mètres des limites clôturées de l'installation ne doit pas dépasser la limite de 5uoE/ m<sup>3</sup> plus de 175 heures par an, soit une fréquence de dépassement de 2 %. Ces périodes de dépassement intègrent les pannes éventuelles des équipements de méthanisation et de traitement des composés odorants, qui sont conçus pour que leurs durées d'indisponibilité soient aussi réduites que possible.

L'arrêté préfectoral peut fixer la fréquence à laquelle sont réalisés les contrôles effectifs des débits d'odeurs. Ces contrôles peuvent être plus fréquents au cours de l'année qui suit la mise en service de l'installation ou en cas de plaintes de riverains.

L'exploitant d'une installation dotée d'équipements de traitement des odeurs, tels que laveurs de gaz ou biofiltres, procède au contrôle de ces équipements au minimum une fois tous les trois ans. Ces contrôles, effectués en amont et en aval de l'équipement, sont réalisés par un organisme disposant des connaissances et des compétences requises ; ils comportent a minima la mesure des paramètres suivants : composés soufrés, ammoniac et concentration d'odeur. Les résultats de ces contrôles, précisant l'organisme qui les a réalisés, les méthodes mises en œuvre et les conditions dans lesquelles ils ont été réalisés, sont reportés dans le dossier mentionné à l'article 39.

L'exploitant tient à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des éventuelles plaintes qui lui sont communiquées, comportant les informations nécessaires pour caractériser les conditions d'apparition des nuisances ayant motivé la plainte : date, heure, localisation, conditions météorologiques, correspondance éventuelle avec une opération critique.

Pour chaque événement signalé, l'exploitant identifie les causes des nuisances constatées et décrit les mesures qu'il met en place pour prévenir le renouvellement des situations d'exploitation à l'origine de la plainte.

L'exploitant tient à jour et joint au dossier mentionné à l'article 39 un cahier de conduite de l'installation sur lequel il reporte les dates, heures et descriptifs des opérations critiques réalisées.

En cas de plainte, le préfet peut exiger la production, aux frais de l'exploitant, d'un nouvel état des perceptions olfactives présentes dans l'environnement. Les mesures d'odeurs et d'intensité odorante réalisées selon les méthodes normalisées de référence sont présumées satisfaire aux exigences énoncées au présent article. Ces méthodes sont fixées dans un avis publié au Journal officiel.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations et les entrepôts pouvant dégager des émissions odorantes sont aménagés autant que possible dans des locaux confinés et si besoin ventilés. Les effluents gazeux canalisés odorants sont, le cas échéant, récupérés et acheminés vers une installation d'épuration des gaz. Les sources potentielles d'odeurs (bassins, lagunes ...) difficiles à confiner en raison de leur grande surface sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage en tenant compte, notamment, de la direction des vents dominants.

L'installation est conçue, équipée, construite et exploitée de manière à ce que les émissions d'odeurs soient aussi réduites que possible, et ceci tant au niveau de la réception, de l'entreposage et du traitement des matières entrantes qu'à celui du stockage et du traitement du digestat et de la valorisation du biogaz. A cet effet, si le délai de traitement des matières susceptibles de générer des nuisances à la livraison ou lors de leur entreposage est supérieur à vingt-quatre heures, l'exploitant met en place les moyens d'entreposage adaptés.

Les matières et effluents à traiter sont déchargés dès leur arrivée dans un dispositif de stockage étanche conçu pour éviter tout écoulement incontrôlé de matières et d'effluents liquides.

La zone de chargement est équipée de moyens permettant d'éviter tout envol de matières et de poussières à l'extérieur du site.

Les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents, volatils ou odorants sont, sauf impossibilité technique justifiée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les émissions dans l'atmosphère.

Les produits odorants sont stockés en milieu confiné (récipients, silos, bâtiments fermés ...).

## **Article 30**

**Propreté du site.**

L'ensemble du site et des voies de circulation internes au site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus. Lorsqu'ils relèvent de la responsabilité de l'exploitant, les abords de l'installation, comme par exemple l'entrée du site ou d'éventuels émissaires de rejets, font l'objet d'une maintenance régulière.

## **CHAPITRE IV : PREVENTION DES RISQUES (Articles 31 à 40)**

### **Article 31**



Absence de locaux occupés dans les zones à risques.

Les planchers supérieurs des bâtiments abritant les installations de méthanisation et, le cas échéant, d'épuration, de compression, de combustion ou de stockage du biogaz ne peuvent pas accueillir de locaux habités, occupés par des tiers ou à usage de bureaux, à l'exception de locaux techniques nécessaires au fonctionnement de l'installation.

## Article 32

**Modifié par Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Repérage des canalisations.

Les différentes canalisations sont repérées par des couleurs normalisées ( norme NF X 08 100 ) ou par des pictogrammes en fonction du fluide qu'elles transportent. Elles sont reportées sur le plan établi en application des dispositions de l'article 11 du présent arrêté.

## Article 33

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 16**

Canalisations, dispositifs d'ancrage.

Les canalisations, la robinetterie et les joints d'étanchéité des brides en contact avec le biogaz sont constituées de matériaux insensibles à la corrosion par les produits soufrés ou protégés contre cette corrosion.

Les dispositifs d'ancrage des équipements de stockage du biogaz, en particulier ceux utilisant des matériaux souples, sont conçus pour maintenir l'intégrité des équipements même en cas de défaillance de l'un de ces dispositifs.

## Article 34

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 17**

Raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane.

Les raccords des tuyauteries de biogaz et de biométhane sont soudés lorsqu'ils sont positionnés dans ou à proximité immédiate d'un local accueillant des personnes, autre que le local de combustion, d'épuration ou de compression. S'ils ne sont pas soudés, une détection de gaz est mise en place dans le local (une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane).

Les canalisations de biogaz et de biométhane ne passent pas dans des zones confinées. Si cela n'est pas possible, notamment pour les installations existantes, une information de risque appropriée est réalisée et une ventilation appropriée est installée dans les zones confinées. Les conduites de biogaz et le système de condensation du biogaz doivent être à l'épreuve du gel.

## Article 35

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 18**

Traitement du biogaz.

Lorsqu'il existe un dispositif d'injection d'air dans le biogaz destiné à en limiter par oxydation la teneur en H<sub>2</sub>S, ce dispositif est conçu pour prévenir le risque de formation d'une atmosphère explosive ou doté des sécurités permettant de prévenir ce risque. L'exploitant établit une consigne écrite sur l'utilisation et l'étalonnage du débitmètre d'injection d'air dans le biogaz.

## Article 36

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 19**

Zonage ATEX.

L'exploitant identifie les zones présentant un risque de présence d'atmosphère explosive, qui peut également se superposer à un risque toxique. Ce risque est signalé et, lorsqu'elles sont confinées (local contenant notamment des canalisations de biogaz), ces zones sont équipées de détecteurs fixes de méthane ou d'alarmes. Une alarme sonore et visuelle est mise en place pour se déclencher lors d'une détection supérieure ou égale à 10 % de la limite inférieure d'explosivité du méthane.

Le risque d'explosion ou toxique est reporté sur un plan général des ateliers et des stockages, affiché à l'entrée de l'unité de méthanisation, et indiquant les différentes zones correspondant à ces risques. Dans chacune des zones ATEX, l'exploitant identifie les équipements ou phénomènes susceptibles de provoquer une explosion ou un risque toxique et les reporte sur le plan ainsi que dans le programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

Le matériel implanté dans ces zones explosives est conforme aux prescriptions du décret n° 2015-799 du 1er juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques susvisé. Les installations électriques sont réalisées avec du matériel normalisé et installées conformément aux normes applicables, par des personnes compétentes et en conformité avec la réglementation ATEX en vigueur. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les installations électriques des dispositifs de ventilation et de sécurité (torchère notamment) de l'installation (y compris celles relatives aux locaux de cogénération et/ ou d'épuration) et les équipements nécessaires à sa surveillance sont raccordées à une alimentation de secours électrique. Les installations électriques et alimentations de secours situées dans des zones inondables par une crue de niveau d'aléa décennal sont placées à une hauteur supérieure au niveau de cette crue. Par ailleurs, lorsqu'elles sont situées au droit d'une rétention, elles sont placées à une hauteur supérieure au niveau de liquide résultant de la rupture du plus grand stockage associé à cette rétention. Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Les matériaux isolants installés dans un emplacement avec une présence d'une atmosphère explosive (membrane souple, etc.) sont conçus pour être de nature antistatique selon les normes en vigueur.

L'exploitant assure ou fait effectuer la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple, alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz ...).

## **Article 37**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 20**

### **Ventilation des locaux.**

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les espaces confinés et les locaux dans lesquels du biogaz pourrait s'accumuler en cas de fuite sont convenablement ventilés pour éviter la formation d'une atmosphère explosive ou nocive. La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation, un balayage de l'atmosphère du local, au moyen d'ouvertures en parties hautes et basses permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent garantissant un débit horaire d'air supérieur ou égal à dix fois le volume du local. Un système de surveillance par détection de méthane, sulfure d'hydrogène et monoxyde de carbone, régulièrement vérifié et calibré, permet de contrôler la bonne ventilation des locaux.

La ventilation assure en permanence, y compris en cas d'arrêt de l'installation et notamment en cas de mise en sécurité de celle-ci, un balayage de l'atmosphère du local, au minimum au moyen d'ouvertures en parties haute et basse permettant une circulation efficace de l'air ou par tout autre moyen équivalent.

## **Article 38**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 21**

Soupape de respiration, événement d'explosion.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation ou le cas échéant le stockage de percolat

sont munis d'une soupape de respiration ne débouchant pas sur un lieu de passage, dimensionnée pour passer les débits requis, conçue et disposée pour que son bon fonctionnement ne soit entravé ni par la mousse, ni par le gel, ni par la corrosion, ni par quelque obstacle que ce soit. La disponibilité de ce dispositif est vérifiée dans le cadre du programme mentionné à l'article 39 du présent arrêté et, en tout état de cause, après toute situation d'exploitation ayant conduit à sa sollicitation.

Les équipements dans lesquels s'effectue le processus de méthanisation sont dotés d'un dispositif de limitation des conséquences d'une surpression brutale tel qu'une membrane souple, un évent d'explosion ou tout autre dispositif équivalent de protection contre l'explosion défini lors d'une évaluation des risques d'explosion.

## **Article 39**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 22**

**Programme de maintenance préventive.**

Un programme de maintenance préventive et de vérification périodique des canalisations, du mélangeur et des principaux équipements intéressant la sécurité (alarmes, détecteurs de gaz, injection d'air dans le biogaz...) et la prévention des émissions odorantes est élaboré avant la mise en service de l'installation.

Ce programme est périodiquement révisé au cours de la vie de l'installation, en fonction des équipements mis en place. Ce programme inclut notamment, y compris pour les installations existantes dès la publication de cet arrêté, la maintenance des soupapes par un nettoyage approprié, y compris le cas échéant de la garde hydraulique, le contrôle des capteurs de pression ainsi que leur étalonnage régulier sur des plages de mesures adaptées au fonctionnement de l'installation, et le contrôle semestriel de l'étanchéité des équipements (par exemple, système d'ancrage du stockage tampon de biogaz, joints des hublots, introduction dans un ouvrage, trappes d'accès et trous d'hommes) vis-à-vis du risque de corrosion. La pression de tarage de chaque soupape est recensée dans le programme de maintenance préventive.

Dans le cas des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse nécessitant des opérations répétées de chargement et de déchargement de matières, la vérification de l'étanchéité des équipements est opérée à chaque manipulation ou a minima sur une base mensuelle. Après deux ans de fonctionnement de l'installation, l'exploitant effectue un contrôle des systèmes de recirculation du percolat et un curage de la cuve de stockage associée. Cette fréquence peut ensuite être adaptée, elle est alors portée au programme de maintenance préventive. L'exploitant réalise en outre un contrôle de la fiabilité des analyseurs de gaz installés (CH<sub>4</sub>, O<sub>2</sub>) à une fréquence semestrielle.

Toutes les installations électriques sont maintenues en bon état et sont vérifiées par une personne compétente selon une périodicité adéquate fixée par le programme de maintenance préventive, ainsi que lors de leur mise en service ou de leur modification. Les rapports de ces vérifications sont tenus à la disposition des installations classées.

## **Article 40**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 23**

**Permis d'intervention et permis de feu.**

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant présenter un risque d'explosion, ou présentant un risque d'incendie, tous les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation de ce risque (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis d'intervention" et le cas échéant d'un "permis de feu". Ce permis, établi et visé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura expressément désignée, est délivré après analyse des risques correspondants et définition des mesures de prévention. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, ces documents doivent être cosignés par l'exploitant et le responsable de l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront expressément désignées.

Les documents ou dossier préalable nécessaires à la délivrance du permis comprennent :

-la définition des phases d'activité dangereuses et des moyens de prévention spécifiques correspondants ;

-l'adaptation des matériels, installations et dispositifs à la nature des opérations à réaliser ainsi que la définition de leurs conditions d'entretien ;

-les instructions à donner aux personnes en charge des travaux ;

-l'organisation mise en place pour assurer les premiers secours en cas d'urgence ;

-lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, les conditions de recours par cette dernière à de la sous-traitance et l'organisation mise en place dans un tel cas pour assurer le maintien de la sécurité.

Le respect des dispositions précédentes peut être assuré par l'élaboration du document relatif à la protection contre les explosions défini à l'article R. 4227-52 du code du travail et par l'obtention de l'autorisation mentionnée au 6° du même article.

L'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation des travaux ayant fait l'objet du " permis de feu ", doit être affichée en caractères apparents.

Avant la remise en service de l'équipement ayant fait l'objet des travaux mentionnés ci-dessus, l'exploitant vérifie que le niveau de prévention des risques n'a pas été dégradé. Cette vérification fait l'objet d'un enregistrement annexé au programme de maintenance préventive visé à l'article 39.

## **CHAPITRE V : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'AIR (Article 41)**

### **Article 41**

Composition du biogaz.

Le rejet direct de biogaz dans l'air est interdit en fonctionnement normal.

La teneur en CH<sub>4</sub> et H<sub>2</sub>S du biogaz produit est mesurée au moyen d'un équipement contrôlé et calibré annuellement et étalonné a minima tous les trois ans par un organisme extérieur compétent. L'arrêté préfectoral fixe la périodicité de cette mesure, qui est au minimum quotidienne, et, le cas échéant, les paramètres devant faire l'objet d'analyses complémentaires.

L'arrêté préfectoral d'autorisation fixe la teneur maximale en H<sub>2</sub>S du biogaz issu de l'installation de méthanisation en fonctionnement stabilisé à l'entrée de l'équipement dans lequel il est valorisé, en cohérence avec le choix de valorisation justifié par l'étude d'impact visée à l'article 6.

## **CHAPITRE VI : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU (Articles 42 à 45 bis)**

### **Article 42**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 24**

Dispositifs de rétention.

I.-Tout stockage de matière entrantes ou de digestats liquides, ou de matière susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, y compris les cuves à percolat, est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

-100 % de la capacité du plus grand réservoir ;

-50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Lorsqu'ils ne sont pas construits dans une fosse étanche satisfaisant aux prescriptions des trois premiers alinéas



du présent I, les stockages enterrés sont équipés d'un dispositif de drainage des fuites vers un point bas pourvu d'un regard de contrôle facilement accessible, dont les eaux sont analysées annuellement (MEST, DBO5, DCO, Azote global et Phosphore total). Lorsque le sol présente un coefficient de perméabilité supérieur à  $10^{-7}$  mètres par seconde, ils sont, en outre, équipés d'une géomembrane associée à un détecteur de fuite régulièrement entretenu.

Le précédent alinéa n'est pas applicable aux lagunes. Celles-ci sont constituées d'une double géomembrane dont l'intégrité est contrôlée a minima tous les cinq ans.

II.-La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Ces équipements sont compatibles avec les caractéristiques du produit ou de la matière contenue. Un contrôle visuel de ces jauges de niveau et limiteurs de remplissage est opéré quotidiennement pour s'assurer de leur bon fonctionnement.

III.-A l'exception des installations de méthanisation par voie solide ou pâteuse pour lesquelles les dispositions suivantes ne sont applicables qu'aux rétentions associées aux cuves de percolat, les rétentions sont pourvues d'un dispositif d'étanchéité répondant à l'une des caractéristiques suivantes :

-un revêtement en béton, une membrane imperméable ou tout autre dispositif qui confère à la rétention son caractère étanche. La vitesse d'infiltration à travers la couche d'étanchéité est alors inférieure à  $10^{-7}$  mètres par seconde.

-une couche d'étanchéité en matériaux meubles telle que si  $V$  est la vitesse de pénétration (en mètres par heure) et  $h$  l'épaisseur de la couche d'étanchéité (en mètres), le rapport  $h/V$  est supérieur à 500 heures. L'épaisseur  $h$ , prise en compte pour le calcul, ne peut dépasser 0,5 mètre.

Ce rapport  $h/V$  peut être réduit sans toutefois être inférieur à 100 heures si l'exploitant démontre sa capacité à reprendre ou à évacuer le digestat, la matière entrante et/ ou la matière en cours de transformation dans une durée inférieure au rapport  $h/V$  calculé.

L'exploitant s'assure dans le temps de la pérennité de ce dispositif. L'étanchéité ne doit notamment pas être compromise par les produits pouvant être recueillis, par un éventuel incendie ou par les éventuelles agressions physiques liées à l'exploitation courante.

IV.-Le cas échéant, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

V.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

VI.-Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, l'exploitant recense dans un délai de deux ans à compter de cette date les rétentions nécessitant des travaux d'étanchéité afin de répondre aux exigences des dispositions du présent article. Il planifie ensuite les travaux en quatre tranches, chaque tranche de travaux couvrant au minimum 20 % de la surface totale des rétentions

concernées. Les tranches de travaux sont réalisées au plus tard respectivement quatre, six, huit et dix ans après le 1er juillet 2021.

#### **Article 43**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 24**

Rétention et isolement des eaux accidentelles.

L'installation est équipée de dispositifs étanches qui doivent pouvoir recueillir et confiner l'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie.

Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel.

En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.

En cas de confinement interne dans des bâtiments couverts, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut.

En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif d'obturation à déclenchement automatique ou commandable à distance pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être pollués y sont portées.

Ces dispositifs permettant l'obturation des différents réseaux (eaux usées et eaux pluviales) sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou les épandages accidentels. Ils sont clairement signalés et facilement accessibles et peuvent être mis en œuvre dans des délais brefs et à tout moment. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement.

En l'absence de pollution préalablement caractérisée, les eaux confinées qui respectent les limites autorisées à l'article 44 peuvent être évacuées vers le milieu récepteur. Lorsque ces limites excèdent les objectifs de qualité du milieu récepteur visés au IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement, les eaux confinées ne peuvent toutefois être rejetées que si elles satisfont ces objectifs. Dans le cas contraire, ces eaux sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

#### **Article 43 bis**

**Création Arrêté du 14 juin 2021 - art. 25**

Gestion des eaux pluviales.

Les eaux pluviales sont collectées et gérées conformément aux dispositions du 1° et 2° de l'article 43 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Notamment, le réseau de collecte est de type séparatif permettant d'isoler les eaux pluviales susceptibles d'être souillées (notamment issues des voies de circulation et des aires de chargement/ déchargement) des eaux pluviales non susceptibles de l'être. Les points de rejet des eaux résiduelles sont en nombre aussi réduits que possible. Ils sont aménagés pour permettre un prélèvement aisé d'échantillons.

Les eaux pluviales non souillées peuvent être rejetées sans traitement préalable.

Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées sont dirigées vers un bassin de confinement capable de recueillir le

premier flot à raison de 10 litres par mètre carré de surface concernée pour les installations nouvelles. Une analyse au moins annuelle permet de s'assurer du respect des valeurs limites de rejet prévues à l'article 44.

Les conditions de gestion de la canalisation servant à l'évacuation des eaux de pluie des zones de rétention sont définies dans une procédure rédigée et connue des opérateurs du site.

#### **Article 44**

**Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 26**

Valeurs limites de rejet dans l'eau.

Le rejet en milieu aquatique naturel des effluents aqueux issus des installations de méthanisation est aussi réduit que possible.

Les objectifs de qualité et les usages assignés au cours d'eau récepteurs sont pris en considération pour déterminer les valeurs limites de rejet.

L'arrêté préfectoral d'autorisation précise les concentrations maximales des rejets dans les réseaux ou dans le milieu naturel pour les substances visées aux articles 31 et 32 de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé. Ces concentrations maximales n'excèdent pas les valeurs fixées aux articles 31 et 32 de l'arrêté visé ci-dessus.

Ces dispositions ne concernent ni les eaux de ruissellement qui ne sont pas entrées en contact avec les matières à traiter ni les eaux usées domestiques.

Les valeurs limites de rejet sont applicables au point où sont rejetés les effluents aqueux contenant les substances polluantes.

Elles s'appliquent sans préjudice des dispositions définies par l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED, notamment dans ses annexes 3.1 et 3.3.

#### **Article 45**

Points de rejet.

Les points de rejet dans le milieu aquatique naturel des effluents aqueux traités sont différents des points de rejet des eaux pluviales non souillées et sont en nombre aussi réduit que possible.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons.

#### **Article 45 bis**

**Création Arrêté du 14 juin 2021 - art. 27**

Prélèvement et consommation d'eau.

Les prélèvements et la consommation d'eau des installations sont régis par les dispositions des articles 14 à 17 de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

### **CHAPITRE VII : SURVEILLANCE DES REJETS (Articles 46 à 47)**

#### **Article 46**

Conditions générales de la surveillance des rejets.

Les mesures destinées à déterminer les concentrations de substances polluantes dans l'air et dans l'eau doivent être effectuées de manière représentative et, pour les polluants atmosphériques, conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 4 septembre 2000 susvisé.

L'échantillonnage et l'analyse de toutes les substances polluantes ainsi que l'étalonnage des systèmes de mesure

automatisés au moyen de techniques de mesures de référence doivent être effectués conformément aux normes en vigueur lorsqu'elles existent.

## Article 47

Modifié par Arrêté du 14 juin 2021 - art. 28

Surveillance des rejets aqueux hors plan d'épandage.

L'exploitant met en place un programme de surveillance des rejets aqueux de son installation, hors rejets d'eaux pluviales non souillées en précisant la méthode retenue et la fréquence des contrôles.

Les paramètres à contrôler a minima sont : pH, température, matières en suspension et concentration en substances organiques exprimée en DCO.

L'azote global et le phosphore total sont également contrôlés. Pour les rejets dans le milieu naturel appartenant à une zone sensible telle que définie en application de l'article R. 211-94 du code de l'environnement, la fréquence de contrôle pourra être renforcée.

Dans tous les cas, la fréquence de mesure pour l'ensemble de ces paramètres est définie par l'exploitant sans préjudice des fréquences de surveillance définies par l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive 2010/75/ UE du 24 novembre 2010 susvisée, et tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement.

Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure.

Si le débit estimé à partir des consommations est supérieur à 10 m<sup>3</sup>/j, l'exploitant effectue également une mesure de ce débit.

Lorsqu'il ne s'agit pas d'un rejet continu mais d'un rejet par bûchées, une analyse des paramètres précités est réalisée avant chaque rejet sur un échantillon instantané prélevé dans la bûchée à rejeter.

Le rejet ne peut intervenir que si les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation sont respectées.

## CHAPITRE VIII : GESTION DES DECHETS OU MATIERES ISSUS DE L'EXPLOITATION DE L'INSTALLATION (Articles 48 à 50 bis)

### Article 48

Modifié par Ordonnance n°2010-462 du 6 mai 2010 - art. 1

Registre de sortie, plan d'épandage.

L'exploitant tient à jour un registre des déchets ou matières sortantes mentionnant :

- la nature du déchet ou de la matière ;
- le code du déchet conformément à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement, le cas échéant ;
- la date de chaque enlèvement ;
- les masses ou volumes et caractéristiques correspondantes ;
- le type de traitement prévu : épandage, traitement (compostage, séchage...) ou élimination (enfouissement, incinération, épuration...) ;



— le destinataire.

Ce registre de sortie est archivé pendant une durée minimale de 10 ans et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, des autorités de contrôle en charge des articles L. 255-1 à L. 255-11 du code rural et de la pêche maritime.

Le cahier d'épandage tel que prévu par l'arrêté du 7 février 2005 susvisé peut tenir lieu de registre de sortie du digestat pour les installations visées par ce texte.

Seul le digestat présentant un intérêt pour les sols ou la nutrition des cultures et dont l'application ne porte pas atteinte, directe ou indirecte, à la santé de l'homme et des animaux, à la qualité et à l'état phytosanitaire des cultures ni à la qualité des sols et des milieux aquatiques peut être épandu.

Si le digestat est destiné à l'épandage sur terres agricoles sans être mis sur le marché en tant que matière fertilisante, il fait l'objet d'un plan d'épandage dans le respect des conditions visées ci-après, sans préjudice des dispositions de la réglementation relative aux nitrates d'origine agricole. L'épandage est alors effectué par un dispositif permettant de limiter les émissions atmosphériques d'ammoniac.

a) Dans le cas d'une unité de méthanisation ne traitant que des effluents d'élevage et des matières végétales brutes issus d'une seule exploitation agricole, les conditions d'épandage du digestat sont celles prévues par la réglementation qui s'applique à cette exploitation. Le plan d'épandage initial doit être mis à jour pour tenir compte du changement de nature de l'effluent.

b) Dans le cas d'une unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-1 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié, à l'exception des prescriptions suivantes :

— l'analyse des sols figurant au 7° de l'article 38 et portant sur les paramètres mentionnés au tableau 2 de l'annexe VII a ;

— la distance aux habitations mentionnée au tableau 4 de l'annexe VII b, réduite à 15 m en cas d'enfouissement direct du digestat ;

— les interdictions d'épandage figurant au 2° du I de l'article 39-I ;

— l'analyse des sols figurant au I et au 4° du II de l'article 41 ;

— la fixation dans l'arrêté d'autorisation des teneurs maximales en éléments et substances indésirables présents dans les effluents ou déchets et de la quantité maximale annuelle d'éléments et substances indésirables épandus à l'hectare, figurant à l'article 42.

c) Dans le cas d'une unité de méthanisation traitant des boues d'épuration des eaux usées domestiques, le plan d'épandage respecte les conditions visées dans l'arrêté du 8 janvier 1998.

d) Dans le cas d'une autre unité de méthanisation relevant de la rubrique 2781-2 de la nomenclature des installations classées, le plan d'épandage respecte les conditions visées à la section IV " Epandage " de l'arrêté du 2 février 1998 modifié susvisé.

## Article 48-1

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Dans les zones vulnérables, délimitées en application des articles R. 211-75 à R. 211-78 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les programmes d'actions à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole prévus aux articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables à l'installation.

## Article 49

### Déchets non valorisables.

Les matières qui ne peuvent pas être valorisées sont éliminées dans des installations aptes à les recevoir dans des conditions fixées par la réglementation en vigueur.

Les déchets produits par l'installation et la fraction indésirable susceptible d'être extraite des déchets destinés à la méthanisation sont stockés dans des conditions prévenant les risques d'accident et de pollution et évacués régulièrement vers des filières appropriées à leurs caractéristiques.

L'exploitant doit pouvoir prouver qu'il élimine tous ses déchets en conformité avec la réglementation.

## Article 50

### Communication des résultats d'analyses.

Les résultats des analyses prévues par le présent arrêté sont consignés dans des registres et communiqués à l'inspection des installations classées selon des modalités et une fréquence fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

## Article 50 bis

**Création Arrêté du 14 juin 2021 - art. 29**

### Surveillance de l'installation et astreinte.

Une astreinte opérationnelle vingt-quatre heures sur vingt-quatre est organisée sur le site de l'installation. L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'un service de maintenance et de surveillance du site composé d'une ou plusieurs personnes qualifiées, désignées par écrit par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients induits et des produits utilisés ou stockés dans l'installation. Ce service pourra être renforcé par du personnel de sous-traitance qualifié. Cette sous-traitance est obligatoire dès lors que l'exploitant n'a désigné, hors sous-traitance, qu'une seule personne pour la surveillance du site. Lorsque la surveillance de l'exploitation est indirecte, celle-ci est opérée à l'aide de dispositifs connectés permettant au service de maintenance et de surveillance d'intervenir dans un délai de moins de 30 minutes suivant la détection de gaz, de flamme, ou de tout phénomène de dérive du processus de digestion ou de stockage du percolat susceptible de provoquer des déversements, incendies ou explosions. L'organisation mise en place est notifiée à l'inspection des installations classées.

## CHAPITRE IX : INFORMATIONS SUR LE FONCTIONNEMENT (Articles 51 à 52)

### Article 51

**Modifié par Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Information de l'inspection des installations classées sur le fonctionnement de l'installation.

#### a) Information en cas d'accident.

L'exploitant informe dans les meilleurs délais l'inspection des installations classées en cas d'accident et lui indique toutes les mesures prises à titre conservatoire.

#### b) Consignation des résultats de surveillance.

Toutes les analyses exigées dans le présent arrêté sont tenues à disposition de l'inspection des installations classées.

#### c) Rapport annuel d'activité.

Une fois par an, l'exploitant adresse au préfet un rapport d'activité comportant une synthèse des informations dont la communication est prévue aux a et b du présent article ainsi que, plus généralement, tout élément d'information pertinent sur le fonctionnement de l'installation dans l'année écoulée et les demandes éventuelles exprimées auprès de l'exploitant par le public. Le rapport précise également le mode de valorisation et le taux de valorisation annuel du biogaz produit. Il présente aussi le bilan des quantités de digestat produites sur l'année, le cas échéant les variations mensuelles de cette production ainsi que les quantités annuelles par destinataires.

## Article 52

### Information du public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 125-2 du code de l'environnement, l'exploitant adresse chaque année au préfet du département et au maire de la commune d'implantation de son installation un dossier comprenant les documents précisés à l'article précité.

L'exploitant adresse également ce dossier à la commission locale d'information et de surveillance de son installation, si elle existe.

## CHAPITRE X : METHANISATION DE SOUS-PRODUITS ANIMAUX DE CATEGORIE 2 (Articles 52-1 à 52-8)

#### Article 52-1

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Les prescriptions du présent chapitre sont applicables aux installations traitant des sous-produits animaux de catégorie 2 tels que des cadavres d'animaux ou des saisies d'abattoirs mais autres que les matières listées au ii) du e de l'article 13 du règlement (CE) n° 1069/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles sanitaires applicables aux sous-produits animaux et produits dérivés non destinés à la consommation humaine et abrogeant le règlement (CE) n° 1774/2002.

Ces installations sont tenues d'avoir un agrément sanitaire tel que prévu par ce règlement pour l'unité de stérilisation au sens du règlement (UE) 142/2011 n° 142/2011 de la Commission du 25 février 2011 des sous-produits animaux et pour l'équipement de méthanisation après stérilisation.

#### Article 52-2

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Les équipements de réception, d'entreposage et de traitement par stérilisation des sous-produits animaux sont implantés à au moins 200 mètres des locaux et habitations habituellement occupés par des tiers, des stades ou des terrains de camping agréés (à l'exception des terrains de camping à la ferme) ainsi que des zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers. Cette distance d'implantation n'est toutefois pas applicable aux équipements d'entreposage confinés et réfrigérés.

Le cas échéant, le parc de stationnement des véhicules de transport des sous-produits animaux est installé à au moins 100 mètres des habitations occupées par des tiers.

#### Article 52-3

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

La réception et l'entreposage des sous-produits animaux se font dans un bâtiment fermé ou par tout dispositif évitant leur mise à l'air libre pendant ces opérations. Les mesures de limitation des dégagements d'odeurs à proximité de l'établissement comportent notamment l'installation de portes d'accès escamotables automatiquement ou de dispositif équivalent.

Les aires de réception et d'entreposage sont étanches et aménagées de telle sorte que les jus d'écoulement des sous-produits animaux ne puissent rejoindre directement le milieu naturel et soient collectés en vue de leur traitement conformément aux dispositions de l'article 52-8.

#### Article 52-4

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

L'entreposage avant traitement ne dépasse pas vingt-quatre heures à température ambiante. Ce délai peut être allongé si les matières sont maintenues à une température inférieure à 7° C. Dans ce cas, le traitement démarre immédiatement après la sortie de l'enceinte de stockage. La capacité des locaux est compatible avec le délai de traitement et permet de faire face aux arrêts inopinés.

#### Article 52-5

**Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Les dispositifs d'entreposage des sous-produits animaux sont construits en matériaux imperméables, résistants aux chocs, faciles à nettoyer et à désinfecter en totalité.

Le sol de ces locaux est étanche, résistant au passage des équipements et véhicules de déchargement des déchets et conçu de façon à faciliter l'écoulement des jus d'égouttage et des eaux de nettoyage vers des installations de collecte de ces effluents.

Les locaux sont correctement éclairés et permettent une protection des déchets contre les intempéries et la chaleur. Ils sont maintenus dans un bon état de propreté et font l'objet d'un nettoyage au moins deux fois par semaine.

L'installation dispose d'équipements adéquats pour nettoyer et désinfecter les récipients ou conteneurs dans lesquels les sous-produits animaux sont réceptionnés, ainsi que les véhicules dans lesquels ils sont transportés. Ces matériels sont nettoyés et lavés après chaque usage et désinfectés régulièrement et au minimum une fois par semaine. Les roues des véhicules de transport sont désinfectées après chaque utilisation.

Les bennes ou conteneurs utilisés pour le transport de ces matières sont étanches aux liquides et fermés le temps du transport.

**Article 52-7****Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Les gaz issus du traitement de stérilisation des sous-produits animaux sont collectés et dirigés par des circuits réalisés dans des matériaux résistant à la corrosion vers des installations de traitement. Ils sont épurés avant rejet à l'atmosphère. Les rejets canalisés à l'atmosphère contiennent moins de :

5 mg/Nm<sup>3</sup> d'hydrogène sulfuré (H<sub>2</sub>S) sur gaz sec si le flux dépasse 50 g/h ;

50 mg/Nm<sup>3</sup> d'ammoniac (NH<sub>3</sub>) sur gaz sec si le flux dépasse 100 g/h.

La hauteur de la cheminée, qui ne peut être inférieure à 10 mètres, est fixée par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Article 52-8****Création Arrêté du 27 juillet 2012 - art. 3**

Les dispositions suivantes sont applicables aux eaux ayant été en contact avec les sous-produits animaux ou avec des surfaces susceptibles d'être souillées par ceux-ci.

Les effluents de l'unité de stérilisation sont épurés, de façon à respecter les valeurs limites de rejet définies à l'annexe I du présent arrêté.

Leur concentration en matières grasses est inférieure à 15 mg/l.

Les installations sont équipées de dispositifs de prétraitement des effluents pour retenir et recueillir les matières solides assurant que la taille des particules présentes dans les effluents qui passent au travers de ces dispositifs n'est pas supérieure à 6 mm.

Tout broyage ou macération pouvant faciliter le passage de matières animales contenues dans les effluents au-delà du stade de prétraitement est interdit.

Les matières recueillies par les dispositifs de prétraitement sont des sous produits animaux de catégorie 2. Elles sont éliminées ou valorisées conformément à la réglementation en vigueur.

**TITRE III : CONDITIONS PARTICULIERES D'APPLICATION (Articles 53 à 54)****Article 53****Modifié par Arrêté du 6 mai 2025 - art. 17**

Conditions d'application.

I.-Pour les installations autorisées avant le 1er octobre 2012, les dispositions des articles 4 et 52-2 ne sont pas applicables, à l'exception de leurs extensions, nouveaux équipements, nouveaux bâtiments et nouvelles aires pour lesquels elles sont applicables. Pour les installations autorisées avant le 1er octobre 2012, les dispositions de l'article 4 dans sa version en vigueur avant le 1er octobre 2012 leur sont alors applicables.



II.-Pour les installations autorisées avant le 1er juillet 2021, ou dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021, les dispositions introduites par l'arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement, sont applicables dans les délais suivants :

<b>Au 1er juillet 2021</b>	<b>Au 1er janvier 2022</b>	<b>Au 1er juillet 2022</b>	<b>Au 1er janvier 2023</b>
<b>Article 4 alinéas 5,6,7 et article 7 : uniquement pour l'implantation de nouveaux équipements</b>	<b>Article 9 alinéa 3</b>	<b>Article 8 alinéas 1 à 7</b>	<b>Article 9 alinéa 2</b>
<b>Article 8 alinéas 8 et suivants</b>	<b>Article 10 alinéas 3,4 et 5</b>	<b>Article 19 point 4</b>	<b>Article 18 alinéa 6</b>
<b>Article 10 alinéa 1 : applicable à toute installation existante faisant l'objet d'une demande de modification notable</b>	<b>Article 22</b>	<b>Article 27 bis</b>	<b>Article 36 alinéa 4 : phrases 2 et 3</b>
<b>Article 10 alinéa 2</b>	<b>Article 26</b>	<b>Article 29 alinéas 4,13 et 15</b>	
<b>Article 18 alinéa 5 : uniquement pour les nouveaux équipements</b>	<b>Article 29 alinéas 2,7,8,9,10,11,14,16</b>	<b>Article 36 alinéas 3 et 5</b>	
<b>Article 19 point 5</b>	<b>Article 34</b>	<b>Article 37</b>	
<b>Article 24, dans les conditions prévues par ses six derniers alinéas</b>	<b>Article 35</b>	<b>Article 38</b>	
<b>Article 29 alinéas 1,5,6,12</b>	<b>Article 36 alinéas 1 et 2</b>	<b>Article 42 point I alinéa 5 (sauf dernière phrase) et 6 (sauf dernière phrase)</b>	
<b>Article 29 alinéa 3 : uniquement pour les nouveaux équipements susceptibles de générer des odeurs</b>	<b>Article 39</b>	<b>Article 42 point II alinéa 4</b>	
<b>Article 36 alinéa 4 sauf phrases 2 et 3 et alinéa 6</b>	<b>Article 40</b>	<b>Article 43 alinéa 5</b>	
<b>Article 42 point I alinéas 1 à 4 : uniquement pour les nouveaux équipements</b>	<b>Article 43 bis alinéa 2</b>		
<b>Article 42 point II alinéas 1,2 et 3</b>	<b>Article 50 bis</b>		
<b>Article 42 point III : uniquement pour les nouveaux équipements</b>			
<b>Article 42 points IV, V et VI</b>			

**Article 43 sauf alinéas 1 et 5**

**Article 43 bis alinéas 1 et 3**

**Article 43 bis alinéa 4 première phrase :  
uniquement pour les nouveaux  
équipements**

**Article 43 bis alinéa 4 deuxième phrase**

**Article 44**

**Article 45 bis**

**Article 47**

Les dispositions introduites par l'arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement non listées ci-dessus ne sont pas applicables aux installations existantes au 1er juillet 2021, ou dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er juillet 2021.

III.-Pour les installations autorisées après le 1er juillet 2021 dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé après le 1er juillet 2021, les dispositions introduites par l'arrêté du 14 juin 2021 modifiant l'arrêté du 10 novembre 2009 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les installations de méthanisation soumises à autorisation en application du titre Ier du livre V du code de l'environnement sont applicables, à l'exception du deuxième alinéa de l'article 4 qui n'est applicable qu'aux installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé après le 1er janvier 2023. Pour les installations dont le dossier complet de demande d'autorisation a été déposé avant le 1er janvier 2023, les dispositions du deuxième alinéa de l'article 4 dans sa version en vigueur au 1er octobre 2012 leur sont alors applicables.

IV.-Les prescriptions des articles 8 bis, 14, 16, 18 (sauf son sixième alinéa), 41, 42 (sauf ses points I, II, IV et V), 45 bis, 47, 48, 51 c et 52 peuvent être adaptées par l'arrêté préfectoral d'autorisation si l'exploitant justifie d'un niveau de garantie équivalent.

**Article 54**

Le directeur général de la prévention des risques est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Fait à Paris, le 10 novembre 2009.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur général  
de la prévention des risques,  
L. Michel

N°	Nom exploitation	Adresse	CP	Commune	Type	Capacité m³	Parcelles
-	Stockage sur site	Rte de Saint-Mesmin	85700	Sèvremont	Cuve couverte	8 000	-
1	SAS BIOPOMMERIA (site François Périddy)	La Buzenière	79140	Bretignolles	Cuve couverte	5 000	Z A2
5	SAS BIOPOMMERIA (site Earl la Grilliere)	La Rambaudière	85130	St Martin des Tilleuls	Poche souple	2 000	C 399-400
9	Vincent Sylvia	Villeneuve	79330	Geay	Lagune géo. existante	750	B 664
10	SAS BIOPOMMERIA (site Earl Boissinot)	La Saranière	79250	Nueil les Aubiers	Lagune géo. existante	1 500	K 193
14	SAS BIOPOMMERIA (site Gaec des Deux Villages)	Les Ormeaux	79150	Moutiers sous Argenton	Lagune géo. Couverte	5 000	OB 319
15	SAS BIOPOMMERIA (site Earl Audouin)	Carrefour du Bois Pitar	79150	Genneton	Cuve couverte	5 000	000 H 310
16	SCEA Perridy	Le bois du Breuil	79150	Voulmentin	Cuve béton enterrée existante	700	<b>OD 622</b>
17	SCEA Perridy	Le bois du Breuil	79150	Voulmentin	Cuve béton aérienne existante	300	<b>OD 627</b>
19	SAS BIOPOMMERIA (site CC Delta Sèvre Argent)	Rue de Bellevue	79700	Mauléon	Cuve béton aérienne existante	6 500	OD 0285
21	Matthieu BAZANTAY	Route Les Communs	79150	Saint Maurice Etusson	Lagune géo. Couverte	7 000	B 0445
					<b>TOTAL</b>	<b>41 750</b>	

Liste des stockages de digestat liquide - annexe à l'APC - BIOPOMMERIA





Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
BERTHONNEAU Tanguy	BER 22	GENNETON	6,34	6,34	0
BERTHONNEAU Tanguy	BER 23	GENNETON	0,23	0,06	0,17
BERTHONNEAU Tanguy	BER 24	GENNETON	5,31	4,31	1
BERTHONNEAU Tanguy	BER 26	GENNETON	5,84	5,84	0
BERTHONNEAU Tanguy	BER 27	GENNETON	0,9	0	0,9
BERTHONNEAU Tanguy	BER 28	GENNETON	1,3	1,13	0,17
BERTHONNEAU Tanguy	BER 29	TUFFALUN	13,95	10,73	3,22
BERTHONNEAU Tanguy	BER 30	TUFFALUN	37,3	31,26	6,04
BERTHONNEAU Tanguy	BER 31	TUFFALUN	14,25	12,53	1,72
BERTHONNEAU Tanguy	BER 32	TUFFALUN	1,03	1	0,03
BERTHONNEAU Tanguy	BER 36	TUFFALUN	6,32	6,32	0
BERTHONNEAU Tanguy	BER 37	TUFFALUN	2,62	2,62	0
BERTHONNEAU Tanguy	BER 38	TUFFALUN	4,06	3,43	0,63
BERTHONNEAU Tanguy	BER 39	TUFFALUN	8,89	8,89	0
Billaud Marion	BIM 01	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	15,83	10,62	5,21
Billaud Marion	BIM 02	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	19,45	19,34	0,11
BISLEAU LOUISETTE	BIS 01A	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	2,14	2,14	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 01B	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	6,88	6,88	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 01C	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	2,04	2,04	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 01D	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	3,29	3,29	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 02	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	2,16	1,69	0,47
BISLEAU LOUISETTE	BIS 05	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	1,98	1,79	0,19
BISLEAU LOUISETTE	BIS 06	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	4,2	4,2	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 07	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	0,88	0,33	0,55
BISLEAU LOUISETTE	BIS 08	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	0,51	0,51	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 09	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	1,58	1,58	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 10	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	0,49	0,49	0
BISLEAU LOUISETTE	BIS 11	MONCOUTANT-SUR-SÈVRE	2,41	1,54	0,87
BISLEAU LOUISETTE	BIS 12	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	3,31	3,01	0,3
BISLEAU LOUISETTE	BIS 13	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	1,8	1,69	0,11
BISLEAU LOUISETTE	BIS 14	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	1,95	1,28	0,67
BISLEAU LOUISETTE	BIS 15	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	1,81	1,23	0,58
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 01	GENNETON	2,69	2,69	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 02	GENNETON	3,72	3,72	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 03	GENNETON	7,48	7,48	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 04	GENNETON	8,74	8,57	0,17
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 06	GENNETON	3,24	3,23	0,01
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 07	GENNETON	6,87	5,46	1,41
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 08A	GENNETON	7,73	7,28	0,45
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 08B	GENNETON	0,94	0,76	0,18
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 10	GENNETON	6,28	4,75	1,53
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 11	GENNETON	1,64	1,64	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 12	GENNETON	14,84	14,84	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 13	GENNETON	1,6	1,6	0
DE LA ROCHE SAINT-ANDRE AYMAR	ROC 14	GENNETON	1,34	1,34	0
EARL AUDOUIN	AUD 01A	GENNETON	2,48	2,31	0,17
EARL AUDOUIN	AUD 01B	GENNETON	2,42	2,12	0,3
EARL AUDOUIN	AUD 01C	GENNETON	3,22	2,94	0,28
EARL AUDOUIN	AUD 01D	GENNETON	0,58	0,22	0,36
EARL AUDOUIN	AUD 02	GENNETON	17,83	16,31	1,52
EARL AUDOUIN	AUD 03	GENNETON	1,77	1,77	0
EARL AUDOUIN	AUD 04	GENNETON	0,9	0,79	0,11
EARL AUDOUIN	AUD 05	GENNETON	1,92	0,91	1,01
EARL AUDOUIN	AUD 06	GENNETON	12,51	12,15	0,36
EARL AUDOUIN	AUD 07	GENNETON	1,38	0,43	0,95
EARL AUDOUIN	AUD 08	GENNETON	1,89	1,89	0

Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL AUDOUIN	AUD 09	GENNETON	3,07	3,07	0
EARL AUDOUIN	AUD 10	VAL D'ANAST	4,07	4,07	0
EARL AUDOUIN	AUD 11A	VAL D'ANAST	6,18	6,18	0
EARL AUDOUIN	AUD 11B	VAL D'ANAST	4,48	4,48	0
EARL AUDOUIN	AUD 11C	VAL D'ANAST	6,23	6,23	0
EARL AUDOUIN	AUD 11D	VAL D'ANAST	6,43	6,43	0
EARL AUDOUIN	AUD 11E	VAL D'ANAST	3,28	3,28	0
EARL AUDOUIN	AUD 11F	VAL D'ANAST	3,11	3,11	0
EARL AUDOUIN	AUD 11G	VAL D'ANAST	7,55	7,55	0
EARL AUDOUIN	AUD 12A	VAL D'ANAST	5,5	5,5	0
EARL AUDOUIN	AUD 12B	VAL D'ANAST	4,58	4,58	0
EARL AUDOUIN	AUD 13A	VAL D'ANAST	4,3	3,7	0,6
EARL AUDOUIN	AUD 13B	VAL D'ANAST	0,46	0	0,46
EARL AUDOUIN	AUD 13C	VAL D'ANAST	1,67	1,06	0,61
EARL AUDOUIN	AUD 13D	VAL D'ANAST	5,8	5,8	0
EARL AUDOUIN	AUD 13E	VAL D'ANAST	4,91	4,91	0
EARL AUDOUIN	AUD 13F	VAL D'ANAST	9,55	9,55	0
EARL AUDOUIN	AUD 13G	VAL D'ANAST	9,44	9,44	0
EARL AUDOUIN	AUD 14A	VAL D'ANAST	1,92	1,92	0
EARL AUDOUIN	AUD 14B	VAL D'ANAST	0,95	0,57	0,38
EARL AUDOUIN	AUD 14C	VAL D'ANAST	1,79	1,55	0,24
EARL AUDOUIN	AUD 14D	VAL D'ANAST	1,68	1,65	0,03
EARL AUDOUIN	AUD 14E	VAL D'ANAST	3,02	2,97	0,05
EARL AUDOUIN	AUD 15A	VAL D'ANAST	4,5	4,5	0
EARL AUDOUIN	AUD 15B	VAL D'ANAST	3,28	3,28	0
EARL AUDOUIN	AUD 15C	VAL D'ANAST	1,65	1,65	0
EARL AUDOUIN	AUD 15D	VAL D'ANAST	0,91	0,91	0
EARL AUDOUIN	AUD 15E	VAL D'ANAST	1,75	1,26	0,49
EARL AUDOUIN	AUD 15F	VAL D'ANAST	1,22	1,04	0,18
EARL AUDOUIN	AUD 16A	VAL D'ANAST	2,19	2,16	0,03
EARL AUDOUIN	AUD 16B	VAL D'ANAST	1,37	1,17	0,2
EARL AUDOUIN	AUD 16C	VAL D'ANAST	2,83	2,53	0,3
EARL AUDOUIN	AUD 16D	VAL D'ANAST	3,82	3,72	0,1
EARL AUDOUIN	AUD 17A	VAL D'ANAST	2,76	2,76	0
EARL AUDOUIN	AUD 17B	VAL D'ANAST	1,64	1,17	0,47
EARL AUDOUIN	AUD 17C	VAL D'ANAST	1,97	0,87	1,1
EARL AUDOUIN	AUD 17D	VAL D'ANAST	1,29	1,29	0
EARL AUDOUIN	AUD 17E	VAL D'ANAST	0,97	0,61	0,36
EARL AUDOUIN	AUD 17F	VAL D'ANAST	10,27	0	10,27
EARL BOISSINOT	BOI 01A	NUEIL-LES-AUBIERS	1,62	1,62	0
EARL BOISSINOT	BOI 01B	NUEIL-LES-AUBIERS	7,78	3,55	4,23
EARL BOISSINOT	BOI 01C	NUEIL-LES-AUBIERS	2,05	1,75	0,3
EARL BOISSINOT	BOI 02A	NUEIL-LES-AUBIERS	1,68	1,23	0,45
EARL BOISSINOT	BOI 02B	NUEIL-LES-AUBIERS	1,11	1,05	0,06
EARL BOISSINOT	BOI 02C	NUEIL-LES-AUBIERS	3,72	2,28	1,44
EARL BOISSINOT	BOI 02D	NUEIL-LES-AUBIERS	4,9	4,9	0
EARL BOISSINOT	BOI 03A	NUEIL-LES-AUBIERS	0,8	0	0,8
EARL BOISSINOT	BOI 03B	NUEIL-LES-AUBIERS	5,01	3,06	1,95
EARL BOISSINOT	BOI 03C	NUEIL-LES-AUBIERS	3,37	3,33	0,04
EARL BOISSINOT	BOI 03D	NUEIL-LES-AUBIERS	2,62	2,4	0,22
EARL BOISSINOT	BOI 04	NUEIL-LES-AUBIERS	3,31	3,31	0
EARL BOISSINOT	BOI 05	LE PIN	6,01	5,02	0,99
EARL BOISSINOT	BOI 06	LE PIN	2,5	2,14	0,36
EARL BONNEAU	BON 01	NUEIL-LES-AUBIERS	11,02	9,59	1,43
EARL BONNEAU	BON 02	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,92	1,34	0,58
EARL BROUSSEAU	BRO 01A	NUEIL-LES-AUBIERS	7,86	5,17	2,69

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL BROUSSEAU	BRO 01B	NUEIL-LES-AUBIERS	3,12	1,49	1,63
EARL BROUSSEAU	BRO 02A	NUEIL-LES-AUBIERS	1,68	0,53	1,15
EARL BROUSSEAU	BRO 02B	NUEIL-LES-AUBIERS	6,47	6,25	0,22
EARL BROUSSEAU	BRO 03A	NUEIL-LES-AUBIERS	1,14	1,11	0,03
EARL BROUSSEAU	BRO 03B	NUEIL-LES-AUBIERS	2,29	2,29	0
EARL BROUSSEAU	BRO 04	NUEIL-LES-AUBIERS	3,32	3,32	0
EARL BROUSSEAU	BRO 05	NUEIL-LES-AUBIERS	4,1	4,1	0
EARL BROUSSEAU	BRO 06	NUEIL-LES-AUBIERS	1,83	0,41	1,42
EARL BROUSSEAU	BRO 07A	NUEIL-LES-AUBIERS	2,36	0,95	1,41
EARL BROUSSEAU	BRO 07B	NUEIL-LES-AUBIERS	0,39	0	0,39
EARL BROUSSEAU	BRO 07C	NUEIL-LES-AUBIERS	1,86	1,79	0,07
EARL BROUSSEAU	BRO 07D	NUEIL-LES-AUBIERS	2,15	2,15	0
EARL BROUSSEAU	BRO 07E	NUEIL-LES-AUBIERS	3,93	3,56	0,37
EARL BROUSSEAU	BRO 07F	NUEIL-LES-AUBIERS	0,83	0,66	0,17
EARL BROUSSEAU	BRO 07G	NUEIL-LES-AUBIERS	1,64	0	1,64
EARL BROUSSEAU	BRO 08	NUEIL-LES-AUBIERS	0,9	0,32	0,58
EARL BROUSSEAU	BRO 09	NUEIL-LES-AUBIERS	4,79	2,84	1,95
EARL BROUSSEAU	BRO 10	NUEIL-LES-AUBIERS	2,08	0,34	1,74
EARL BROUSSEAU	BRO 11	NUEIL-LES-AUBIERS	11,64	11,64	0
EARL BROUSSEAU	BRO 12	COMBRAND	15,3	14,06	1,24
EARL BROUSSEAU	BRO 13	COMBRAND	2,3	1,75	0,55
EARL BROUSSEAU	BRO 14	COMBRAND	9,22	7,54	1,68
EARL BROUSSEAU	BRO 15	COMBRAND	4,9	4,57	0,33
EARL BROUSSEAU	BRO 16	COMBRAND	1,54	1,4	0,14
EARL de la Bequinière	EDB 01	SAINT-MESMIN	1,23	0,38	0,85
EARL de la Bequinière	EDB 02	SAINT-MESMIN	1,85	0	1,85
EARL de la Bequinière	EDB 03	SAINT-MESMIN	2,93	0	2,93
EARL de la Bequinière	EDB 04	SAINT-MESMIN	0,1	0	0,1
EARL de la Bequinière	EDB 04A	SAINT-MESMIN	13,06	12,56	0,5
EARL de la Bequinière	EDB 04B	SAINT-MESMIN	1,98	1,98	0
EARL de la Bequinière	EDB 04C	SAINT-MESMIN	4,17	3,81	0,36
EARL de la Bequinière	EDB 04D	SAINT-MESMIN	1,88	1,68	0,2
EARL de la Bequinière	EDB 04E	SAINT-MESMIN	3,43	3,36	0,07
EARL de la Bequinière	EDB 04F	SAINT-MESMIN	7,08	0	7,08
EARL de la Bequinière	EDB 05A	SAINT-MESMIN	1,32	0	1,32
EARL de la Bequinière	EDB 05B	SAINT-MESMIN	4,49	4,47	0,02
EARL de la Bequinière	EDB 06A	SAINT-MESMIN	5,07	5,02	0,05
EARL de la Bequinière	EDB 06B	SAINT-MESMIN	1,31	0	1,31
EARL de la Bequinière	EDB 07	SAINT-MESMIN	2,63	2,55	0,08
EARL de la Bequinière	EDB 08	SAINT-MESMIN	1,06	0	1,06
EARL de la Bequinière	EDB 09	SAINT-MESMIN	0,29	0	0,29
EARL de la Bequinière	EDB 10A	SAINT-MESMIN	2,35	2,35	0
EARL de la Bequinière	EDB 10B	SAINT-MESMIN	10,56	0	10,56
EARL de la Bequinière	EDB 10C	SAINT-MESMIN	2,79	0	2,79
EARL de la Bequinière	EDB 11	SAINT-MESMIN	0,81	0	0,81
EARL de la Bequinière	EDB 13	SAINT-MESMIN	1,31	1,31	0
EARL de la Bequinière	EDB 15A	SAINT-MESMIN	5,62	0	5,62
EARL de la Bequinière	EDB 15B	SAINT-MESMIN	4,25	4,25	0
EARL de la Bequinière	EDB 15C	SAINT-MESMIN	2,56	0	2,56
EARL de la Bequinière	EDB 17A	SAINT-MESMIN	4,09	4,05	0,04
EARL de la Bequinière	EDB 17B	SAINT-MESMIN	8,11	0	8,11
EARL de la Bequinière	EDB 17C	SAINT-MESMIN	1,16	1,08	0,08
EARL de la Bequinière	EDB 17D	SAINT-MESMIN	7,2	7,2	0
EARL de la Bequinière	EDB 17E	SAINT-MESMIN	2,54	1,9	0,64
EARL de la Bequinière	EDB 17F	SAINT-MESMIN	1,67	1,67	0
EARL de la Bequinière	EDB 17G	SAINT-MESMIN	1,83	1,83	0

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL de la Bequinière	EDB 21	SAINT-MESMIN	0,75	0	0,75
EARL de la Bequinière	EDB 22	SAINT-MESMIN	0,85	0	0,85
EARL de la Bequinière	EDB 23	SAINT-MESMIN	0,34	0	0,34
EARL JOSELON	JOS 01A	GENNETON	2,62	2,62	0
EARL JOSELON	JOS 01B	GENNETON	4,45	4,45	0
EARL JOSELON	JOS 02	GENNETON	3	3	0
EARL JOSELON	JOS 03	GENNETON	3,62	3,62	0
EARL JOSELON	JOS 04	GENNETON	4,9	4,9	0
EARL JOSELON	JOS 05	GENNETON	8,87	8,87	0
EARL JOSELON	JOS 07	GENNETON	10,3	10,3	0
EARL JOSELON	JOS 08A	GENNETON	2,35	1,84	0,51
EARL JOSELON	JOS 08B	GENNETON	2,77	1,84	0,93
EARL JOSELON	JOS 09	GENNETON	4,72	4,3	0,42
EARL JOSELON	JOS 10A	GENNETON	8,56	8,56	0
EARL JOSELON	JOS 10B	GENNETON	2,65	2,65	0
EARL JOSELON	JOS 11A	GENNETON	2,69	2,69	0
EARL JOSELON	JOS 11B	GENNETON	4,75	4,75	0
EARL JOSELON	JOS 11C	GENNETON	2,56	2,56	0
EARL JOSELON	JOS 11D	GENNETON	5,35	5,24	0,11
EARL JOSELON	JOS 11E	GENNETON	0,63	0,11	0,52
EARL JOSELON	JOS 13	GENNETON	2,68	2,68	0
EARL JOSELON	JOS 14A	GENNETON	8,31	2,62	5,69
EARL JOSELON	JOS 14B	GENNETON	2,65	2,65	0
EARL JOSELON	JOS 14C	GENNETON	1,44	0,56	0,88
EARL JOSELON	JOS 14D	GENNETON	2,36	2,11	0,25
EARL JOSELON	JOS 15	GENNETON	4,39	2,52	1,87
EARL JOSELON	JOS 16	GENNETON	2,88	2,88	0
EARL JOSELON	JOS 17A	GENNETON	2,46	2,46	0
EARL JOSELON	JOS 17B	GENNETON	0,11	0,11	0
EARL JOSELON	JOS 18	GENNETON	5,85	5,85	0
EARL JOSELON	JOS 19A	GENNETON	2,16	2,16	0
EARL JOSELON	JOS 19B	GENNETON	2,29	2,29	0
EARL JOSELON	JOS 19C	GENNETON	2,51	2,31	0,2
EARL JOSELON	JOS 20A	GENNETON	4,06	3,92	0,14
EARL JOSELON	JOS 20B	GENNETON	0,56	0,56	0
EARL JOSELON	JOS 21	GENNETON	6,09	5,47	0,62
EARL JOSELON	JOS 24A	GENNETON	2,2	0,84	1,36
EARL JOSELON	JOS 24B	GENNETON	1,81	0,93	0,88
EARL La Barangerie	BRP 01	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,4	4,98	0,42
EARL La Barangerie	BRP 02	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	11,26	10,91	0,35
EARL La Barangerie	BRP 03	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	9,62	8,88	0,74
EARL La Barangerie	BRP 04	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2	2	0
EARL La Barangerie	BRP 05	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,46	2,46	0
EARL La Barangerie	BRP 06	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,21	4,21	0
EARL La Barangerie	BRP 07	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,2	1,14	0,06
EARL La Barangerie	BRP 08	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,51	1,51	0
EARL La Barangerie	BRP 09	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,31	2,07	0,24
EARL LA GRILLERE	GRI 01A	LA GAUBRETIÈRE	2,16	2,16	0
EARL LA GRILLERE	GRI 01B	LA GAUBRETIÈRE	2,51	2,51	0
EARL LA GRILLERE	GRI 01C	LA GAUBRETIÈRE	2,52	2,52	0
EARL LA GRILLERE	GRI 01D	LA GAUBRETIÈRE	8,23	6,32	1,91
EARL LA GRILLERE	GRI 01E	LA GAUBRETIÈRE	1,43	1,38	0,05
EARL LA GRILLERE	GRI 01F	LA GAUBRETIÈRE	3,5	3,49	0,01
EARL LA GRILLERE	GRI 01G	LA GAUBRETIÈRE	1,41	0	1,41
EARL LA GRILLERE	GRI 01H	LA GAUBRETIÈRE	4,14	0	4,14
EARL LA GRILLERE	GRI 02	LA GAUBRETIÈRE	0,13	0	0,13



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL LA GRILLERE	GRI 03	LA GAUBRETIÈRE	8	7,35	0,65
EARL LA GRILLERE	GRI 04A	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	2,56	0	2,56
EARL LA GRILLERE	GRI 04B	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	9,3	8,19	1,11
EARL LA GRILLERE	GRI 04C	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	0,91	0,78	0,13
EARL LA GRILLERE	GRI 04D	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	4,07	0	4,07
EARL LA GRILLERE	GRI 04E	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	3,61	0,91	2,7
EARL LA GRILLERE	GRI 05A	LA GAUBRETIÈRE	9,95	9,25	0,7
EARL LA GRILLERE	GRI 05B	LA GAUBRETIÈRE	7,53	7,53	0
EARL LA GRILLERE	GRI 05C	LA GAUBRETIÈRE	3,9	3,9	0
EARL LA GRILLERE	GRI 05D	LA GAUBRETIÈRE	3,45	0	3,45
EARL LA GRILLERE	GRI 07	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	0,57	0,28	0,29
EARL LA GRILLERE	GRI 08	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	4,83	4,83	0
EARL LA GRILLERE	GRI 09	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	2,73	2,73	0
EARL LA GRILLERE	GRI 10A	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	1,99	0	1,99
EARL LA GRILLERE	GRI 10B	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	1,99	1,75	0,24
EARL LA GRILLERE	GRI 10C	SAINT-MARTIN-DES-TILLEULS	13,81	13,81	0
EARL LA GRILLERE	GRI 11	LA GAUBRETIÈRE	0,44	0	0,44
EARL LA GRILLERE	GRI 12A	LA GAUBRETIÈRE	3,22	2,28	0,94
EARL LA GRILLERE	GRI 12B	LA GAUBRETIÈRE	9,01	0	9,01
EARL LA SOURCE	SOU 01	LE PIN	4,23	3,9	0,33
EARL LA SOURCE	SOU 02A	LE PIN	0,61	0,26	0,35
EARL LA SOURCE	SOU 02B	LE PIN	1,71	1,71	0
EARL LA SOURCE	SOU 02C	LE PIN	7,2	7,13	0,07
EARL LA SOURCE	SOU 02D	LE PIN	1,49	0	1,49
EARL LA SOURCE	SOU 05A	LE PIN	1,82	1,02	0,8
EARL LA SOURCE	SOU 05B	LE PIN	6,1	4,35	1,75
EARL LA SOURCE	SOU 05C	LE PIN	1,74	0,27	1,47
EARL LA SOURCE	SOU 06A	LE PIN	2,85	1,29	1,56
EARL LA SOURCE	SOU 06B	LE PIN	5,82	4,56	1,26
EARL LA SOURCE	SOU 06C	LE PIN	2,64	1,38	1,26
EARL LA SOURCE	SOU 06D	LE PIN	3,2	2,07	1,13
EARL LA SOURCE	SOU 07	LE PIN	5,22	0	5,22
EARL LA SOURCE	SOU 09	LE PIN	0,65	0	0,65
EARL LA SOURCE	SOU 10	LE PIN	0,6	0,02	0,58
EARL LA SOURCE	SOU 11A	BRETIGNOLLES	0,56	0,09	0,47
EARL LA SOURCE	SOU 11B	BRETIGNOLLES	7,95	0	7,95
EARL LA SOURCE	SOU 11C	BRETIGNOLLES	3,98	3,32	0,66
EARL LA SOURCE	SOU 11D	BRETIGNOLLES	8,16	7,22	0,94
EARL LA SOURCE	SOU 11E	BRETIGNOLLES	0,75	0	0,75
EARL LA SOURCE	SOU 11F	BRETIGNOLLES	1,69	0,42	1,27
EARL LA SOURCE	SOU 11G	BRETIGNOLLES	0,42	0	0,42
EARL LA SOURCE	SOU 11H	BRETIGNOLLES	4,33	3,71	0,62
EARL LA SOURCE	SOU 12A	BRETIGNOLLES	2,59	1,33	1,26
EARL LA SOURCE	SOU 12B	BRETIGNOLLES	0,6	0,15	0,45
EARL LA SOURCE	SOU 12C	BRETIGNOLLES	0,25	0	0,25
EARL LA SOURCE	SOU 13	BRETIGNOLLES	0,27	0	0,27
EARL LA SOURCE	SOU 14	BRETIGNOLLES	1,33	1,33	0
EARL LA SOURCE	SOU 15A	BRETIGNOLLES	1,17	1,17	0
EARL LA SOURCE	SOU 15B	BRETIGNOLLES	0,84	0,84	0
EARL LA SOURCE	SOU 16A	NUEIL-LES-AUBIERS	16,6	16,6	0
EARL LA SOURCE	SOU 16B	BRETIGNOLLES	0,7	0,7	0
EARL LA SOURCE	SOU 16C	BRETIGNOLLES	0,91	0,84	0,07
EARL LA SOURCE	SOU 17	BRETIGNOLLES	1,08	0,99	0,09
EARL LA SOURCE	SOU 18	BRETIGNOLLES	2,58	2,58	0
EARL LA SOURCE	SOU 19	LE PIN	5,8	5,43	0,37
EARL LA SOURCE	SOU 20A	BRETIGNOLLES	4,28	4,16	0,12

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface éposable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL LA SOURCE	SOU 20B	BRETIGNOLLES	1,19	0,83	0,36
EARL LA SOURCE	SOU 20C	BRETIGNOLLES	0,88	0,73	0,15
EARL LA SOURCE	SOU 21	BRETIGNOLLES	1,7	1,25	0,45
EARL LE COUT	COL 05	BRESSUIRE	3,04	3,04	0
EARL LE COUT	COL 06	BRESSUIRE	1,05	0	1,05
EARL LE COUT	COT 01	BRESSUIRE	6,63	2,52	4,11
EARL LE COUT	COT 02A	BRESSUIRE	1,68	1,37	0,31
EARL LE COUT	COT 02B	BRESSUIRE	0,98	0,98	0
EARL LE COUT	COT 02C	BRESSUIRE	1,54	1,54	0
EARL LE COUT	COT 02D	BRESSUIRE	0,75	0,73	0,02
EARL LE COUT	COT 02E	BRESSUIRE	0,98	0,98	0
EARL LE COUT	COT 02F	BRESSUIRE	3,06	3,02	0,04
EARL LE COUT	COT 03	BRESSUIRE	5,76	2,24	3,52
EARL LE COUT	COT 05	BRESSUIRE	8,86	5,39	3,47
EARL LE COUT	COT 07	BRESSUIRE	6,84	5,98	0,86
EARL LE COUT	COT 10A	BRESSUIRE	3,07	3,06	0
EARL LE COUT	COT 10B	BRESSUIRE	1,82	1,82	0
EARL LE COUT	COT 10C	BRESSUIRE	3,07	3,07	0
EARL LE COUT	COT 10D	BRESSUIRE	3,51	3,46	0,05
EARL LE COUT	COT 10E	BRESSUIRE	4,32	3,67	0,65
EARL LE COUT	COT 10F	BRESSUIRE	1,94	1,94	0
EARL Les Manchas	AVR 01	MAULÉON	9,27	9,27	0
EARL Les Manchas	AVR 02	MAULÉON	3,43	3,43	0
EARL Les Manchas	AVR 03	MAULÉON	14,13	13,38	0,75
EARL Les Manchas	AVR 05	MAULÉON	17,29	9,33	7,96
EARL Les Manchas	AVR 08	MAULÉON	6,63	3,62	3,01
EARL Les Manchas	AVR 09	MAULÉON	7,35	7,16	0,19
EARL Les Manchas	AVR 10	MAULÉON	6,24	6,24	0
EARL Les Manchas	AVR 17	MAULÉON	2,19	1,87	0,32
EARL Les Manchas	AVR 18	MAULÉON	14,84	8,85	5,99
EARL Les Manchas	AVR 19	MAULÉON	3,07	3,07	0
EARL Les Manchas	AVR 20	MAULÉON	24,09	22,64	1,45
EARL Les Manchas	AVR 22	MAULÉON	2,52	1,66	0,86
EARL Les Manchas	AVR 23	MAULÉON	23,47	18,02	5,45
EARL Les Manchas	AVR 24	MAULÉON	2,1	2,1	0
EARL MASSON	MAS 01	SAINT-MESMIN	4,42	4,42	0
EARL MASSON	MAS 02A	SAINT-MESMIN	1,45	0	1,45
EARL MASSON	MAS 02B	SAINT-MESMIN	1,43	0	1,43
EARL MASSON	MAS 03A	SAINT-MESMIN	2,23	0	2,23
EARL MASSON	MAS 03B	SAINT-MESMIN	1,39	0	1,39
EARL MASSON	MAS 04A	SAINT-MESMIN	1,23	0	1,23
EARL MASSON	MAS 04B	SAINT-MESMIN	1,12	0	1,12
EARL MASSON	MAS 04C	SAINT-MESMIN	0,63	0	0,63
EARL MASSON	MAS 05A	SAINT-MESMIN	5,52	4,75	0,77
EARL MASSON	MAS 05B	SAINT-MESMIN	4,15	4	0,15
EARL MASSON	MAS 06A	SAINT-MESMIN	0,25	0	0,25
EARL MASSON	MAS 06B	SAINT-MESMIN	1,99	0	1,99
EARL MASSON	MAS 06C	SAINT-MESMIN	0,03	0	0,03
EARL MASSON	MAS 07A	SAINT-MESMIN	0,76	0	0,76
EARL MASSON	MAS 07B	SAINT-MESMIN	0,7	0	0,7
EARL MASSON	MAS 08	SAINT-MESMIN	0,6	0	0,6
EARL MASSON	MAS 09	SAINT-MESMIN	3,55	2,86	0,69
EARL MASSON	MAS 10A	SAINT-MESMIN	10,46	10,46	0
EARL MASSON	MAS 10B	SAINT-MESMIN	1,62	0	1,62
EARL MASSON	MAS 10C	SAINT-MESMIN	0,23	0	0,23
EARL MASSON	MAS 11A	SAINT-MESMIN	1,52	1,52	0

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL MASSON	MAS 11B	SAINT-MESMIN	0,99	0	0,99
EARL MASSON	MAS 12	SAINT-MESMIN	0,28	0	0,28
EARL MASSON	MAS 13	SAINT-MESMIN	0,33	0	0,33
EARL MASSON	MAS 14	SAINT-MESMIN	0,32	0	0,32
EARL MASSON	MAS 15	SAINT-MESMIN	0,49	0	0,49
EARL MASSON	MAS 16	SAINT-MESMIN	2,94	2,9	0
EARL PIGNON	PIGN 001 A	CHANTONNAY	0,11	0	0,11
EARL PIGNON	PIGN 001 B	CHANTONNAY	1,98	0	1,98
EARL PIGNON	PIGN 002 A	BAZOGES-EN-PAREDS	5,01	5,01	0
EARL PIGNON	PIGN 002 B	BAZOGES-EN-PAREDS	0,39	0	0,39
EARL PIGNON	PIGN 002 C	BAZOGES-EN-PAREDS	3,97	0	3,97
EARL PIGNON	PIGN 002 D	BAZOGES-EN-PAREDS	9,01	7,8	1,21
EARL PIGNON	PIGN 002 E	BAZOGES-EN-PAREDS	0,27	0	0,27
EARL PIGNON	PIGN 003 A	BAZOGES-EN-PAREDS	1,15	0	1,15
EARL PIGNON	PIGN 003 B	BAZOGES-EN-PAREDS	1,9	1,9	0
EARL PIGNON	PIGN 006	BAZOGES-EN-PAREDS	3,54	3,54	0
EARL PIGNON	PIGN 007	BAZOGES-EN-PAREDS	2,07	1,97	0,1
EARL PIGNON	PIGN 008	BAZOGES-EN-PAREDS	0,68	0	0,68
EARL PIGNON	PIGN 009 A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,11	0	0,11
EARL PIGNON	PIGN 009 B	BAZOGES-EN-PAREDS	4,8	4,26	0,54
EARL PIGNON	PIGN 009 C	BAZOGES-EN-PAREDS	1,69	0	1,69
EARL PIGNON	PIGN 009 D	BAZOGES-EN-PAREDS	3,94	3,94	0
EARL PIGNON	PIGN 010 A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,91	0	0,91
EARL PIGNON	PIGN 010 B	BAZOGES-EN-PAREDS	14,04	12,31	1,73
EARL PIGNON	PIGN 010 C	BAZOGES-EN-PAREDS	0,33	0	0,33
EARL PIGNON	PIGN 011 A	BAZOGES-EN-PAREDS	4,5	4,36	0,14
EARL PIGNON	PIGN 011 B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,79	3,63	0,16
EARL PIGNON	PIGN 012	BAZOGES-EN-PAREDS	2,25	1,91	0,34
EARL PIGNON	PIGN 013	BAZOGES-EN-PAREDS	1,02	0	1,02
EARL PIGNON	PIGN 014	BAZOGES-EN-PAREDS	3,71	3,71	0
EARL PIGNON	PIGN 015	BAZOGES-EN-PAREDS	0,19	0	0,19
EARL PIGNON	PIGN 016	BAZOGES-EN-PAREDS	6,19	6,16	0,03
EARL PIGNON	PIGN 017	BAZOGES-EN-PAREDS	2,12	0	2,12
EARL PIGNON	PIGN 018	BAZOGES-EN-PAREDS	8,97	8,84	0,13
EARL PIGNON	PIGN 019 A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,24	0	0,24
EARL PIGNON	PIGN 019 B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,15	2,99	0,16
EARL PIGNON	PIGN 019 C	BAZOGES-EN-PAREDS	0,06	0	0,06
EARL PIGNON	PIGN 019 D	BAZOGES-EN-PAREDS	0,29	0	0,29
EARL PIGNON	PIGN 019 E	BAZOGES-EN-PAREDS	0,06	0	0,06
EARL PIGNON	PIGN 020 A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,1	0	0,1
EARL PIGNON	PIGN 020 B	BAZOGES-EN-PAREDS	0,1	0	0,1
EARL PIGNON	PIGN 020 C	BAZOGES-EN-PAREDS	4,44	0	4,44
EARL PIGNON	PIGN 020 D	BAZOGES-EN-PAREDS	1,03	0	1,03
EARL PIGNON	PIGN 021 A	BAZOGES-EN-PAREDS	15,68	15,68	0
EARL PIGNON	PIGN 021 B	BAZOGES-EN-PAREDS	5,7	5,7	0
EARL PIGNON	PIGN 022 A	TALLUD-SAINT-GEMME	8,67	8,67	0
EARL PIGNON	PIGN 022 B	TALLUD-SAINT-GEMME	5,26	5,26	0
EARL PIGNON	PIGN 022 C	TALLUD-SAINT-GEMME	0,02	0,02	0
EARL PIGNON	PIGN 024 A	TALLUD-SAINT-GEMME	6,41	6,24	0,17
EARL PIGNON	PIGN 024 B	TALLUD-SAINT-GEMME	17,02	0	17,02
EARL PIGNON	PIGN 024 C	TALLUD-SAINT-GEMME	0,96	0	0,96
EARL PIGNON	PIGN 025 A	TALLUD-SAINT-GEMME	0,1	0	0,1
EARL PIGNON	PIGN 025 B	TALLUD-SAINT-GEMME	1,17	0	1,17
EARL PIGNON	PIGN 025 C	TALLUD-SAINT-GEMME	6,31	0	6,31
EARL PIGNON	PIGN 026	TALLUD-SAINT-GEMME	2,96	2,96	0
EARL PIGNON	PIGN 027 A	TALLUD-SAINT-GEMME	2,78	0	2,78

Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
EARL PIGNON	PIGN 027 B	TALLUD-SAINT-GEMME	0,15	0	0,15
EARL PIGNON	PIGN 027 C	TALLUD-SAINT-GEMME	1,24	0	1,24
EARL PIGNON	PIGN 027 D	TALLUD-SAINT-GEMME	4,54	0	4,54
EARL PIGNON	PIGN 028	BAZOGES-EN-PAREDS	3,21	0	3,21
EARL PIGNON	PIGN 029	BAZOGES-EN-PAREDS	2,43	0	2,43
EARL PIGNON	PIGN 030	BAZOGES-EN-PAREDS	2,36	2,36	0
EARL PIGNON	PIGN 031	BAZOGES-EN-PAREDS	1,37	1,37	0
EARL PIGNON	PIGN 032	BAZOGES-EN-PAREDS	1,03	0	1,03
EARL PIGNON	PIGN 033 A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,37	0	0,37
EARL PIGNON	PIGN 033 B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,14	3,14	0
EARL PIGNON	PIGN 033 C	BAZOGES-EN-PAREDS	2,61	2,61	0
EARL PIGNON	PIGN 034	BAZOGES-EN-PAREDS	1,95	1,95	0
EARL PIGNON	PIGN 035	BAZOGES-EN-PAREDS	5,34	5,34	0
EARL PIGNON	PIGN 036	MOUILLERON-EN-PAREDS	8,74	6,8	1,94
EARL PIGNON	PIGN 037	MOUILLERON-EN-PAREDS	4,93	0	4,93
EARL PIGNON	PIGN 038 A	MOUILLERON-EN-PAREDS	0,15	0	0,15
EARL PIGNON	PIGN 038 B	MOUILLERON-EN-PAREDS	0,15	0	0,15
EARL PIGNON	PIGN 038 C	MOUILLERON-EN-PAREDS	4,53	0	4,53
EARL PIGNON	PIGN 039	TALLUD-SAINT-GEMME	3,08	0	3,08
EARL PIGNON	PIGN 040	BAZOGES-EN-PAREDS	0,43	0	0,43
EARL PIGNON	PIGN 041	BAZOGES-EN-PAREDS	0,76	0	0,76
EARL ROTURIER	ROT 01A	SÈVREMONT	9,15	8,84	0,31
EARL ROTURIER	ROT 01B	SÈVREMONT	8,4	8,4	0
EARL ROTURIER	ROT 02A	SÈVREMONT	1,64	1,16	0,48
EARL ROTURIER	ROT 02B	SÈVREMONT	4,75	4,64	0,11
EARL ROTURIER	ROT 03A	SÈVREMONT	2,44	2,44	0
EARL ROTURIER	ROT 03B	SÈVREMONT	0,89	0,89	0
EARL ROTURIER	ROT 04	SÈVREMONT	1,34	1,34	0
EARL ROTURIER	ROT 05	SÈVREMONT	1,05	0,39	0,66
EARL ROTURIER	ROT 06	SÈVREMONT	2,13	1,66	0,47
EARL ROTURIER	ROT 07	SÈVREMONT	3,41	3,41	0
EARL ROTURIER	ROT 08	SÈVREMONT	3,38	3,38	0
EARL ROTURIER	ROT 09A	SÈVREMONT	6,64	5,88	0,76
EARL ROTURIER	ROT 09B	SÈVREMONT	5,34	5,34	0
EARL ROTURIER	ROT 12	SÈVREMONT	0,86	0,07	0,79
EARL ROTURIER	ROT 20A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,31	0,5	1,81
EARL ROTURIER	ROT 20B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,13	2,17	0,96
EARL ROTURIER	ROT 21	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,94	1,94	0
EARL ROTURIER	ROT 22A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,14	1,14	0
EARL ROTURIER	ROT 22B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,79	1,79	0
EARL ROTURIER	ROT 22C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,13	3,13	0
EARL ROTURIER	ROT 22D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,08	2,08	0
EARL ROTURIER	ROT 22E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,48	3,48	0
EARL ROTURIER	ROT 22F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,95	3,95	0
EARL ROTURIER	ROT 23	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,46	1,65	0,81
EARL ROTURIER	ROT 24A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,96	0,45	0,51
EARL ROTURIER	ROT 24B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,99	0,73	0,26
EARL ROTURIER	ROT 24C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,47	0,47	0
EARL ROTURIER	ROT 24D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,76	3,76	0
EARL ROTURIER	ROT 25	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,32	4,56	0,76
EARL ROTURIER	ROT 26	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,64	1,64	0
EARL ROTURIER	ROT 27	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,07	1,92	2,15
FUZEAU MICKAEL	FUZ 01A	CERIZAY	2,46	1,87	0,59
FUZEAU MICKAEL	FUZ 01B	CERIZAY	1,07	0	1,07
FUZEAU MICKAEL	FUZ 01C	CERIZAY	1,04	0,61	0,43
FUZEAU MICKAEL	FUZ 02	CIRIÈRES	2,83	2,83	0



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
FUZEAU MICKAEL	FUZ 04	LE PIN	5,02	3,57	1,45
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05A	LE PIN	4,86	4,86	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05B	LE PIN	8,79	8,32	0,47
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05C	LE PIN	0,87	0,87	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05D	LE PIN	2,18	1,55	0,63
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05E	LE PIN	2,04	1,44	0,6
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05F	LE PIN	0,51	0,51	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 05G	LE PIN	2,62	2,62	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 06	LE PIN	1,08	0	1,08
FUZEAU MICKAEL	FUZ 07	LE PIN	3,54	1,27	2,27
FUZEAU MICKAEL	FUZ 08	LE PIN	0,88	0	0,88
FUZEAU MICKAEL	FUZ 10	LE PIN	5,17	4,6	0,57
FUZEAU MICKAEL	FUZ 11A	LE PIN	1,83	1	0,83
FUZEAU MICKAEL	FUZ 11B	LE PIN	5,8	4,58	1,22
FUZEAU MICKAEL	FUZ 13A	LE PIN	5,83	4,18	1,65
FUZEAU MICKAEL	FUZ 13B	LE PIN	1,26	0,3	0,96
FUZEAU MICKAEL	FUZ 14	LE PIN	4,78	4,78	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 16	LE PIN	3,64	3,64	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 17	LE PIN	2,97	2,97	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 18A	LE PIN	12,3	11,38	0,92
FUZEAU MICKAEL	FUZ 18B	LE PIN	10,42	10,23	0,19
FUZEAU MICKAEL	FUZ 19	LE PIN	6,42	6,42	0
FUZEAU MICKAEL	FUZ 20	LE PIN	2,43	1,46	0,97
GABARD HUGUES	GAH 01	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	7,19	0	7,19
GABARD HUGUES	GAH 02A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,38	0	3,38
GABARD HUGUES	GAH 02B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,21	2,21	0
GABARD HUGUES	GAH 02C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2	2	0
GABARD HUGUES	GAH 02D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2	2	0
GABARD HUGUES	GAH 02E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,3	0,55	0,75
GABARD HUGUES	GAH 03	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,98	0,98	0
GABARD HUGUES	GAH 04A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,01	0	3,01
GABARD HUGUES	GAH 04B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,45	0,15	1,3
GABARD HUGUES	GAH 05	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,2	2,67	1,53
GABORIT DIDIER	GAD 01 A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,38	5,38	0
GABORIT DIDIER	GAD 01 B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,56	2,76	1,8
GABORIT DIDIER	GAD 01 C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	8,57	8,57	0
GABORIT DIDIER	GAD 01 D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	10,34	9,87	0,47
GABORIT DIDIER	GAD 01 E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,29	0,34	0,95
GABORIT DIDIER	GAD 01 F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,7	0,74	0,96
GABORIT DIDIER	GAD 01 G	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,53	0,57	0,96
GABORIT DIDIER	GAD 01 H	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,02	1,65	0,37
GABORIT DIDIER	GAD 01 I	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,4	2,25	0,15
GABORIT DIDIER	GAD 01 J	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,65	1,08	1,57
GABORIT DIDIER	GAD 01 K	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,01	0,88	1,13
GABORIT DIDIER	GAD 02 A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,99	4,24	0,75
GABORIT DIDIER	GAD 02 B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2	0,56	1,44
GABORIT DIDIER	GAD 03	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,03	0,58	1,45
GABORIT DIDIER	GAD 04	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,79	0	0,79
GABORIT DIDIER	GAD 05	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,52	0,32	0,2
GABORIT DIDIER	GAD 06 A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,93	0,68	1,25
GABORIT DIDIER	GAD 06 B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,05	1,63	1,42
GABORIT DIDIER	GAD 06 C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,81	4,38	0,43
GABORIT DIDIER	GAD 06 D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,4	2,4	0
GABORIT DIDIER	GAD 06 E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,1	1,45	0,65
GABORIT DIDIER	GAD 06 F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,98	1,98	0
GABORIT DIDIER	GAD 07 A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,57	2,44	1,13

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GABORIT DIDIER	GAD 07 B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,86	3,93	0,93
GABORIT DIDIER	GAD 07 C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,28	3,28	0
GABORIT DIDIER	GAD 07 D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,64	0,64	0
GABORIT DIDIER	GAD 07 E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,47	4,47	0
GABORIT DIDIER	GAD 08 A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,77	2,13	3,64
GABORIT DIDIER	GAD 08 B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,47	2,38	2,09
GABORIT DIDIER	GAD 09 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	4,19	4,19	0
GABORIT DIDIER	GAD 09 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,21	0	0,21
GABORIT DIDIER	GAD 09 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,47	2,5	0,97
GABORIT DIDIER	GAD 09 D	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,15	0	0,15
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 01	VAL D'ANAST	4,27	4,27	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02A	VAL D'ANAST	7,88	7,83	0,05
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02B	VAL D'ANAST	2,37	2,24	0,13
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02C	VAL D'ANAST	8,18	5,63	2,55
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02D	VAL D'ANAST	6,53	5,04	1,49
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02E	VAL D'ANAST	6,64	5,58	1,06
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02F	VAL D'ANAST	4,42	3,17	1,25
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 02G	VAL D'ANAST	0,46	0,09	0,37
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 03	VAL D'ANAST	3,93	3,92	0,01
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 04A	VAL D'ANAST	1,79	1,51	0,28
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 04B	VAL D'ANAST	1,71	0,28	1,43
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 04C	VAL D'ANAST	2,53	2,11	0,42
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 04D	VAL D'ANAST	0,55	0,44	0,11
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 05	VAL D'ANAST	1,56	0,79	0,77
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06A	VAL D'ANAST	5,55	5,55	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06B	VAL D'ANAST	5,85	5,3	0,55
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06C	VAL D'ANAST	1,38	1,2	0,18
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06D	VAL D'ANAST	1,91	1,11	0,8
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06E	VAL D'ANAST	3,23	2,59	0,64
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06F	VAL D'ANAST	7,41	7,31	0,1
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 06G	VAL D'ANAST	2,34	2,34	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 07A	VAL D'ANAST	4,21	4,21	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 07B	VAL D'ANAST	3,19	3,19	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 07C	VAL D'ANAST	3,69	3,69	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 08	VAL D'ANAST	0,64	0,64	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 09	VAL D'ANAST	4,23	4,2	0,03
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 10	VAL D'ANAST	1,78	0,99	0,79
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11A	VAL D'ANAST	4,18	2,39	1,79
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11B	VAL D'ANAST	5,76	5,76	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11C	VAL D'ANAST	4,04	3,57	0,47
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11D	VAL D'ANAST	1,84	1,63	0,21
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11E	VAL D'ANAST	2,01	2,01	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11F	VAL D'ANAST	2,27	2,27	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 11G	VAL D'ANAST	2,96	2,96	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 12A	VAL D'ANAST	2,05	1,37	0,68
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 12B	VAL D'ANAST	3,88	3,68	0,2
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 12C	VAL D'ANAST	8,06	8,06	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 13A	VAL D'ANAST	1,89	1,56	0,33
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 13B	VAL D'ANAST	3,25	3,25	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 13C	VAL D'ANAST	2,13	1,51	0,62
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 14	VAL D'ANAST	3,57	3,57	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 15	VAL D'ANAST	2,5	2,5	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 16A	VAL D'ANAST	7,97	7,97	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 16B	VAL D'ANAST	2,36	2,36	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 16C	VAL D'ANAST	2,27	2,27	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 16D	VAL D'ANAST	1,35	1,27	0,08

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 17	VAL D'ANAST	2,9	2,9	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 18A	VAL D'ANAST	1,41	1,25	0,16
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 18B	VAL D'ANAST	1,93	1,93	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 18C	VAL D'ANAST	0,56	0,56	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 19	VAL D'ANAST	6,24	6,24	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 20	VAL D'ANAST	1,12	1,12	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 21	MASSAIS	2,28	2,28	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 22	VAL D'ANAST	4,57	3,78	0,79
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 23	VAL D'ANAST	5,4	4,43	0,97
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 24A	VAL D'ANAST	1,23	0,77	0,46
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 24B	VAL D'ANAST	1,47	1,21	0,26
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 24C	VAL D'ANAST	2,87	2,87	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 25	VAL D'ANAST	1,94	0	1,94
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 26A	VAL D'ANAST	0,6	0,12	0,48
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 26B	VAL D'ANAST	2,09	2,09	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 26C	VAL D'ANAST	1,14	1,1	0,04
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 26D	VAL D'ANAST	1,13	1,13	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 27A	COULONGES-THOUARSAIS	0,89	0,3	0,59
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 27B	COULONGES-THOUARSAIS	1,08	1,08	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 27C	COULONGES-THOUARSAIS	3,36	3,21	0,15
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 27D	COULONGES-THOUARSAIS	3,04	2,76	0,28
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 27E	COULONGES-THOUARSAIS	4,89	3,67	1,22
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 28	COULONGES-THOUARSAIS	3,1	2,22	0,88
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 29A	COULONGES-THOUARSAIS	1,18	1,18	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 29B	COULONGES-THOUARSAIS	1,66	1,5	0,16
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 30	COULONGES-THOUARSAIS	3,43	3,03	0,4
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 31A	COULONGES-THOUARSAIS	2,16	2,16	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 31B	COULONGES-THOUARSAIS	1,62	1,62	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 32A	COULONGES-THOUARSAIS	1,44	1,44	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 32B	COULONGES-THOUARSAIS	1,06	1,06	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 32C	COULONGES-THOUARSAIS	1,19	1,19	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 33A	COULONGES-THOUARSAIS	0,29	0,29	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 33B	COULONGES-THOUARSAIS	3,7	3,7	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 34A	COULONGES-THOUARSAIS	1,44	1,44	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 34B	COULONGES-THOUARSAIS	0,43	0,26	0,17
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 35	VAL D'ANAST	6,79	6,45	0,34
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 36	VAL D'ANAST	0,71	0,55	0,16
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 37	VAL D'ANAST	1,67	0,88	0,79
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 38	ARGENTON-LES-VALLEES	8,29	7,25	1,04
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 39	ARGENTON-LES-VALLEES	0,76	0,06	0,7
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 40	VAL D'ANAST	4,81	3,99	0,82
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 41	ARGENTON-LES-VALLEES	3,88	1,16	2,72
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 42	ARGENTON-LES-VALLEES	15,01	13,05	1,96
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 43	ARGENTON-LES-VALLEES	5,1	4,13	0,97
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 44	ARGENTON-LES-VALLEES	8,32	6,29	2,03
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 46	ARGENTON-LES-VALLEES	15,27	14,79	0,48
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 47	VAL D'ANAST	11,83	10,33	1,5
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 48	VAL D'ANAST	13,11	13,11	0
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 49	VAL D'ANAST	12,26	8,87	3,39
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 50	VAL D'ANAST	1,33	1,03	0,3
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 51	VAL D'ANAST	1,84	1,74	0,1
GAEC DES 2 VILLAGES	VIL 52	ARGENTON-LES-VALLEES	4,02	1,98	2,04
GAEC des deux rives	GDR 001 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,19	0	0,19
GAEC des deux rives	GDR 001 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	2,81	2,32	0,49
GAEC des deux rives	GDR 001 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,03	2,96	0,07
GAEC des deux rives	GDR 001 D	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5,5	5	0,5



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC des deux rives	GDR 001 E	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	2,95	2,05	0,9
GAEC des deux rives	GDR 001 F	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	7,39	6,8	0,59
GAEC des deux rives	GDR 001 G	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,09	0	0,09
GAEC des deux rives	GDR 001 H	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,92	0,54	0,38
GAEC des deux rives	GDR 001 I	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,76	1,98	1,78
GAEC des deux rives	GDR 001 J	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	2,1	2,1	0
GAEC des deux rives	GDR 001 K	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,22	0	0,22
GAEC des deux rives	GDR 001 L	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,18	0	0,18
GAEC des deux rives	GDR 001 M	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	1,85	0,78	1,07
GAEC des deux rives	GDR 001 N	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	1,25	0	1,25
GAEC des deux rives	GDR 002 A	MONTRAVERS	0,4	0	0,4
GAEC des deux rives	GDR 002 B	MONTRAVERS	1,81	1,13	0,68
GAEC des deux rives	GDR 002 C	MONTRAVERS	3,03	3,03	0
GAEC des deux rives	GDR 002 D	MONTRAVERS	0,03	0	0,03
GAEC des deux rives	GDR 003	MONTRAVERS	6,93	6,38	0,55
GAEC des deux rives	GDR 005 A	MONTRAVERS	2,22	2,17	0,05
GAEC des deux rives	GDR 005 B	MONTRAVERS	2,6	2,5	0,1
GAEC des deux rives	GDR 005 C	MONTRAVERS	0,08	0	0,08
GAEC des deux rives	GDR 005 D	MONTRAVERS	1,44	1,24	0,2
GAEC des deux rives	GDR 006 A	LA FLOCELLIERE	5,68	5,68	0
GAEC des deux rives	GDR 006 B	LA FLOCELLIERE	4,51	4,51	0
GAEC des deux rives	GDR 006 C	LA FLOCELLIERE	4,26	4,25	0,01
GAEC des deux rives	GDR 006 D	LA FLOCELLIERE	0,73	0	0,73
GAEC des deux rives	GDR 006 E	LA FLOCELLIERE	0,91	0	0,91
GAEC des deux rives	GDR 006 F	LA FLOCELLIERE	0,15	0,15	0
GAEC des deux rives	GDR 006 G	LA FLOCELLIERE	2,44	2,44	0
GAEC des deux rives	GDR 007 A	LA FLOCELLIERE	0,32	0	0,32
GAEC des deux rives	GDR 007 B	LA FLOCELLIERE	8,29	0	8,29
GAEC des deux rives	GDR 007 C	LA FLOCELLIERE	2,72	0	2,72
GAEC des deux rives	GDR 007 D	LA FLOCELLIERE	1,06	0	1,06
GAEC des deux rives	GDR 007 E	LA FLOCELLIERE	3	0	3
GAEC des deux rives	GDR 007 F	LA FLOCELLIERE	10,46	0	10,46
GAEC des deux rives	GDR 007 G	LA FLOCELLIERE	0,85	0	0,85
GAEC des deux rives	GDR 007 H	LA FLOCELLIERE	6,95	6,95	0
GAEC des deux rives	GDR 008	MONTRAVERS	4,68	4,68	0
GAEC des deux rives	GDR 009 A	MONTRAVERS	1,55	1,4	0,15
GAEC des deux rives	GDR 009 B	MONTRAVERS	9,85	9,85	0
GAEC des deux rives	GDR 010 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5,27	4,73	0,54
GAEC des deux rives	GDR 010 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	4,58	3,49	1,09
GAEC des deux rives	GDR 010 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	8,99	8,06	0,93
GAEC des deux rives	GDR 010 D	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,63	0,63	0
GAEC des deux rives	GDR 010 E	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,22	0	0,22
GAEC des deux rives	GDR 010 F	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,02	0	0,02
GAEC des deux rives	GDR 011 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5,72	5,72	0
GAEC des deux rives	GDR 011 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,78	3,78	0
GAEC des deux rives	GDR 012 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,97	3,94	0,03
GAEC des deux rives	GDR 012 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	4,88	4,88	0
GAEC des deux rives	GDR 012 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5,48	5,26	0,22
GAEC des deux rives	GDR 013 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	9,57	9,57	0
GAEC des deux rives	GDR 013 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,6	3,6	0
GAEC des deux rives	GDR 013 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	2,65	2,65	0
GAEC des deux rives	GDR 013 D	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5	5	0
GAEC des deux rives	GDR 014 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	3,02	1,69	1,33
GAEC des deux rives	GDR 014 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,32	0	0,32
GAEC des deux rives	GDR 014 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,44	0,44	0
GAEC des deux rives	GDR 014 D	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	10,83	10,83	0



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC des deux rives	GDR 014 E	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	2,08	2,08	0
GAEC des deux rives	GDR 015	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	6,17	5,19	0,98
GAEC des deux rives	GDR 016 A	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	5,24	5,24	0
GAEC des deux rives	GDR 016 B	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	4,09	3,52	0,57
GAEC des deux rives	GDR 016 C	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,04	0,04	0
GAEC des deux rives	GDR 017	SAINT-AMAND-SUR-SEVRE	0,99	0,84	0,15
GAEC DES METAIRIES	EBL 01A	BAZOGES-EN-PAREDS	2,34	0	2,34
GAEC DES METAIRIES	EBL 01B	BAZOGES-EN-PAREDS	0,05	0,05	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 01C	BAZOGES-EN-PAREDS	10,91	10,91	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 01D	BAZOGES-EN-PAREDS	9,85	9,85	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 02	BAZOGES-EN-PAREDS	4,35	4,35	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 03	BAZOGES-EN-PAREDS	5,68	5,68	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 04	BAZOGES-EN-PAREDS	6	5,28	0,72
GAEC DES METAIRIES	EBL 05	BAZOGES-EN-PAREDS	7,45	7,21	0,24
GAEC DES METAIRIES	EBL 06A	CHANTONNAY	3,8	3,64	0,16
GAEC DES METAIRIES	EBL 06B	CHANTONNAY	6,49	6,41	0,08
GAEC DES METAIRIES	EBL 07	CHANTONNAY	3,7	3,7	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 08	CHANTONNAY	6,51	6,51	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 09	CHANTONNAY	5,37	0	5,37
GAEC DES METAIRIES	EBL 10	LA JAUDONNIERE	8,66	8,66	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 11	LA JAUDONNIERE	3,28	3,28	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 12A	LA JAUDONNIERE	6,98	5,62	1,36
GAEC DES METAIRIES	EBL 12B	LA JAUDONNIERE	5,8	5,8	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 13	LA JAUDONNIERE	2,72	2,66	0,06
GAEC DES METAIRIES	EBL 14	LA JAUDONNIERE	0,87	0	0,87
GAEC DES METAIRIES	EBL 15	BAZOGES-EN-PAREDS	1,25	1,25	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 16	BAZOGES-EN-PAREDS	4,32	3,41	0,91
GAEC DES METAIRIES	EBL 17	BAZOGES-EN-PAREDS	5,56	5,56	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 18	BAZOGES-EN-PAREDS	7,95	7,71	0,24
GAEC DES METAIRIES	EBL 19	BAZOGES-EN-PAREDS	17,95	17,05	0,9
GAEC DES METAIRIES	EBL 20	BAZOGES-EN-PAREDS	7,26	7,2	0,06
GAEC DES METAIRIES	EBL 21	BAZOGES-EN-PAREDS	0,08	0	0,08
GAEC DES METAIRIES	EBL 22	BAZOGES-EN-PAREDS	1,56	1,56	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 23	CHANTONNAY	2,43	0	2,43
GAEC DES METAIRIES	EBL 24	LA JAUDONNIERE	1,52	1,33	0,19
GAEC DES METAIRIES	EBL 25	LA JAUDONNIERE	1,32	1,11	0,21
GAEC DES METAIRIES	EBL 26A	BAZOGES-EN-PAREDS	2,25	0	2,25
GAEC DES METAIRIES	EBL 26B	BAZOGES-EN-PAREDS	11,19	11,19	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 27A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,82	0	0,82
GAEC DES METAIRIES	EBL 27B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,35	0	3,35
GAEC DES METAIRIES	EBL 27C	BAZOGES-EN-PAREDS	6,77	6,77	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 28	BAZOGES-EN-PAREDS	0,38	0	0,38
GAEC DES METAIRIES	EBL 29	BAZOGES-EN-PAREDS	0,87	0	0,87
GAEC DES METAIRIES	EBL 30A	BAZOGES-EN-PAREDS	2,9	2,37	0,53
GAEC DES METAIRIES	EBL 30B	BAZOGES-EN-PAREDS	10,9	10,9	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 31A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,21	0	0,21
GAEC DES METAIRIES	EBL 31B	BAZOGES-EN-PAREDS	0,13	0	0,13
GAEC DES METAIRIES	EBL 31C	BAZOGES-EN-PAREDS	6,01	5,06	0,95
GAEC DES METAIRIES	EBL 32A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,07	0	0,07
GAEC DES METAIRIES	EBL 32B	BAZOGES-EN-PAREDS	4,7	4,33	0,37
GAEC DES METAIRIES	EBL 32C	BAZOGES-EN-PAREDS	0,02	0	0,02
GAEC DES METAIRIES	EBL 32D	BAZOGES-EN-PAREDS	4,04	4,04	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 32E	BAZOGES-EN-PAREDS	0,23	0	0,23
GAEC DES METAIRIES	EBL 32F	BAZOGES-EN-PAREDS	0,12	0	0,12
GAEC DES METAIRIES	EBL 32G	BAZOGES-EN-PAREDS	3,19	0	3,19
GAEC DES METAIRIES	EBL 33A	BAZOGES-EN-PAREDS	1,94	0	1,94

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC DES METAIRIES	EBL 33B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,71	0	3,71
GAEC DES METAIRIES	EBL 33C	BAZOGES-EN-PAREDS	0,93	0	0,93
GAEC DES METAIRIES	EBL 34A	BAZOGES-EN-PAREDS	5,1	5,1	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 34B	BAZOGES-EN-PAREDS	0,23	0	0,23
GAEC DES METAIRIES	EBL 34C	BAZOGES-EN-PAREDS	6,58	3,11	3,47
GAEC DES METAIRIES	EBL 34D	BAZOGES-EN-PAREDS	2,71	0	2,71
GAEC DES METAIRIES	EBL 35A	BAZOGES-EN-PAREDS	6,99	6,95	0,04
GAEC DES METAIRIES	EBL 35B	BAZOGES-EN-PAREDS	3,1	2,62	0,48
GAEC DES METAIRIES	EBL 36A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,1	0	0,1
GAEC DES METAIRIES	EBL 36B	BAZOGES-EN-PAREDS	2,42	1,61	0,81
GAEC DES METAIRIES	EBL 37	BAZOGES-EN-PAREDS	2,03	1,97	0,06
GAEC DES METAIRIES	EBL 38A	BAZOGES-EN-PAREDS	0,23	0	0,23
GAEC DES METAIRIES	EBL 38B	BAZOGES-EN-PAREDS	2,98	2,6	0,38
GAEC DES METAIRIES	EBL 38C	BAZOGES-EN-PAREDS	1,04	0	1,04
GAEC DES METAIRIES	EBL 38D	BAZOGES-EN-PAREDS	4,46	0	4,46
GAEC DES METAIRIES	EBL 38E	BAZOGES-EN-PAREDS	0,02	0	0,02
GAEC DES METAIRIES	EBL 38F	BAZOGES-EN-PAREDS	0,15	0	0,15
GAEC DES METAIRIES	EBL 38G	BAZOGES-EN-PAREDS	0,21	0	0,21
GAEC DES METAIRIES	EBL 38H	BAZOGES-EN-PAREDS	0,63	0	0,63
GAEC DES METAIRIES	EBL 38I	BAZOGES-EN-PAREDS	3,89	3,89	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 38J	BAZOGES-EN-PAREDS	3,65	3,65	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 38K	BAZOGES-EN-PAREDS	6,36	6,36	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 38L	BAZOGES-EN-PAREDS	6,71	6,69	0,02
GAEC DES METAIRIES	EBL 39	BAZOGES-EN-PAREDS	0,17	0,17	0
GAEC DES METAIRIES	EBL 40A	BAZOGES-EN-PAREDS	1,96	0	1,96
GAEC DES METAIRIES	EBL 40B	BAZOGES-EN-PAREDS	9,72	9,72	0
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 01 A	POUZAUGES	4,33	4,01	0,32
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 01 B	POUZAUGES	2,96	2,7	0,26
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 02 A	POUZAUGES	1,29	0	1,29
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 02 B	POUZAUGES	8,79	8,45	0,34
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 02 C	POUZAUGES	3,83	0	3,83
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 02 D	POUZAUGES	2,21	1,06	1,15
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 02 E	POUZAUGES	1,05	0,7	0,35
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 03 A	POUZAUGES	0,64	0,01	0,63
GAEC GODET RETAILLEAU	GORE 03 B	POUZAUGES	5,84	5,12	0,72
GAEC la Tuilerie	GTU 01	LA FLOCELLIERE	5,36	0	5,36
GAEC la Tuilerie	GTU 22	LA FLOCELLIERE	0,8	0	0,8
GAEC la Tuilerie	GTU 24A	LA FLOCELLIERE	3,59	0	3,59
GAEC la Tuilerie	GTU 24B	LA FLOCELLIERE	11,04	10,15	0,89
GAEC la Tuilerie	GTU 24C	LA FLOCELLIERE	1,66	0	1,66
GAEC la Tuilerie	GTU 25	LA FLOCELLIERE	1,02	1	0,02
GAEC la Tuilerie	GTU 29	LA FLOCELLIERE	4,3	4,3	0
GAEC la Tuilerie	GTU 30	LA FLOCELLIERE	2,22	2,22	0
GAEC la Tuilerie	GTU 31	LA FLOCELLIERE	1,89	1,89	0
GAEC la Tuilerie	GTU 32	LA FLOCELLIERE	1,21	1,21	0
GAEC la Tuilerie	GTU 34	LA FLOCELLIERE	7,56	7,56	0
GAEC la Tuilerie	GTU 35	LA FLOCELLIERE	0,31	0	0,31
GAEC la Tuilerie	GTU 36	LA FLOCELLIERE	2,4	1,42	0,98
GAEC la Tuilerie	GTU 37	LA FLOCELLIERE	2,03	2,03	0
GAEC la Tuilerie	GTU 39	LA FLOCELLIERE	2,7	2,01	0,69
GAEC les alpines	GLA 02 A	NUEIL-LES-AUBIERS	2,26	2,17	0,09
GAEC les alpines	GLA 02 B	NUEIL-LES-AUBIERS	5,04	4,71	0,33
GAEC les alpines	GLA 03 A	NUEIL-LES-AUBIERS	3	0	3
GAEC les alpines	GLA 03 B	NUEIL-LES-AUBIERS	0,77	0,68	0,09
GAEC les alpines	GLA 03 C	NUEIL-LES-AUBIERS	2,36	2,33	0,03
GAEC les alpines	GLA 03 D	NUEIL-LES-AUBIERS	1,84	1,84	0

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épanachable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC les alpes	GLA 04 A	NUEIL-LES-AUBIERS	2,8	0	2,8
GAEC les alpes	GLA 04 B	NUEIL-LES-AUBIERS	1,42	1,18	0,24
GAEC les alpes	GLA 04 C	NUEIL-LES-AUBIERS	3,03	3,03	0
GAEC les alpes	GLA 05 A	NUEIL-LES-AUBIERS	0,39	0,13	0,26
GAEC les alpes	GLA 05 B	NUEIL-LES-AUBIERS	1,79	1,67	0,12
GAEC les alpes	GLA 05 C	NUEIL-LES-AUBIERS	10,42	10,2	0,22
GAEC les alpes	GLA 06	NUEIL-LES-AUBIERS	4,24	3,91	0,33
GAEC les alpes	GLA 07	NUEIL-LES-AUBIERS	2,56	2	0,56
GAEC les alpes	GLA 08	NUEIL-LES-AUBIERS	12,34	12,32	0,02
GAEC les alpes	GLA 09	NUEIL-LES-AUBIERS	8,7	8,7	0
GAEC les alpes	GLA 10	NUEIL-LES-AUBIERS	10,71	10,63	0,08
GAEC les alpes	GLA 11 A	NUEIL-LES-AUBIERS	3,12	0	3,12
GAEC les alpes	GLA 11 B	NUEIL-LES-AUBIERS	3,16	3,03	0,13
GAEC les alpes	GLA 12 A	NUEIL-LES-AUBIERS	2,44	1,44	1
GAEC les alpes	GLA 12 B	NUEIL-LES-AUBIERS	1,04	1,01	0,03
GAEC les alpes	GLA 13	NUEIL-LES-AUBIERS	2,81	2,56	0,25
GAEC les alpes	GLA 14 A	NUEIL-LES-AUBIERS	10,24	10,24	0
GAEC les alpes	GLA 14 B	NUEIL-LES-AUBIERS	0,67	0	0,67
GAEC les alpes	GLA 14 C	NUEIL-LES-AUBIERS	1,87	1,68	0,19
GAEC les alpes	GLA 15	NUEIL-LES-AUBIERS	2,83	2,83	0
GAEC les alpes	GLA 16 A	NUEIL-LES-AUBIERS	12,24	12,02	0,22
GAEC les alpes	GLA 16 B	NUEIL-LES-AUBIERS	7,21	7,03	0,18
GAEC les alpes	GLA 16 C	NUEIL-LES-AUBIERS	9,2	9,17	0,03
GAEC les alpes	GLA 16 D	NUEIL-LES-AUBIERS	6,13	3,58	2,55
GAEC les alpes	GLA 16 E	NUEIL-LES-AUBIERS	8,51	8,13	0,38
GAEC les alpes	GLA 16 F	NUEIL-LES-AUBIERS	3,37	3,16	0,21
GAEC les alpes	GLA 16 G	NUEIL-LES-AUBIERS	5,28	4,3	0,98
GAEC les alpes	GLA 16 H	NUEIL-LES-AUBIERS	1,62	0	1,62
GAEC les alpes	GLA 16 I	NUEIL-LES-AUBIERS	2,27	1,14	1,13
GAEC les alpes	GLA 16 J	NUEIL-LES-AUBIERS	2,73	1,7	1,03
GAEC les alpes	GLA 17	MAULEON	0,21	0	0,21
GAEC les alpes	GLA 18 A	MAULEON	7,55	7,12	0,43
GAEC les alpes	GLA 18 B	MAULEON	1,75	0	1,75
GAEC les alpes	GLA 18 D	MAULEON	1,68	0	1,68
GAEC les alpes	GLA 18C	MAULEON	4,38	3,94	0,44
GAEC les alpes	GLA 19	MAULEON	2,46	2,46	0
GAEC les alpes	GLA 20	MAULEON	0,74	0	0,74
GAEC les alpes	GLA 21	MAULEON	3,45	3,45	0
GAEC les alpes	GLA 22	MAULEON	0,63	0	0,63
GAEC les alpes	GLA 23	MAULEON	2,34	0	2,34
GAEC les alpes	GLA 24	MAULEON	2,75	0	2,75
GAEC les alpes	GLA 25	MAULEON	5,47	5,47	0
GAEC les alpes	GLA 26 A	MAULEON	0,82	0	0,82
GAEC les alpes	GLA 26 B	MAULEON	8,34	8,34	0
GAEC les alpes	GLA 27 A	NUEIL-LES-AUBIERS	5,76	5,76	0
GAEC les alpes	GLA 27 B	NUEIL-LES-AUBIERS	2,31	2,31	0
GAEC les alpes	GLA 27 C	NUEIL-LES-AUBIERS	2,02	2,02	0
GAEC les alpes	GLA 27 D	NUEIL-LES-AUBIERS	3,55	2,62	0,93
GAEC les alpes	GLA 27 E	NUEIL-LES-AUBIERS	2,68	2,68	0
GAEC les alpes	GLA 28	MAULEON	1,69	0	1,69
GAEC les alpes	GLA 29A	MAULEON	6,07	4,03	2,04
GAEC les alpes	GLA 29B	MAULEON	3,12	0	3,12
GAEC les alpes	GLA 30	MAULEON	2,19	0	2,19
GAEC les alpes	GLA 31	MAULEON	9,66	9,66	0
GAEC les alpes	GLA 32	MAULEON	2,03	1,8	0,23
GAEC les alpes	GLA 33	MAULEON	3,82	3,61	0,21

Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommerie

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC les alpines	GLA 34 A	MAULEON	0,27	0	0,27
GAEC les alpines	GLA 34 B	MAULEON	1,28	0	1,28
GAEC les alpines	GLA 34 C	MAULEON	1,22	0	1,22
GAEC les alpines	GLA 35	MAULEON	4,59	4,59	0
GAEC les alpines	GLA 36 A	MAULEON	2,45	2,45	0
GAEC les alpines	GLA 36 B	MAULEON	5,98	5,98	0
GAEC les alpines	GLA 37	MAULEON	5,74	5,74	0
GAEC les alpines	GLA 38	MAULEON	5,15	5,15	0
GAEC les alpines	GLA 39	MAULEON	5,12	0	5,12
GAEC les alpines	GLA 40	MAULEON	0,74	0	0,74
GAEC les Corbellieres	GAC 01 A	REAUMUR	2,41	2,41	0
GAEC les Corbellieres	GAC 01 B	REAUMUR	2,67	2,67	0
GAEC les Corbellieres	GAC 03	REAUMUR	6,39	6,39	0
GAEC les Corbellieres	GAC 05	REAUMUR	6,56	6,32	0,24
GAEC les Corbellieres	GAC 06	REAUMUR	1,91	1,91	0
GAEC les Corbellieres	GAC 07 A	REAUMUR	0,14	0	0,14
GAEC les Corbellieres	GAC 07 B	REAUMUR	0,21	0	0,21
GAEC les Corbellieres	GAC 07 C	REAUMUR	5,4	4,64	0,76
GAEC les Corbellieres	GAC 07 D	REAUMUR	2,5	1,93	0,57
GAEC les Corbellieres	GAC 07 E	REAUMUR	1,83	1,19	0,64
GAEC les Corbellieres	GAC 08 A	REAUMUR	8,51	8,51	0
GAEC les Corbellieres	GAC 08 B	REAUMUR	4,69	4,69	0
GAEC les Corbellieres	GAC 08 C	REAUMUR	7,02	7,02	0
GAEC les Corbellieres	GAC 08 D	REAUMUR	8,51	8,29	0,22
GAEC les Corbellieres	GAC 08 E	REAUMUR	9,01	8,99	0,02
GAEC les Corbellieres	GAC 09	LA MEILLERAIE-TILLAY	2,71	2,71	0
GAEC les Corbellieres	GAC 11 A	REAUMUR	13,99	13,73	0,26
GAEC les Corbellieres	GAC 11 B	REAUMUR	3,26	3,16	0,1
GAEC les Corbellieres	GAC 12	LA MEILLERAIE-TILLAY	3,28	2,63	0,65
GAEC les Corbellieres	GAC 13 A	TALLUD-SAINT-GEMME	3,38	2,87	0,51
GAEC les Corbellieres	GAC 13 B	TALLUD-SAINT-GEMME	0,11	0	0,11
GAEC les Corbellieres	GAC 14 A	TALLUD-SAINT-GEMME	0,57	0	0,57
GAEC les Corbellieres	GAC 14 B	TALLUD-SAINT-GEMME	0,11	0	0,11
GAEC les Corbellieres	GAC 15 A	REAUMUR	0,21	0	0,21
GAEC les Corbellieres	GAC 15 B	REAUMUR	7,96	7,13	0,83
GAEC les Corbellieres	GAC 16	REAUMUR	3,27	3,27	0
GAEC les Corbellieres	GAC 17	REAUMUR	2,22	2,22	0
GAEC les Corbellieres	GAC 18 A	REAUMUR	3,97	3,76	0,21
GAEC les Corbellieres	GAC 18 B	REAUMUR	0,07	0	0,07
GAEC les Corbellieres	GAC 19 A	REAUMUR	0,05	0	0,05
GAEC les Corbellieres	GAC 19 B	REAUMUR	3,61	2,37	1,24
GAEC les Corbellieres	GAC 20 B	REAUMUR	2,91	2,26	0,65
GAEC les Corbellieres	GAC 21	REAUMUR	0,48	0,48	0
GAEC les Corbellieres	GAC 25	REAUMUR	0,48	0	0,48
GAEC les Corbellieres	GAC 26 A	REAUMUR	0,27	0	0,27
GAEC les Corbellieres	GAC 26 B	REAUMUR	0,17	0	0,17
GAEC les Corbellieres	GAC 28	LA MEILLERAIE-TILLAY	8,08	7,08	1
GAEC les Corbellieres	GAC 31	REAUMUR	1,79	1,79	0
GAEC les Corbellieres	GAC 35 A	LA MEILLERAIE-TILLAY	5,4	5,4	0
GAEC les Corbellieres	GAC 35 B	LA MEILLERAIE-TILLAY	0,48	0,48	0
GAEC les Corbellieres	GAC 35 C	LA MEILLERAIE-TILLAY	2,06	2,06	0
GAEC les Corbellieres	GAC 36	LA MEILLERAIE-TILLAY	0,77	0,68	0,09
GAEC les Corbellieres	GAC 37 A	LA MEILLERAIE-TILLAY	3,95	3,95	0
GAEC les Corbellieres	GAC 37 B	LA MEILLERAIE-TILLAY	0,48	0	0,48
GAEC les Corbellieres	GAC 38 A	REAUMUR	0,02	0	0,02
GAEC les Corbellieres	GAC 38 B	REAUMUR	0,07	0	0,07



## Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommerie

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC les Corbellières	GAC 38 C	REAUMUR	0,84	0,78	0,06
GAEC les Corbellières	GAC 39	LA METILLERAIE-TILLY	0,84	0	0,84
GAEC les européens	GLE 001	MONSIREIGNE	2,62	2,62	0
GAEC les européens	GLE 002	MONSIREIGNE	3,34	3,34	0
GAEC les européens	GLE 003 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,4	1,64	0,76
GAEC les européens	GLE 003 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	7,54	5,78	1,76
GAEC les européens	GLE 003 C	CHAVAGNES-LES-REDOUX	0,33	0	0,33
GAEC les européens	GLE 003 D	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,83	0,7	1,13
GAEC les européens	GLE 003 E	CHAVAGNES-LES-REDOUX	0,09	0	0,09
GAEC les européens	GLE 004 A	MONSIREIGNE	5,08	0	5,08
GAEC les européens	GLE 004 B	MONSIREIGNE	1,1	1,1	0
GAEC les européens	GLE 004 C	MONSIREIGNE	2,2	2,2	0
GAEC les européens	GLE 004 D	MONSIREIGNE	3,9	3,9	0
GAEC les européens	GLE 005	MONSIREIGNE	1,42	0,69	0,73
GAEC les européens	GLE 006 A	MONSIREIGNE	4,14	3,49	0,65
GAEC les européens	GLE 006 B	MONSIREIGNE	0,14	0	0,14
GAEC les européens	GLE 007	MONSIREIGNE	2,1	0	2,1
GAEC les européens	GLE 008 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,01	0	2,01
GAEC les européens	GLE 008 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1	1	0
GAEC les européens	GLE 009	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,26	1,25	0,01
GAEC les européens	GLE 010 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	6,89	6,42	0,47
GAEC les européens	GLE 010 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2	1,22	0,78
GAEC les européens	GLE 011 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	4,46	4,09	0,37
GAEC les européens	GLE 011 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,73	1,48	0,25
GAEC les européens	GLE 012 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,37	2,37	0
GAEC les européens	GLE 012 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,12	1,65	0,47
GAEC les européens	GLE 013 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	6,84	6,84	0
GAEC les européens	GLE 013 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	0,21	0	0,21
GAEC les européens	GLE 014 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	3	0	3
GAEC les européens	GLE 014 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	3	0	3
GAEC les européens	GLE 014 C	CHAVAGNES-LES-REDOUX	14,3	0	14,3
GAEC les européens	GLE 014 D	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,39	2,39	0
GAEC les européens	GLE 015	CHAVAGNES-LES-REDOUX	4,41	2,46	1,95
GAEC les européens	GLE 017	CHAVAGNES-LES-REDOUX	8,01	0	8,01
GAEC les européens	GLE 018	CHAVAGNES-LES-REDOUX	10,67	0	10,67
GAEC les européens	GLE 019 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	4,45	0	4,45
GAEC les européens	GLE 019 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	0,08	0	0,08
GAEC les européens	GLE 019 C	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,25	0	1,25
GAEC les européens	GLE 020 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	0,23	0	0,23
GAEC les européens	GLE 020 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	11,57	0	11,57
GAEC les européens	GLE 021 A	MONSIREIGNE	10,89	10,66	0,23
GAEC les européens	GLE 021 B	MONSIREIGNE	1,44	1,44	0
GAEC les européens	GLE 021 C	MONSIREIGNE	0,06	0	0,06
GAEC les européens	GLE 021 D	MONSIREIGNE	1,82	1,41	0,41
GAEC les européens	GLE 022 A	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,11	0	1,11
GAEC les européens	GLE 022 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	10,07	0	10,07
GAEC les européens	GLE 023	MONSIREIGNE	8,24	0	8,24
GAEC les européens	GLE 024 A	MONSIREIGNE	0,06	0	0,06
GAEC les européens	GLE 024 B	MONSIREIGNE	8,68	0	8,68
GAEC les européens	GLE 025	MONSIREIGNE	2,73	0	2,73
GAEC les européens	GLE 026 A	MONSIREIGNE	3,2	0	3,2
GAEC les européens	GLE 026 B	MONSIREIGNE	13,46	0	13,46
GAEC les européens	GLE 026 C	MONSIREIGNE	1,8	0	1,8
GAEC les européens	GLE 026 D	MONSIREIGNE	1,69	0	1,69
GAEC les européens	GLE 028	MONSIREIGNE	1,76	0	1,76
GAEC les européens	GLE 029 A	MONSIREIGNE	0,99	0	0,99

## Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC les européens	GLE 029 B	MONSIREIGNE	4,2	0	4,2
GAEC les européens	GLE 031 A	MONSIREIGNE	1,04	0	1,04
GAEC les européens	GLE 031 B	MONSIREIGNE	0,98	0	0,98
GAEC les européens	GLE 032 B	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,2	0	1,2
GAEC les européens	GLE 033	CHAVAGNES-LES-REDOUX	1,32	0	1,32
GAEC les européens	GLE 034	CHAVAGNES-LES-REDOUX	2,59	1,66	0,93
GAEC les européens	GLE 035 A	MONSIREIGNE	2,26	0	2,26
GAEC les européens	GLE 035 B	MONSIREIGNE	0,51	0	0,51
GAEC les européens	GLE 035 C	MONSIREIGNE	4,85	0	4,85
GAEC les européens	GLE 036 A	MONSIREIGNE	4,03	0	4,03
GAEC les européens	GLE 036 B	MONSIREIGNE	5,35	0	5,35
GAEC les européens	GLE 037 A	MONSIREIGNE	6,02	0	6,02
GAEC les européens	GLE 037 B	MONSIREIGNE	2,07	0	2,07
GAEC les européens	GLE 037 C	MONSIREIGNE	6,15	0	6,15
GAEC les européens	GLE 038	MONSIREIGNE	2,22	2,22	0
GAEC les Vallées	GLV 01A	GENNETON	0,44	0	0,44
GAEC les Vallées	GLV 01B	GENNETON	26,85	21,52	5,33
GAEC les Vallées	GLV 02	GENNETON	14,91	14,32	0,59
GAEC les Vallées	GLV 03	GENNETON	5,43	4,28	1,15
GAEC les Vallées	GLV 04	GENNETON	2,78	2,4	0,38
GAEC les Vallées	GLV 05	GENNETON	3,27	1,88	1,39
GAEC les Vallées	GLV 06	GENNETON	5,33	4,81	0,52
GAEC les Vallées	GLV 07	GENNETON	11,13	11,13	0
GAEC les Vallées	GLV 08	GENNETON	13,41	11,05	2,36
GAEC les Vallées	GLV 09	GENNETON	1,62	1,62	0
GAEC les Vallées	GLV 10	GENNETON	3,73	3,62	0,11
GAEC les Vallées	GLV 11	TUFFALUN	2,64	2,64	0
GAEC les Vallées	GLV 12	GENNETON	8,69	7,67	1,02
GAEC les Vallées	GLV 13	TUFFALUN	3,67	3,67	0
GAEC les Vallées	GLV 14	GENNETON	19,06	17,51	1,55
GAEC les Vallées	GLV 15	GENNETON	12,15	11,76	0,39
GAEC les Vallées	GLV 16	TUFFALUN	1,63	1,63	0
GAEC les Vallées	GLV 17	GENNETON	2,66	2,66	0
GAEC les Vallées	GLV 18	GENNETON	2,88	2,88	0
GAEC les Vallées	GLV 19	TUFFALUN	3,61	3,61	0
GAEC les Vallées	GLV 20	TUFFALUN	0,86	0,86	0
GAEC les Vallées	GLV 21	TUFFALUN	2,71	2,71	0
GAEC les Vallées	GLV 22	GENNETON	3,16	3,16	0
GAEC les Vallées	GLV 23	GENNETON	1,57	1,57	0
GAEC les Vallées	GLV 24	GENNETON	12,61	8,78	3,83
GAEC les Vallées	GLV 25	TUFFALUN	0,45	0,45	0
GAEC les Vallées	GLV 26	TUFFALUN	3,55	3,55	0
GAEC les Vallées	GLV 27	GENNETON	3,11	3,11	0
GAEC les Vallées	GLV 28	TUFFALUN	0,34	0,34	0
GAEC les Vallées	GLV 29	TUFFALUN	3,71	2,97	0,74
GAEC les Vallées	GLV 30	TUFFALUN	13,01	12,29	0,72
GAEC les Vallées	GLV 31	TUFFALUN	0,83	0,66	0,17
GAEC les Vallées	GLV 32	TUFFALUN	4,15	4,15	0
GAEC les Vallées	GLV 33	TUFFALUN	1,03	1,03	0
GAEC les Vallées	GLV 34	TUFFALUN	2,3	2,3	0
GAEC les Vallées	GLV 35	TUFFALUN	2,36	2,36	0
GAEC les Vallées	GLV 36	GENNETON	0,71	0,51	0,2
GAEC les Vallées	GLV 37	GENNETON	5,14	5,14	0
GAEC les Vallées	GLV 38	GENNETON	1,65	1,65	0
GAEC les Vallées	GLV 39	GENNETON	2,34	2,34	0
GAEC les Vallées	GLV 41	GENNETON	5,9	5,82	0,08

Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC les Vallées	GLV 42	GENNETON	3,65	3,65	0
GAEC les Vallées	GLV 44	TUFFALUN	5,32	5,13	0,19
GAEC les Vallées	GLV 45	TUFFALUN	1,38	1,38	0
GAEC les Vallées	GLV 46	TUFFALUN	0,45	0	0,45
GAEC les Vallées	GLV 48	TUFFALUN	1,2	0	1,2
GAEC les Vallées	GLV 49	TUFFALUN	2,22	2,22	0
GAEC les Vallées	GLV 51	TUFFALUN	4,41	2,96	1,45
GAEC Lespois	LES 001	VAL D'ANAST	11,94	11,88	0,06
GAEC Lespois	LES 002 A	ARGENTON-LES-VALLEES	4,08	4,01	0,07
GAEC Lespois	LES 002 B	ARGENTON-LES-VALLEES	6,2	6	0,2
GAEC Lespois	LES 002 C	ARGENTON-LES-VALLEES	10,62	0	10,62
GAEC Lespois	LES 002 D	ARGENTON-LES-VALLEES	3,35	3,35	0
GAEC Lespois	LES 002 E	ARGENTON-LES-VALLEES	21,02	0	21,02
GAEC Lespois	LES 003 A	ARGENTON-LES-VALLEES	8,7	0	8,7
GAEC Lespois	LES 003 B	ARGENTON-LES-VALLEES	6,27	0	6,27
GAEC Lespois	LES 003 C	ARGENTON-LES-VALLEES	7,42	0	7,42
GAEC Lespois	LES 003 D	ARGENTON-LES-VALLEES	0,83	0	0,83
GAEC Lespois	LES 003 E	ARGENTON-LES-VALLEES	0,58	0	0,58
GAEC Lespois	LES 003 F	ARGENTON-LES-VALLEES	8,36	0	8,36
GAEC Lespois	LES 003 G	ARGENTON-LES-VALLEES	4,51	0	4,51
GAEC Lespois	LES 003 H	ARGENTON-LES-VALLEES	1,28	0	1,28
GAEC Lespois	LES 003 I	ARGENTON-LES-VALLEES	3,94	0	3,94
GAEC Lespois	LES 003 J	ARGENTON-LES-VALLEES	0,31	0	0,31
GAEC Lespois	LES 003 K	ARGENTON-LES-VALLEES	10,73	0	10,73
GAEC Lespois	LES 003 L	ARGENTON-LES-VALLEES	1,49	0	1,49
GAEC Lespois	LES 003 M	ARGENTON-LES-VALLEES	5,7	0	5,7
GAEC Lespois	LES 003 N	ARGENTON-LES-VALLEES	16,94	0	16,94
GAEC Lespois	LES 004 A	ARGENTON-LES-VALLEES	8,22	0	8,22
GAEC Lespois	LES 004 B	ARGENTON-LES-VALLEES	1,89	0	1,89
GAEC Lespois	LES 004 C	ARGENTON-LES-VALLEES	8,5	0	8,5
GAEC Lespois	LES 004 D	ARGENTON-LES-VALLEES	0,48	0	0,48
GAEC Lespois	LES 004 E	ARGENTON-LES-VALLEES	0,02	0	0,02
GAEC Lespois	LES 004 F	ARGENTON-LES-VALLEES	0,22	0	0,22
GAEC Lespois	LES 004 G	ARGENTON-LES-VALLEES	3,08	0	3,08
GAEC Lespois	LES 005	VAL D'ANAST	1,28	1,28	0
GAEC Lespois	LES 006	VAL D'ANAST	21,66	20,54	1,12
GAEC Lespois	LES 008	ARGENTON-LES-VALLEES	7,88	0	7,88
GAEC Lespois	LES 009 A	ARGENTON-LES-VALLEES	3,55	0	3,55
GAEC Lespois	LES 009 B	ARGENTON-LES-VALLEES	5,93	0	5,93
GAEC Lespois	LES 011A	VAL D'ANAST	5,32	5,32	0
GAEC Lespois	LES 011B	VAL D'ANAST	8,86	8,86	0
GAEC Lespois	LES 011C	VAL D'ANAST	2,85	2,6	0,25
GAEC Lespois	LES 012	ARGENTON-LES-VALLEES	3,86	0	3,86
GAEC Lespois	LES 013	VAL D'ANAST	0,99	0	0,99
GAEC Lespois	LES 014	ARGENTON-LES-VALLEES	1,04	0	1,04
GAEC Lespois	LES 015A	VAL D'ANAST	9,86	9,86	0
GAEC Lespois	LES 015B	VAL D'ANAST	5,89	5,89	0
GAEC Lespois	LES 015C	VAL D'ANAST	2,21	2,21	0
GAEC Lespois	LES 015D	VAL D'ANAST	8,74	8,49	0,25
GAEC Lespois	LES 015E	VAL D'ANAST	4,85	4,63	0,22
GAEC Lespois	LES 015F	VAL D'ANAST	2,12	1,92	0,2
GAEC Lespois	LES 015G	VAL D'ANAST	5,35	5,35	0
GAEC Lespois	LES 015H	VAL D'ANAST	0,39	0	0,39
GAEC Lespois	LES 015I	VAL D'ANAST	2,62	0	2,62
GAEC Lespois	LES 015J	VAL D'ANAST	25,04	0	25,04
GAEC Lespois	LES 016	ARGENTON-LES-VALLEES	2,08	0	2,08



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Lespois	LES 017	VAL D'ANAST	2,47	2,4	0,07
GAEC Lespois	LES 018A	VAL D'ANAST	10,82	10,55	0,27
GAEC Lespois	LES 018B	VAL D'ANAST	4,8	4,8	0
GAEC Lespois	LES 018C	VAL D'ANAST	6,23	6,23	0
GAEC Lespois	LES 018D	VAL D'ANAST	6,71	6,71	0
GAEC Lespois	LES 019 A	ARGENTON-LES-VALLEES	9,13	0	9,13
GAEC Lespois	LES 019 B	ARGENTON-LES-VALLEES	2,87	0	2,87
GAEC Lespois	LES 022	TUFFALUN	20,83	20,83	0
GAEC Lespois	LES 025	TUFFALUN	4,23	4,23	0
GAEC Lespois	LES 026	TUFFALUN	6,32	6,32	0
GAEC Lespois	LES 029	TUFFALUN	13,68	13,66	0,02
GAEC Lespois	LES 031	TUFFALUN	11,68	9,48	2,2
GAEC Lespois	LES 032	TUFFALUN	13,99	12,91	1,08
GAEC Lespois	LES 033	CERSAY	1,2	0	1,2
GAEC Lespois	LES 034	CERSAY	0,95	0	0,95
GAEC Lespois	LES 035	TUFFALUN	4,96	3,61	1,35
GAEC Lespois	LES 036	CERSAY	3,75	0	3,75
GAEC Lespois	LES 037	TUFFALUN	23,38	21,65	1,73
GAEC Lespois	LES 038	CERSAY	1,07	0	1,07
GAEC Lespois	LES 039	CERSAY	0,52	0	0,52
GAEC Lespois	LES 040	CERSAY	10,76	0	10,76
GAEC Lespois	LES 041	TUFFALUN	6,69	6,69	0
GAEC Lespois	LES 042	TUFFALUN	2,74	2,74	0
GAEC Lespois	LES 043	CERSAY	1,82	0	1,82
GAEC Lespois	LES 044	TUFFALUN	5,6	5,58	0,02
GAEC Lespois	LES 045	CERSAY	2,79	0	2,79
GAEC Lespois	LES 046 A	CERSAY	7,29	0	7,29
GAEC Lespois	LES 046 B	CERSAY	1,12	0	1,12
GAEC Lespois	LES 047	GENNETON	64,8	63,6	1,2
GAEC Lespois	LES 048 A	LE MONTSAUGEONNAIS	4,49	4,49	0
GAEC Lespois	LES 048 B	LE MONTSAUGEONNAIS	15,6	0	15,6
GAEC Lespois	LES 049	LE MONTSAUGEONNAIS	5,68	4,13	1,55
GAEC Lespois	LES 050 A	LE MONTSAUGEONNAIS	2,33	2,33	0
GAEC Lespois	LES 050 B	LE MONTSAUGEONNAIS	15,85	13,5	2,35
GAEC Lespois	LES 050 C	LE MONTSAUGEONNAIS	8,79	8,79	0
GAEC Lespois	LES 051 A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	9,87	9,87	0
GAEC Lespois	LES 051 B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	9,01	8,51	0,5
GAEC Lespois	LES 051 C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	16,72	16,45	0,27
GAEC Lespois	LES 051 D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	11,36	11,36	0
GAEC Lespois	LES 052 A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	13,16	13,16	0
GAEC Lespois	LES 052 B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	4,09	2,59	1,5
GAEC Lespois	LES 052 C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	18,05	17,64	0,41
GAEC Lespois	LES 052 D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	3,76	2,89	0,87
GAEC Lespois	LES 052 E	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	5,6	3,71	1,89
GAEC Lespois	LES 053	SAINT-MAURICE-ÉTUSSON	10,49	9,91	0,58
GAEC Lespois	LES 054	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	6,11	0	6,11
GAEC Lespois	LES 055	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	8,58	7,77	0,81
GAEC Lespois	LES 056	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,52	0	2,52
GAEC Lespois	LES 057	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,49	0	1,49
GAEC Lespois	LES 058	VAL D'ANAST	0,93	0,93	0
GAEC Lespois	LES 059	TUFFALUN	32,1	32,02	0,08
GAEC Lespois	LES 060 A	CERSAY	1,94	0	1,94
GAEC Lespois	LES 060 B	CERSAY	1,5	0	1,5
GAEC Lespois	LES 061	TUFFALUN	2,21	2,21	0
GAEC Lespois	LES 062 A	CERSAY	6,25	0	6,25
GAEC Lespois	LES 062 B	CERSAY	3,63	0	3,63



Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Lespois	LES 063 A	CERSAY	2,39	0	2,39
GAEC Lespois	LES 063 B	CERSAY	1,08	0	1,08
GAEC Lespois	LES 063 C	CERSAY	0,95	0	0,95
GAEC Lespois	LES 063 D	CERSAY	5,95	0	5,95
GAEC Lespois	LES 064 A	VIHIERS	2,12	2,12	0
GAEC Lespois	LES 064 B	VIHIERS	7,59	7,59	0
GAEC Lespois	LES 065 A	VAL D'ANAST	66,89	65,79	1,1
GAEC Lespois	LES 065 B	VAL D'ANAST	26,59	24,89	1,7
GAEC Lespois	LES 066	VAL D'ANAST	19,41	18,83	0,58
GAEC Lespois	LES 067	GENNETON	2,75	2,59	0,16
GAEC Lespois	LES 068	VAL D'ANAST	2,96	2,96	0
GAEC Lespois	LES 069	VAL D'ANAST	2,3	2,3	0
GAEC Lespois	LES 070	VAL D'ANAST	8,52	8,51	0,01
GAEC Lespois	LES 071	VAL D'ANAST	0,72	0	0,72
GAEC Lespois	LES 072 A	ARGENTON-LES-VALLEES	5,05	0	5,05
GAEC Lespois	LES 072 B	ARGENTON-LES-VALLEES	3,23	0	3,23
GAEC Lespois	LES 072 C	ARGENTON-LES-VALLEES	0,75	0,75	0
GAEC Lespois	LES 072 D	ARGENTON-LES-VALLEES	7,96	0	7,96
GAEC Lespois	LES 072 E	ARGENTON-LES-VALLEES	6,94	0	6,94
GAEC Lespois	LES 072 F	ARGENTON-LES-VALLEES	25,9	0	25,9
GAEC Lespois	LES 072 G	ARGENTON-LES-VALLEES	0,29	0	0,29
GAEC Lespois	LES 072 H	ARGENTON-LES-VALLEES	3,65	0	3,65
GAEC Lespois	LES 072 I	ARGENTON-LES-VALLEES	1,93	0	1,93
GAEC Lespois	LES 073 A	ARGENTON-LES-VALLEES	9,44	0	9,44
GAEC Lespois	LES 073 B	ARGENTON-LES-VALLEES	3,31	0	3,31
GAEC Lespois	LES 073 C	ARGENTON-LES-VALLEES	0,26	0	0,26
GAEC Lespois	LES 074	VAL D'ANAST	59,76	57,19	2,57
GAEC Lespois	LES 075	VAL D'ANAST	9,36	7,66	1,7
GAEC Lespois	LES 076 A	ARGENTON-LES-VALLEES	0,56	0	0,56
GAEC Lespois	LES 076 B	ARGENTON-LES-VALLEES	7,5	0	7,5
GAEC Lespois	LES 076 C	ARGENTON-LES-VALLEES	0,53	0	0,53
GAEC Lespois	LES 078 A	ARGENTON-LES-VALLEES	1,92	1,92	0
GAEC Lespois	LES 078 B	ARGENTON-LES-VALLEES	1,43	1,43	0
GAEC Lespois	LES 078 C	ARGENTON-LES-VALLEES	5,61	5,57	0,04
GAEC Lespois	LES 078 D	ARGENTON-LES-VALLEES	8,28	8,22	0,06
GAEC Lespois	LES 078 E	ARGENTON-LES-VALLEES	0,48	0	0,48
GAEC Lespois	LES 079	VAL D'ANAST	0,32	0,2	0,12
GAEC Lespois	LES 080	VAL D'ANAST	1,69	0	1,69
GAEC Lespois	LES 081	TUFFALUN	0,75	0,75	0
GAEC Lespois	LES 083	TUFFALUN	11,77	11,58	0,19
GAEC Lespois	LES 084	ARGENTON-LES-VALLEES	4,77	4,77	0
GAEC Nazareth	GAN 01	LA FORÊT-SUR-SÈVRE	2,45	2,45	0
GAEC Nazareth	GAN 02	CERIZAY	3,33	0	3,33
GAEC Nazareth	GAN 03	CERIZAY	6,61	4,85	1,76
GAEC Nazareth	GAN 05	CIRIÈRES	4,1	3,33	0,77
GAEC Nazareth	GAN 06	BRETIGNOLLES	1,46	1,23	0,23
GAEC Nazareth	GAN 07	CIRIÈRES	3,43	3,43	0
GAEC Nazareth	GAN 08	CIRIÈRES	12,46	12,46	0
GAEC Nazareth	GAN 09	CIRIÈRES	6,32	5,68	0,64
GAEC Nazareth	GAN 10	CIRIÈRES	2,89	2,74	0,15
GAEC Nazareth	GAN 11A	CIRIÈRES	4,79	0	4,79
GAEC Nazareth	GAN 11B	CIRIÈRES	10,59	9,73	0,86
GAEC Nazareth	GAN 13A	CIRIÈRES	0,12	0	0,12
GAEC Nazareth	GAN 13B	CIRIÈRES	10,6	10,6	0
GAEC Nazareth	GAN 13C	CIRIÈRES	18,3	17,84	0,46
GAEC Nazareth	GAN 13D	CIRIÈRES	3,93	0	3,93

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Nazareth	GAN 13E	CIRIÈRES	12,13	11,79	0,34
GAEC Nazareth	GAN 13F	CIRIÈRES	21,47	20,55	0,92
GAEC Nazareth	GAN 13G	CIRIÈRES	9,07	9,07	0
GAEC Nazareth	GAN 14	BRETIGNOLLES	0,32	0,3	0,02
GAEC Nazareth	GAN 15	BRETIGNOLLES	9,63	8,47	1,16
GAEC Nazareth	GAN 16	BRETIGNOLLES	2,54	0	2,54
GAEC Nazareth	GAN 17	BRETIGNOLLES	4,85	4,47	0,38
GAEC Nazareth	GAN 19A	BRETIGNOLLES	1,28	0	1,28
GAEC Nazareth	GAN 19B	BRETIGNOLLES	6,39	5,85	0,54
GAEC Nazareth	GAN 20	CIRIÈRES	7,94	7,78	0,16
GAEC Nazareth	GAN 22	CIRIÈRES	5,47	5,47	0
GAEC Nazareth	GAN 23A	CIRIÈRES	0,44	0	0,44
GAEC Nazareth	GAN 23B	CIRIÈRES	2,34	2,11	0,23
GAEC Nazareth	GAN 25	BRETIGNOLLES	2,15	1,2	0,95
GAEC Nazareth	GAN 26A	BRETIGNOLLES	0,94	0	0,94
GAEC Nazareth	GAN 26B	BRETIGNOLLES	3,93	3,93	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 01	BRESSUIRE	5,11	4,1	1,01
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 02	BRESSUIRE	3,53	2,87	0,66
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 04	BRESSUIRE	0,63	0,63	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 05	BRESSUIRE	3,39	3,39	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06A	BRESSUIRE	5,67	5,54	0,13
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06B	BRESSUIRE	1,52	1,52	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06C	BRESSUIRE	2,84	2,84	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06D	BRESSUIRE	6,77	6,77	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06E	BRESSUIRE	2,03	1,84	0,19
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06F	BRESSUIRE	3,2	3,2	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06G	BRESSUIRE	6,04	0	6,04
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06H	BRESSUIRE	0,94	0,94	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06I	BRESSUIRE	0,93	0,93	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06J	BRESSUIRE	1,82	1,82	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06K	BRESSUIRE	10,35	10,35	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 06L	BRESSUIRE	1,53	1,53	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 07	BRESSUIRE	5,87	4,88	0,99
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 08A	BRESSUIRE	4,21	4,21	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 08B	BRESSUIRE	4,21	0	4,21
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 08C	BRESSUIRE	4,68	3,06	1,62
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 09A	BRESSUIRE	0,57	0,39	0,18
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 09B	BRESSUIRE	1,36	1,36	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 10A	BRESSUIRE	1,66	1,22	0,44
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 10B	BRESSUIRE	3,62	2,93	0,69
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 11	BRESSUIRE	3,93	2,34	1,59
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 12A	BLAISON-SAINT-SULPICE	14,17	13,59	0,58
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 12B	BLAISON-SAINT-SULPICE	6,89	6,89	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 12C	BLAISON-SAINT-SULPICE	1,22	1,22	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 12D	BLAISON-SAINT-SULPICE	2,96	2,96	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 13A	BLAISON-SAINT-SULPICE	2,16	1,88	0,28
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 13B	BLAISON-SAINT-SULPICE	6,22	6,22	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 13C	BLAISON-SAINT-SULPICE	4,75	4,75	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 14A	BLAISON-SAINT-SULPICE	4,03	3,93	0,1
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 14B	BLAISON-SAINT-SULPICE	7,52	7,29	0,23
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 14C	BLAISON-SAINT-SULPICE	2,75	2,75	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 14D	BLAISON-SAINT-SULPICE	4,6	4,6	0
GAEC TOUCHÉGOND	TOU 200	BRESSUIRE	12,9	11,16	1,74
GAEC Villeneuve	BEL 01A	SAINT-AURICE-ÉTUSSE	13,15	12,07	1,08
GAEC Villeneuve	BEL 01B	SAINT-AURICE-ÉTUSSE	20,06	19,04	1,02
GAEC Villeneuve	BEL 01C	SAINT-AURICE-ÉTUSSE	18,3	17,94	0,36

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Villeneuve	BEL 01D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	16,95	10,05	6,9
GAEC Villeneuve	BEL 02	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	13,84	12,23	1,61
GAEC Villeneuve	BEL 03	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	5,35	5,28	0,07
GAEC Villeneuve	BEL 04	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,14	1,11	0,03
GAEC Villeneuve	BEL 05	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	37,8	37,54	0,26
GAEC Villeneuve	BEL 06	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	3,28	3,28	0
GAEC Villeneuve	BEL 07 B	ARGENTON-LES-VALLEES	7,59	7,59	0
GAEC Villeneuve	BEL 07A	VAL D'ANAST	11,14	9,06	2,08
GAEC Villeneuve	BEL 08	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	5,18	5,18	0
GAEC Villeneuve	BEL 09	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,33	1,81	0,52
GAEC Villeneuve	BEL 10	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	10,71	9,85	0,86
GAEC Villeneuve	BEL 11	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	14,1	13,03	1,07
GAEC Villeneuve	BEL 12	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,46	4,18	0,28
GAEC Villeneuve	BEL 13	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,91	1,31	0,6
GAEC Villeneuve	BEL 14A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	0,93	0	0,93
GAEC Villeneuve	BEL 14B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,97	3,95	1,02
GAEC Villeneuve	BEL 14C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	6,38	6,38	0
GAEC Villeneuve	BEL 14D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,19	1,19	0
GAEC Villeneuve	BEL 15A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	3,54	3,12	0,42
GAEC Villeneuve	BEL 15B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,03	0,61	0,42
GAEC Villeneuve	BEL 16	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,03	0	1,03
GAEC Villeneuve	BEL 17	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,48	1,48	0
GAEC Villeneuve	BEL 18A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	5,39	5,39	0
GAEC Villeneuve	BEL 18B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	6,54	6,35	0,19
GAEC Villeneuve	BEL 18C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,72	4,41	0,31
GAEC Villeneuve	BEL 18D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	0,41	0,41	0
GAEC Villeneuve	BEL 19 A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	93,46	91,72	1,74
GAEC Villeneuve	BEL 19 B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	7,62	7,19	0,43
GAEC Villeneuve	BEL 201	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,45	2,18	0,27
GAEC Villeneuve	BEL 21 A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	6,94	5,37	1,57
GAEC Villeneuve	BEL 21 B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	6,08	6,08	0
GAEC Villeneuve	BEL 21 C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,15	2,15	0
GAEC Villeneuve	BEL 21 D	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	13,07	12,74	0,33
GAEC Villeneuve	BEL 21 E	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,79	3,81	0,98
GAEC Villeneuve	BEL 21 F	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,38	0	1,38
GAEC Villeneuve	BEL 21 G	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,94	2,4	0,54
GAEC Villeneuve	BEL 21 G	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	3,8	3,8	0
GAEC Villeneuve	BEL 21 H	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,82	8,35	0,47
GAEC Villeneuve	BEL 21 I	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,28	7,02	1,26
GAEC Villeneuve	BEL 21 J	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,81	1,35	0,46
GAEC Villeneuve	BEL 21 K	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,37	0,94	0,43
GAEC Villeneuve	BEL 21 L	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	3,65	3,43	0,22
GAEC Villeneuve	BEL 21 M	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,54	4,54	0
GAEC Villeneuve	BEL 212A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,83	0	1,83
GAEC Villeneuve	BEL 212B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,46	1,63	0,83
GAEC Villeneuve	BEL 212C	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,95	0	4,95
GAEC Villeneuve	BEL 212D	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,23	0	1,23
GAEC Villeneuve	BEL 212E	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	5,66	5,21	0,45
GAEC Villeneuve	BEL 212F	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,74	2,64	0,1
GAEC Villeneuve	BEL 213A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	7,34	4,62	2,72
GAEC Villeneuve	BEL 213B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	0,83	0	0,83
GAEC Villeneuve	BEL 213C	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	0,46	0	0,46
GAEC Villeneuve	BEL 213D	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	7,09	6,26	0,83
GAEC Villeneuve	BEL 214	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	0,1	0	0,1
GAEC Villeneuve	BEL 215	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	6,13	5,05	1,08
GAEC Villeneuve	BEL 216A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,69	4,69	0



Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommerie

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Villeneuve	BEL 216B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,38	0	4,38
GAEC Villeneuve	BEL 217	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,88	1,88	0
GAEC Villeneuve	BEL 218	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,39	0,57	0,82
GAEC Villeneuve	BEL 219A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	9,62	9,62	0
GAEC Villeneuve	BEL 219B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	16,34	3,44	12,9
GAEC Villeneuve	BEL 219C	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,02	4,02	0
GAEC Villeneuve	BEL 219D	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	8,5	7,3	1,2
GAEC Villeneuve	BEL 219E	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,84	1,72	1,12
GAEC Villeneuve	BEL 220	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	6,07	4,51	1,56
GAEC Villeneuve	BEL 222	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	14,86	0	14,86
GAEC Villeneuve	BEL 223A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,24	2,24	0
GAEC Villeneuve	BEL 223B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,69	0	4,69
GAEC Villeneuve	BEL 224A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,78	4,78	0
GAEC Villeneuve	BEL 224B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,47	0	2,47
GAEC Villeneuve	BEL 225	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,59	0	1,59
GAEC Villeneuve	BEL 226A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	3,03	2,63	0,4
GAEC Villeneuve	BEL 226B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	7,81	3,96	3,85
GAEC Villeneuve	BEL 226C	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,68	4,37	0,31
GAEC Villeneuve	BEL 226D	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	8,86	3,81	5,05
GAEC Villeneuve	BEL 226E	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,17	3,44	0,73
GAEC Villeneuve	BEL 227	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,89	0	1,89
GAEC Villeneuve	BEL 228A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,4	2,4	0
GAEC Villeneuve	BEL 228B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	1,86	0	1,86
GAEC Villeneuve	BEL 22A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,87	8,01	0,86
GAEC Villeneuve	BEL 22B	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,29	0,56	0,73
GAEC Villeneuve	BEL 22C	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,7	2,22	0,48
GAEC Villeneuve	BEL 22D	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	5,27	4,84	0,43
GAEC Villeneuve	BEL 22E	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,25	8,07	0,18
GAEC Villeneuve	BEL 22F	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,47	6,22	2,25
GAEC Villeneuve	BEL 22G	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,75	8,22	0,53
GAEC Villeneuve	BEL 22H	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,43	4,43	0
GAEC Villeneuve	BEL 22I	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,96	1,96	0
GAEC Villeneuve	BEL 22J	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	2,68	2,68	0
GAEC Villeneuve	BEL 22K	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,95	4,94	0,01
GAEC Villeneuve	BEL 22L	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	7,22	5,71	1,51
GAEC Villeneuve	BEL 22M	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,28	0,54	0,74
GAEC Villeneuve	BEL 22N	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	4,71	4,18	0,53
GAEC Villeneuve	BEL 23	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	35,9	30,23	5,67
GAEC Villeneuve	BEL 234	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	0,58	0	0,58
GAEC Villeneuve	BEL 235A	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	4,74	0	4,74
GAEC Villeneuve	BEL 235B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	3,16	3,16	0
GAEC Villeneuve	BEL 236	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	5,1	3,54	1,56
GAEC Villeneuve	BEL 24	GENNETON	5,05	5,05	0
GAEC Villeneuve	BEL 25	GENNETON	4,44	4,02	0,42
GAEC Villeneuve	BEL 26	GENNETON	5,39	5,39	0
GAEC Villeneuve	BEL 27	GENNETON	47,39	44,82	2,57
GAEC Villeneuve	BEL 28	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	9,89	9,53	0,36
GAEC Villeneuve	BEL 29	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	8,45	8,45	0
GAEC Villeneuve	BEL 30	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	3,2	3,02	0,18
GAEC Villeneuve	BEL 31 A	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	3,09	3,06	0,03
GAEC Villeneuve	BEL 31 B	SAINT-MAURICE-LA-FOUGEREUSE	2,82	2,74	0,08
GAEC Villeneuve	BEL 40	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	0,63	0	0,63
GAEC Villeneuve	BEL 41	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	1,11	0	1,11
GAEC Villeneuve	BEL 42	SAINT-MAURICE-ÉTUSSE	0,55	0,19	0,36
GAEC Villeneuve	BEL 42A	ARGENTON-LES-VALLEES	12,9	9,91	2,99
GAEC Villeneuve	BEL 42B	ARGENTON-LES-VALLEES	3,7	3,7	0



Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
GAEC Villeneuve	BEL 43	ARGENTON-LES-VALLEES	10,78	10,71	0,07
GAEC Villeneuve	BEL 44	ARGENTON-LES-VALLEES	2,81	2,71	0,1
GAEC Villeneuve	BEL 45	ARGENTON-LES-VALLEES	1,52	1,52	0
GAEC Villeneuve	BEL 46	ARGENTON-LES-VALLEES	3,31	2,69	0,62
GAEC Villeneuve	BEL 70A	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	3,85	0	3,85
GAEC Villeneuve	BEL 70B	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	5,38	5,23	0,15
GAEC Villeneuve	BEL 70C	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	0,6	0,6	0
GAEC Villeneuve	BEL 70D	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	0,25	0	0,25
GAEC Villeneuve	BEL 71	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	1,31	1,31	0
GAEC Villeneuve	BEL 72	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	2,51	2,16	0,35
GAEC Villeneuve	BEL 73	SAINT-AURICE-LA-FOUGEREUSE	4,85	4,36	0,49
GAEC Villeneuve	BEL 75	CLERE-SUR-LAYON	10,9	10,9	0
GAEC Villeneuve	BEL 77	SAINT-AURICE-ÉTUSSE	0,82	0,82	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	6,88	6,88	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,57	1,23	0,34
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	10,06	10,06	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	11,06	10,9	0,16
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,73	3,73	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	11,04	11,03	0,01
GIRARDEAU PASCAL	GIR 01G	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,26	0	5,26
GIRARDEAU PASCAL	GIR 02A	TREIZE-VENTS	2,38	2,38	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 02B	TREIZE-VENTS	4,17	4,17	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 02C	TREIZE-VENTS	1,01	0	1,01
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03A	TREIZE-VENTS	3,34	2,43	0,91
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03B	TREIZE-VENTS	2,9	2,72	0,18
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03C	TREIZE-VENTS	7,14	7,12	0,02
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03D	TREIZE-VENTS	1,99	1,99	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03E	TREIZE-VENTS	0,88	0,88	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03F	TREIZE-VENTS	1,53	1,53	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 03G	TREIZE-VENTS	1,97	1,97	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 04	TREIZE-VENTS	0,33	0,24	0,09
GIRARDEAU PASCAL	GIR 05	MAULÉON	3,03	2,85	0,18
GIRARDEAU PASCAL	GIR 06	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	5,81	5,22	0,59
GIRARDEAU PASCAL	GIR 07	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2	2	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 09	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,25	0	0,25
GIRARDEAU PASCAL	GIR 10	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,21	0	0,21
GIRARDEAU PASCAL	GIR 11	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,42	1,33	0,09
GIRARDEAU PASCAL	GIR 12	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,73	2,87	0,86
GIRARDEAU PASCAL	GIR 13	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,86	1,09	0,77
GIRARDEAU PASCAL	GIR 14	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,32	1,69	0,63
GIRARDEAU PASCAL	GIR 15	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	16,85	15,9	0,95
GIRARDEAU PASCAL	GIR 16	SÈVREMONT	2,6	2,6	0
GIRARDEAU PASCAL	GIR 17	SÈVREMONT	13,19	12,12	1,07
GIRARDEAU PASCAL	GIR 18	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	6,37	4,1	2,27
GIRARDEAU PASCAL	GIR 19	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,35	0	0,35
GIRARDEAU PASCAL	GIR 8	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,01	2,05	0,96
HULIN JAMES	HUL 01	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,86	4,85	0,01
HULIN JAMES	HUL 02	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,92	1,01	0,91
HULIN JAMES	HUL 03	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,57	1,39	1,18
HULIN JAMES	HUL 04A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	6,28	4,35	1,93
HULIN JAMES	HUL 04B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,73	2,37	0,36
HULIN JAMES	HUL 04C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,11	1,11	0
HULIN JAMES	HUL 05A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,09	0,9	0,19
HULIN JAMES	HUL 05B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,71	1,71	0
HULIN JAMES	HUL 05C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,56	0,29	0,27
HULIN JAMES	HUL 06A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,87	0	2,87

## Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommeria

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
HULIN JAMES	HUL 06B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,56	1,48	3,08
HULIN JAMES	HUL 07A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,19	0	3,19
HULIN JAMES	HUL 07B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,47	2,27	0,2
HULIN JAMES	HUL 07C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,33	2,42	0,91
HULIN JAMES	HUL 08	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,02	1,02	0
HULIN JAMES	HUL 09A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,37	1,37	0
HULIN JAMES	HUL 09B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,12	1,49	0,63
HULIN JAMES	HUL 09C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,81	1,81	0
HULIN JAMES	HUL 09D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,06	2,06	0
HULIN JAMES	HUL 09E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,54	3,54	0
HULIN JAMES	HUL 09F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,24	2,24	0
HULIN JAMES	HUL 09G	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,85	2,85	0
HULIN JAMES	HUL 09H	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,09	0,61	0,48
HULIN JAMES	HUL 09I	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,53	1,53	0
HULIN JAMES	HUL 11	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,56	1,99	0,57
Ludovic Ménard	LUM 01	LA FLOCELLIERE	1,93	1,3	0,63
Ludovic Ménard	LUM 02A	LA FLOCELLIERE	1,9	0	1,9
Ludovic Ménard	LUM 02B	LA FLOCELLIERE	1,8	1,8	0
Ludovic Ménard	LUM 03A	LA FLOCELLIERE	3,67	3,67	0
Ludovic Ménard	LUM 03B	LA FLOCELLIERE	1,9	1,9	0
Ludovic Ménard	LUM 04A	LA FLOCELLIERE	1,75	1,08	0,67
Ludovic Ménard	LUM 04B	LA FLOCELLIERE	5,42	0	5,42
Ludovic Ménard	LUM 04C	LA FLOCELLIERE	2,28	0	2,28
Ludovic Ménard	LUM 05A	LA FLOCELLIERE	1	0	1
Ludovic Ménard	LUM 05B	LA FLOCELLIERE	1,63	0	1,63
Ludovic Ménard	LUM 05C	LA FLOCELLIERE	2,57	2,56	0,01
Ludovic Ménard	LUM 06	LA FLOCELLIERE	0,35	0	0,35
Ludovic Ménard	LUM 07	LA FLOCELLIERE	0,03	0	0,03
Ludovic Ménard	LUM 08	LA FLOCELLIERE	0,03	0	0,03
Ludovic Ménard	LUM 09B	LA FLOCELLIERE	7,72	5,25	2,47
Ludovic Ménard	LUM 09C	LA FLOCELLIERE	2,11	1,46	0,65
Ludovic Ménard	LUM 11	LA FLOCELLIERE	1,27	0	1,27
Ludovic Ménard	LUM 12	LA FLOCELLIERE	0,95	0	0,95
Mickael Bellard	MIB 01	GENNETON	27,68	26,35	1,33
Mickael Bellard	MIB 02	GENNETON	6,33	4,86	1,47
Mickael Bellard	MIB 03	GENNETON	2,44	2,31	0,13
Mickael Bellard	MIB 04	ARGENTON-LES-VALLEES	26,32	25,33	0,99
Mickael Bellard	MIB 05	GENNETON	8,24	0	8,24
Mickael Bellard	MIB 06	GENNETON	17,6	0	17,6
Mickael Bellard	MIB 07A	GENNETON	0,95	0,74	0,21
Mickael Bellard	MIB 07B	GENNETON	5,4	4,97	0,43
Mickael Bellard	MIB 07C	GENNETON	2,66	2,66	0
Mickael Bellard	MIB 07D	GENNETON	2,13	2,13	0
Mickael Bellard	MIB 08	GENNETON	8,27	7,62	0,65
PASQUIER Clément	PAS 01A	BRETIGNOLLES	8,34	7,7	0,64
PASQUIER Clément	PAS 01B	BRETIGNOLLES	5,98	5,98	0
PASQUIER Clément	PAS 01C	BRETIGNOLLES	2,19	2,19	0
PASQUIER Clément	PAS 01D	BRETIGNOLLES	7,68	7,59	0,09
PASQUIER Clément	PAS 01E	BRETIGNOLLES	16,26	16,26	0
PASQUIER Clément	PAS 02A	BRETIGNOLLES	3,82	3,82	0
PASQUIER Clément	PAS 02B	BRETIGNOLLES	9,15	9,15	0
PASQUIER Clément	PAS 03A	BRETIGNOLLES	1,57	0,17	1,4
PASQUIER Clément	PAS 03B	BRETIGNOLLES	2,38	2,07	0,31
PASQUIER Clément	PAS 03C	BRETIGNOLLES	4,57	3,67	0,9
PASQUIER Clément	PAS 04A	BRETIGNOLLES	1,98	1,97	0,01
PASQUIER Clément	PAS 04B	BRETIGNOLLES	3,83	2,02	1,81

## Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommerie

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
PASQUIER Clément	PAS 05A	NUEIL-LES-AUBIERS	10,45	6,45	4
PASQUIER Clément	PAS 05B	NUEIL-LES-AUBIERS	7,62	7,62	0
PASQUIER Clément	PAS 06	BRETIGNOLLES	4,31	4,09	0,22
PASQUIER Clément	PAS 07	BRETIGNOLLES	4,99	4,99	0
PASQUIER Clément	PAS 08	BRESSUIRE	17,03	15,51	1,52
PASQUIER Clément	PAS 09A	BRESSUIRE	2,9	2,63	0,27
PASQUIER Clément	PAS 09B	BRESSUIRE	1,93	1,93	0
PASQUIER Clément	PAS 10	BRESSUIRE	8,18	8,18	0
PASQUIER Clément	PAS 11	CIRIÈRES	2,08	1,6	0,48
PASQUIER Clément	PAS 12	CIRIÈRES	3,86	3,31	0,55
PASQUIER Clément	PAS 13	CIRIÈRES	1,81	1,36	0,45
PASQUIER Clément	PAS 14	CIRIÈRES	2,94	2,35	0,59
SCEA les Batarderies	AUG 01A	VAL D'ANAST	4,98	3,97	1,01
SCEA les Batarderies	AUG 01B	VAL D'ANAST	5,45	5,34	0,11
SCEA les Batarderies	AUG 02A	VAL D'ANAST	6,21	6,09	0,12
SCEA les Batarderies	AUG 02B	VAL D'ANAST	0,97	0,91	0,06
SCEA les Batarderies	AUG 02C	VAL D'ANAST	3,96	3,96	0
SCEA les Batarderies	AUG 02D	VAL D'ANAST	5,39	5,39	0
SCEA les Batarderies	AUG 02E	VAL D'ANAST	7,51	7,51	0
SCEA les Batarderies	AUG 02F	VAL D'ANAST	5,37	4,86	0,51
SCEA les Batarderies	AUG 02G	VAL D'ANAST	2,74	2,74	0
SCEA les Batarderies	AUG 02H	VAL D'ANAST	4,91	4,91	0
SCEA les Batarderies	AUG 03A	VAL D'ANAST	2,3	2,3	0
SCEA les Batarderies	AUG 03B	VAL D'ANAST	5,13	3,83	1,3
SCEA les Batarderies	AUG 03C	VAL D'ANAST	3,27	2,34	0,93
SCEA les Batarderies	AUG 04A	VAL D'ANAST	5,33	5,21	0,12
SCEA les Batarderies	AUG 04B	VAL D'ANAST	9,69	9,54	0,15
SCEA les Batarderies	AUG 04C	VAL D'ANAST	2,59	1,52	1,07
SCEA les Batarderies	AUG 04D	VAL D'ANAST	5,73	5,73	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 01A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,06	0,26	0,8
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 01B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,52	3,33	1,19
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,07	2	0,07
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,36	1,36	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,06	1,06	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	2,05	1,91	0,14
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02E	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,08	3,08	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02F	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,18	1,18	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 02G	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,7	0,62	1,08
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 03A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,86	0	0,86
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 03B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,83	0	0,83
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 03C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,97	0,5	0,47
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 03D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,69	3,57	0,12
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 04	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,54	4,54	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 05A	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,75	2,21	1,54
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 05B	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,94	0,71	0,23
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 05C	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	0,6	0,41	0,19
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 05D	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	4,74	4,38	0,36
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 06A	LA PETITE-BOISSIÈRE	2,25	1,15	1,1
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 06B	LA PETITE-BOISSIÈRE	1,47	1,47	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 07	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	3,49	3,49	0
SCEA LES TERRES ROUGES	TER 08	SAINT-AMAND-SUR-SÈVRE	1,17	1,17	0
SCEA OVIPALM	OVI 01A	CIRIÈRES	1,88	1,27	0,61
SCEA OVIPALM	OVI 01B	CIRIÈRES	0,72	0,72	0
SCEA OVIPALM	OVI 01C	CIRIÈRES	0,73	0,73	0
SCEA OVIPALM	OVI 02	CIRIÈRES	0,9	0,23	0,67
SCEA OVIPALM	OVI 03	CIRIÈRES	1,03	0,05	0,98



Récapitulatif du parcellaire du plan d'épandage de la SAS BioPommerie

Date : 15/10/2024

Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
SCEA OVIPALM	OVI 04A	CIRIÈRES	1,57	1,11	0,46
SCEA OVIPALM	OVI 04B	CIRIÈRES	2,42	2,24	0,18
SCEA OVIPALM	OVI 04C	CIRIÈRES	1,64	0,6	1,04
SCEA OVIPALM	OVI 05A	CIRIÈRES	1,65	1,65	0
SCEA OVIPALM	OVI 05B	CIRIÈRES	3,07	2,52	0,55
SCEA OVIPALM	OVI 05C	CIRIÈRES	0,21	0,21	0
SCEA OVIPALM	OVI 06	CIRIÈRES	0,15	0	0,15
SCEA OVIPALM	OVI 07	CIRIÈRES	0,58	0,32	0,26
SCEA OVIPALM	OVI 08	CIRIÈRES	2,19	2,19	0
SCEA OVIPALM	OVI 09A	CIRIÈRES	0,34	0,02	0,32
SCEA OVIPALM	OVI 09B	CIRIÈRES	0,74	0,62	0,12
SCEA OVIPALM	OVI 10	CIRIÈRES	1,04	0,25	0,79
SCEA OVIPALM	OVI 11A	CIRIÈRES	6,4	6,4	0
SCEA OVIPALM	OVI 11B	CIRIÈRES	5,54	4,73	0,81
SCEA OVIPALM	OVI 12	CIRIÈRES	1,18	1,18	0
SCEA OVIPALM	OVI 13A	CIRIÈRES	3,53	2,68	0,85
SCEA OVIPALM	OVI 13B	CIRIÈRES	1,35	0,42	0,93
SCEA OVIPALM	OVI 13C	CIRIÈRES	4,33	3,22	1,11
SCEA OVIPALM	OVI 13D	CIRIÈRES	2,18	2,01	0,17
SCEA OVIPALM	OVI 14	CIRIÈRES	0,35	0,35	0
SCEA OVIPALM	OVI 15	CIRIÈRES	4,9	4,9	0
SCEA OVIPALM	OVI 16	LE PIN	0,76	0,74	0,02
SCEA OVIPALM	OVI 17	LE PIN	3,58	3,52	0,06
SCEA OVIPALM	OVI 18	LE PIN	0,41	0	0,41
SCEA OVIPALM	OVI 19	LE PIN	0,76	0	0,76
SCEA OVIPALM	OVI 20	CIRIÈRES	5,33	5,33	0
SCEA OVIPALM	OVI 21	CIRIÈRES	1,49	1,49	0
SCEA OVIPALM	OVI 22	CIRIÈRES	1,89	1,37	0,52
SCEA OVIPALM	OVI 23	LE PIN	1,47	1,29	0,18
SCEA PELLETIER	ARJ 06	SAINT-MESMIN	7,06	7,06	0
SCEA PELLETIER	ARJ 07	SAINT-MESMIN	22,45	19,11	3,34
SCEA Perridy	SOU 03	BLAISON-SAINT-SULPICE	0,61	0,52	0,09
SCEA Perridy	SOU 04	BLAISON-SAINT-SULPICE	0,18	0,07	0,11
SCEA Perridy	SOU 31	BLAISON-SAINT-SULPICE	6,09	5,6	0,49
SCEA Perridy	SOU 32	BLAISON-SAINT-SULPICE	6,13	5,63	0,5
SCEA ROTUREAU	ROU 02A	NUEIL-LES-AUBIERS	11,08	10,56	0,52
SCEA ROTUREAU	ROU 02B	NUEIL-LES-AUBIERS	5,07	5,07	0
SCEA ROTUREAU	ROU 02C	NUEIL-LES-AUBIERS	6,42	6,42	0
SCEA ROTUREAU	ROU 02D	NUEIL-LES-AUBIERS	9,66	0	9,66
SCEA ROTUREAU	ROU 02E	NUEIL-LES-AUBIERS	5,99	0	5,99
SCEA ROTUREAU	ROU 02F	NUEIL-LES-AUBIERS	3,15	3,15	0
SCEA ROTUREAU	ROU 04	NUEIL-LES-AUBIERS	9,39	6,48	2,91
SCEA ROTUREAU	ROU 05	NUEIL-LES-AUBIERS	8,62	0	8,62
Vincent Mimault	VIM 01	GEAY	25,91	25,3	0,61
Vincent Mimault	VIM 02	GEAY	16,22	12,84	3,38
Vincent Mimault	VIM 03	GEAY	5,77	4,2	1,57
Vincent Mimault	VIM 04	GEAY	5,44	5,4	0,04
Vincent Mimault	VIM 05	GEAY	21,3	15,41	5,89
Vincent Mimault	VIM 06	GEAY	4,2	4,2	0
Vincent Mimault	VIM 07	GEAY	0,76	0,49	0,27
Vincent Mimault	VIM 08	PIERREFITTE	2,39	0,7	1,69
Vincent Mimault	VIM 09	PIERREFITTE	0,44	0,31	0,13
Vincent Mimault	VIM 10	GEAY	4,79	4,76	0,03
Vincent Mimault	VIM 11	BRESSUIRE	4,27	4,27	0
Vincent Mimault	VIM 12	GEAY	10,44	10,44	0
Vincent Mimault	VIM 14	PIERREFITTE	3,7	3,7	0



Exploitation agricole	Parcelle	Commune	Surface mise à disposition (ha)	Surface épandable (ha)	Surface exclue (ha)
Vincent Mimault	VIM 15	PIERREFITTE	1,98	1,49	0,49
Vincent Mimault	VIM 16	PIERREFITTE	0,97	0,66	0,31
Vincent Mimault	VIM 17	PIERREFITTE	3,61	3,61	0
Vincent Mimault	VIM 18	PIERREFITTE	0,54	0,54	0
Vincent Mimault	VIM 19	PIERREFITTE	1,91	1,91	0
Vincent Mimault	VIM 20	PIERREFITTE	1,95	1,95	0
Vincent Mimault	VIM 21	PIERREFITTE	1,48	1,48	0
Vincent Mimault	VIM13	PIERREFITTE	3,26	3,26	0
VINCENT THIERRY	VIN 05A	GEAY	2,71	0	2,71
VINCENT THIERRY	VIN 05B	GEAY	3,12	3,12	0
VINCENT THIERRY	VIN 05C	GEAY	2,69	0	2,69
VINCENT THIERRY	VIN 05D	GEAY	1,76	0	1,76
VINCENT THIERRY	VIN 05E	GEAY	0,54	0,54	0
VINCENT THIERRY	VIN 05F	GEAY	2,14	2,14	0
VINCENT THIERRY	VIN 05G	GEAY	1,12	1,12	0
VINCENT THIERRY	VIN 05H	GEAY	1,03	0,8	0,23
VINCENT THIERRY	VIN 05I	GEAY	8,5	8,5	0
VINCENT THIERRY	VIN 05J	GEAY	3,53	3,35	0,18
VINCENT THIERRY	VIN 05K	GEAY	2,07	2,07	0
VINCENT THIERRY	VIN 05L	GEAY	1,4	1,4	0
VINCENT THIERRY	VIN 05M	GEAY	2,1	2,1	0
VINCENT THIERRY	VIN 05N	GEAY	1,82	1,82	0
VINCENT THIERRY	VIN 05P	GEAY	1,98	1,02	0,96
VINCENT THIERRY	VIN 06A	GEAY	1,17	1,17	0
VINCENT THIERRY	VIN 06B	GEAY	1,65	1,65	0
VINCENT THIERRY	VIN 06C	GEAY	1,43	1,02	0,41
VINCENT THIERRY	VIN 06D	GEAY	1,1	1,1	0
VINCENT THIERRY	VIN 06E	GEAY	0,87	0,87	0
			<b>6976,84</b>	<b>5363,56</b>	<b>1613,23</b>



### Liste des intrants de BioPommeria

Nature du produit	Détail déchet	Fournisseur	Origine géographique	Codes déchet	
Sous-produits issus de végétaux	CIVE, autres déchets végétaux (pas de culture dédiée)	Agriculteurs et coopératives	79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 01 03	
	Boues de STEP IAA (fruits et légumes)	Coopératives		02 01 01	
	Déchets de fruits et légumes	Coopératives		02 03 05	
		Agriculteurs et coopératives		02 01 03	
	Déchets de céréales, issues de silos	Coopératives		02 03 02	
		Agriculteurs et coopératives		02 03 04	
Effluents agricoles	Lisiers volailles	Agriculteurs	79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 01 06	
	Lisiers porcs				
	Lisiers bovins				
	Fientes poules, fumier canard				
	Lisiers / fumiers multi-espèces				
Sous-produits abattoirs	Viscères, sang, gras, et autres sous-produits méthanisables	Abattoirs	79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 01 02 02 02 02 02 02 03 02 02 04	
Autres gisements divers	Biodéchets	Entreprises et collectivités locales	79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 02 03	
				02 03 04 19 05 02 20 01 08 20 02 01 20 03 02	
Autres gisements divers	Graisses/huiles alimentaires et végétales	Entreprises agro-alimentaires, collectivités	79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 02 03 02 03 04 20 01 25	
	Boues de STEP et effluents de l'agriculture et des IAA	Industries agro-alimentaires		02 01 01 /02 02 01 02 02 04 02 03 01 /02 03 05	
				02 04 03 02 05 02 02 06 03 02 07 01 02 07 02 02 07 04 02 07 05	
				02 05 01 02 06 01 02 06 02	
				04 01 01 04 01 02 04 01 05 04 01 07	
	Gisements divers (rebutis alimentaires, sous-produits IAA, effluents IAA ...)	Industries agro-alimentaires, agriculteurs, collectivités, entreprises locales		79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	02 05 01 02 06 01 02 06 02
	Déchets de tannerie (carnasse, déchet de refente)	Industries		79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	04 01 01 04 01 02 04 01 05 04 01 07
	Déchet végétal solide issu de la fabrication des produits pharmaceutiques (marcs œillet)	Industries		79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	07 05 14
	Boues ferrugineuses	Station de traitement des eaux		79/85/ 16/17/ 44/49/ 86	19 09 03
Digestat et eaux souillées au digestat	Installations de méthanisation		19 06 06		

Annexe à l'APC-BIOPOMMERIA

